

N° 05/2015

*recherches &  
documents*

*décembre 2015*

## **Base industrielle et technologique de défense suédoise : défis et priorités d'action du gouvernement Löfven**

---

**HÉLÈNE MASSON, MARTIN LUNDMARK**

Édité et diffusé par la Fondation pour la Recherche Stratégique  
4 bis rue des Pâtures – 75016 PARIS

ISSN : 1966-5156  
ISBN : 978-2-911101-86-1  
EAN : 9782911101861

*Reproduit avec l'autorisation de DGA/DS/S2IE*

*Manuscrit achevé en mai 2015 (mise à jour réalisée en septembre 2015)*

## Points clés

### Orientations politiques et budgétaires en matière de défense

- Une nouvelle coalition gouvernementale, Parti social-démocrate du travail suédois (SAP) et Parti de l'environnement-Les Verts (MP), sans majorité absolue au Riksdag.
- Une première crise politique dépassée grâce à un accord entre les différents partis (intégrant les questions de défense), permettant d'isoler le parti populiste des Démocrates suédois (SD).
- Dans le contexte de la crise en Ukraine et d'une Russie à la posture de plus en plus agressive, une « Défense forte » de retour sur l'agenda politique : fin du "moratoire stratégique", des missions de défense du territoire national désormais prioritaires sur les opérations extérieures, lancement de réflexions sur un retour partiel à la conscription.
- Le 23 avril 2015, parution de la *Declaration on Defence Direction 2016-2020*, envisageant une augmentation de +12,25 % des dépenses de défense sur 5 ans (vote à l'automne 2015).
- Priorité en matière de dépenses d'équipement : avions de combat Gripen E et sous-marins de prochaine génération A26, capacités de lutte anti sous-marine, défense anti-aérienne.

### Stratégie d'acquisition et politique industrielle

- Poursuite de la *Defence Logistic Reform* initiée en 2012 : extension du périmètre des missions du FMV, introduction de nouvelles pratiques d'achat, PPP et marchés d'externalisation, mais constat en 2015 de la non tenue de l'objectif de réduction des coûts (report au-delà de 2018).
- Continuité et accentuation du soutien gouvernemental en faveur de la consolidation des capacités nationales (R&D, production, MCO) sur les segments Avion de combat (Gripen E) et Sous-Marin (A26), avec la signature d'accords-cadre pluriannuels (type LoI) en février 2013 et juin 2014 ; deux domaines considérés d'intérêt stratégique national, et dans ce contexte, reprise « contrainte » par SAAB AB de la filiale suédoise Kockums au groupe allemand TKMS.
- Des autorités suédoises en quête de partenaires étrangers afin de partager les coûts de développement de ces deux programmes phares (qui devraient représenter 60 % des dépenses d'équipement à horizon 5 ans).
- 80 % des capacités industrielles et technologiques nationales concentrées au sein du groupe SAAB AB ; un CA 2014 réalisé à 45 % sur le marché domestique (contre 31 % en 2009).

## Exportation

- Ralliement du Parti de l'environnement-Les Verts au projet gouvernemental conditionné à la suppression de la *Defence Export Agency* (FXM ; fin des activités en décembre 2015) et à une politique d'exportation d'équipements de défense plus restrictive.
- Les tensions avec l'Arabie saoudite (contexte du renouvellement d'un MoU sur la coopération militaire), illustration des difficultés des autorités suédoises à appréhender les marchés export en zone Moyen-Orient (Arabie saoudite, Qatar, EAU).
- En 2014, 45,4 % des exportations réalisées en zone Europe (UE + autres Europe ; en particulier Royaume-Uni, France, Allemagne, Finlande, Danemark et Pays-Bas), suivi de l'Amérique du Nord (21,4 %), de l'Asie (8 % ; Singapour, Thaïlande, Inde) et du Moyen-Orient (Arabie saoudite ; 4,9 %).
- Cibles export : sous-marin (Norvège, Pologne, Canada, Pays-Bas), avion de combat (Malaisie, Indonésie, Slovaquie et Finlande), systèmes radars (pays nordiques et États baltes).

## Coopération

- Importance donnée à la coopération militaire dans le cadre UE et UN, ainsi qu'avec l'OTAN (rapport attendu sur la dimension internationale et européenne de la politique de défense ; mais sans évaluer les conséquences de la non adhésion de la Suède à une alliance militaire).
- Axes prioritaires Armement&Industries : coopération multilatérale avec les pays nordiques (Norvège, Finlande, Danemark) et avec les États Baltes (Lettonie, Lituanie, Estonie), renforcement de la coopération bilatérale avec la Finlande (février 2015) et le Danemark (mars 2015), approfondissement de la coopération avec les États-Unis (liée au Gripen et dans le contexte d'une consolidation des partenariats industriels de SAAB AB avec Boeing, Lockheed Martin et Raytheon).
- Dans un contexte de baisse des crédits publics dans le domaine de la R&D de défense (dont R&T), affaiblissement de la Suède et moindre attractivité en tant que partenaire.

# SOMMAIRE

<b>RETOUR DES QUESTIONS DÉFENSE À L'AGENDA.....</b>	<b>7</b>
<b>Septembre 2014 ou la difficile entrée en matière du gouvernement Löfven.....</b>	<b>7</b>
Une coalition gouvernementale inédite alliant SAP et MP.....	7
Retour des questions défense à l'agenda : quand la Russie s'invite dans le débat électoral et les premiers mois du gouvernement Löfven .....	8
<b>Dépenses de défense : pression des forces armées pour inverser la trajectoire     budgétaire .....</b>	<b>9</b>
Décennie 2000 : entre moratoire stratégique, réforme drastique des forces armées et priorité à l'international .....	9
2013-2014 : un gouvernement Reinfeldt en difficultés .....	13
Projet de budget 2015 du gouvernement Löfven (non voté) ou le retour à la défense du territoire .....	14
The Declaration on Defence Direction 2016-2020 (23 avril 2015) .....	17
<b>STRATÉGIE D'ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT ET ÉVOLUTION DES RELATIONS ÉTAT/INDUSTRIES .....</b>	<b>20</b>
<b>Rappel historique : de l'autarcie à la « libéralisation » du secteur.....</b>	<b>20</b>
Concentration, privatisation et ouverture du capital aux investisseurs étrangers .....	20
1995-2006 : ciblage des niches d'excellence et priorité donnée à la coopération en matière d'équipement .....	23
2006-2011 : formalisation d'une stratégie d'acquisition « libérale ».....	25
La Defence Logistic Reform.....	28
<b>2013-2015 : Avion de combat Gripen E et sous-marins A26 déclarés « national security     interest ».....</b>	<b>31</b>
Signature d'un accord-cadre historique sur le Gripen E entre le FMV et SAAB.....	31
Domaine sous-marin : retour forcé dans le giron national.....	33
<b>UNE NOUVELLE COALITION GOUVERNEMENTALE DANS LA CONTINUITÉ ET L'ACCENTUATION DES RÉFORMES ET DES PROJETS ENGAGÉS.....</b>	<b>40</b>
<b>Vers une politique industrielle de défense explicite ? .....</b>	<b>40</b>
Defence Logistic Reform : des ajustements à venir.....	40
Gripen NG (Brésil) et Gripen E (Suède) confirmés.....	41
Sous-marin A26 ou la difficile quête d'un partenaire .....	44

<b>Exportations d'armement : soutien et contrôle sur la brèche .....</b>	<b>46</b>
Suppression de l'Agence FXM et attentes des conclusions du « KEX Report » .....	46
Premiers pas hésitants à l'export en zone Moyen-Orient : l'Arabie saoudite ou le difficile retour à la réalité des marchés grand export .....	50
<b>Coopération Défense&amp;Armement : la Suède un partenaire attractif ?.....</b>	<b>52</b>
Revue de la dimension internationale et européenne de la politique de défense : analyse coûts/avantages des différentes formes de coopération .....	52
Coopération dans la région de la mer Baltique, axe Suède-Finlande, et relations avec les Etats tiers.....	54
Décroissance des financements de R&D et moindre attractivité de la Suède.....	62
<b>ANNEXES.....</b>	<b>69</b>

## Retour des questions Défense à l'agenda

### Septembre 2014 ou la difficile entrée en matière du gouvernement Löfven

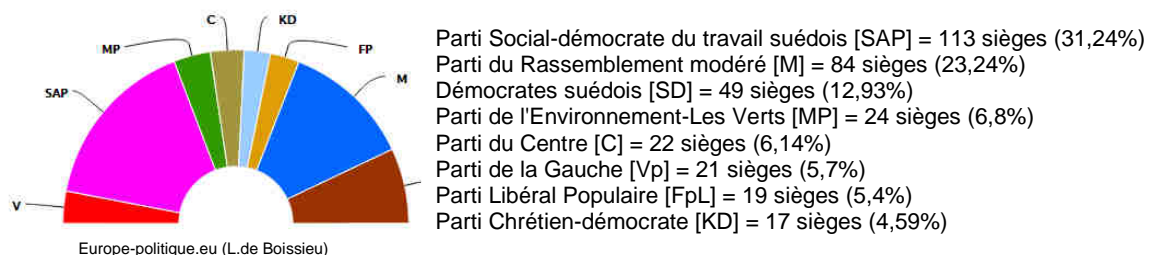
#### *Une coalition gouvernementale inédite alliant SAP et MP*

Les dernières élections législatives de septembre 2014 marquent le retour sur le devant de la scène du Parti social-démocrate du travail suédois (SAP), emmené par Stefan Löfven, après huit années passées dans l'opposition.

Premier ministre de 2006 à 2014, Fredrik Reinfeldt<sup>1</sup> s'est appuyé pour gouverner sur une coalition de centre droit (Parti modéré, Parti du Centre, Parti libéral populaire, Démocrates-chrétiens) qui n'aura pas été en mesure, cette fois-ci, de remporter la majorité des sièges au Parlement (Riksdag), comme ce fut le cas lors des élections législatives de 2006 et de 2010.

Toutefois, cette défaite de l'Alliance de centre droit n'est pas tant la résultante de la montée en puissance des partis de gauche, le SAP n'enregistrant qu'une très légère hausse de 0,4 % par rapport à 2010, que la conséquence de la consolidation dans le paysage politique suédois du parti populiste des Démocrates suédois (SD). Leader du SD depuis 2005 (alors âgé de 26 ans), Jimmie Akesson aura connu en l'espace de quatre ans un doublement des suffrages en sa faveur, de 5,7 % en 2010 à 12,9 % en 2014 (de 20 à 49 sièges au Riksdag), positionnant ainsi son parti comme la 3<sup>ème</sup> force politique du pays.

**Parlement suédois suite aux élections législatives de 2014 (349 sièges)**



La nouvelle coalition gouvernementale, constituée du SAP et du Parti de l'environnement-Les Verts (MP), une alliance inédite, devra gouverner sans majorité absolue au Riksdag, faisant ainsi de Stefan Löfven le Premier ministre suédois de centre gauche le plus mal élu de l'histoire du pays<sup>2</sup>.

Le 3 octobre 2014, lors de la déclaration du gouvernement devant le Riksdag, Stefan Löfven présente son équipe gouvernementale constituée de 23 ministres, dont Peter Hultqvist, ministre de la Défense, et Margot Wallström, ministre des Affaires étrangères.

Faute d'une majorité, et avec des partis de gauche dans l'incapacité de s'entendre, la proposition de budget 2015 est retoquée à peine présentée au Parlement, le 3 décembre 2014 (une situation également rencontrée par le gouvernement social-démocrate au

<sup>1</sup> Fredrik Reinfeldt a également annoncé qu'il renonçait à la présidence du parti, qu'il occupait depuis 2003.

<sup>2</sup> Corinne Deloy, *Courte victoire de la gauche et poussée des populistes de droite aux élections législatives suédoises*, Observatoire des Élections en Europe, Fondation Robert Schuman, 14 septembre 2014.

milieu des années 1990). Grâce au ralliement du parti populiste des Démocrates suédois (SD), c'est paradoxalement le budget établi par l'Alliance de centre droit qui est retenu, le SD jouant ainsi à plein son rôle d'arbitre. Dans un tel contexte, Stefan Löfven annonce la tenue d'élections législatives anticipées, alors fixées le 22 mars 2015, déclarant la situation politique du pays comme grave et difficile. Il attaque également frontalement l'attitude du centre droit, dont les partis « laissent les Démocrates suédois dicter leurs conditions dans la politique suédoise »<sup>3</sup>.

Cependant, un accord intervenu le 27 décembre 2014 entre le parti Social-démocrate, les Modérés, les Verts, le parti du Centre, les Libéraux et les Démocrates-chrétiens permet au gouvernement de rester au pouvoir et de sortir par le haut de cette première crise politique (annonce de l'annulation des élections anticipées prévues en mars 2015). Entré en vigueur en avril 2015, cet accord d'une durée de 7 ans, identifie notamment trois domaines politiques de collaboration et de dialogue : la défense et la sécurité, le système de retraite ainsi que le secteur de l'énergie. L'objectif est clairement de limiter l'influence du SD.

### *Retour des questions défense à l'agenda : quand la Russie s'invite dans le débat électoral et les premiers mois du gouvernement Löfven*

La campagne électorale aura vu les questions défense revenir au premier plan dans le contexte de la crise en Ukraine et de l'appréhension d'une Russie à la posture de plus en plus agressive (et traduite en discours, hausse des dépenses d'équipement et actions publiques).

En effet, l'année 2013 a été émaillée d'incidents et de situations de tensions entre les deux Etats, en raison d'incursions répétées d'avions militaires russes dans l'espace aérien suédois (1er incident en date du 29 mars 2013, rendu publique le 22 avril 2013<sup>4</sup>). Dès lors, progressivement, entre avril 2013 et septembre 2014, les leaders politiques suédois remettent au centre de l'agenda les problématiques liées à la sécurité et à la défense, multipliant les déclarations sur les menaces pesant sur la sécurité du pays et sur l'urgence d'adapter et de moderniser les capacités militaires. Jusqu'ici le gouvernement Reinfeld s'était fait le chantre de la transformation des forces armées, accélérant les réformes initiées au tournant des années 2000 par le gouvernement Persson, et poussant la logique aussi loin que de déclarer, début 2013, l'intérêt de l'Etat en matière de défense comme un intérêt politique parmi d'autres. Dès 2011, alors porte-parole des questions défense pour le parti SAP, Peter Hultqvist, affichait une orientation nette en faveur d'une politique de défense forte, et d'une hausse des dépenses de défense, et ce, en réponse à l'effort engagé depuis 2008 par la Russie.

Le débat va s'intensifier et se cristalliser suite aux déclarations du général Sverker Göransson, au poste de CEMA depuis 2009. En janvier 2013, ce dernier alerte les autorités et l'opinion publique sur le fait qu'en cas d'attaque militaire limitée, la Suède ne serait capable de se défendre qu'environ une semaine, et ce, sur un seul front. Durant toute la campagne électorale, les sociaux démocrates en appellent à un renforcement de la défense, promettant de réintroduire un service national réformé, quand l'Alliance de

---

<sup>3</sup> « Crise politique en Suède : le gouvernement annonce des législatives anticipées », *Le Monde*, 3 décembre 2014.

<sup>4</sup> « Ryskt flyg övade anfall mot Sverige », *Svenska Dagbladet*, 22 avril 2013.



centre-droit se montre plus en retrait sur ce sujet. Le Parti modéré a d'ailleurs analysé la défaite de l'Alliance comme l'une des résultantes d'une approche trop molle de la défense nationale, décidant à la suite de réorienter sa stratégie, en faveur d'une adhésion à l'OTAN et d'une augmentation des dépenses de défense.

Mais, autant le Parti social-démocrate montre un soutien historique en faveur d'une défense forte, voire d'une industrie nationale de défense de premier plan, autant le parti de l'Environnement-Les Verts affiche prudence et scepticisme. La politique de défense semble bien être le domaine où les divergences entre ces deux partis sont les plus marquées. Comme nous le verrons ci-après, le parti de l'Environnement-Les Verts aura notamment conditionné son entrée au gouvernement à la révision en profondeur de la politique d'exportation d'équipements de défense (soutien et contrôle).

### ***Dépenses de défense : pression des forces armées pour inverser la trajectoire budgétaire***

#### *Décennie 2000 : entre moratoire stratégique, réforme drastique des forces armées et priorité à l'international*

Jusqu'au tournant des années 1990, située dans une zone de tension, la doctrine suédoise de défense et de sécurité est fondée sur une politique de non-participation aux alliances, et de neutralité en temps de guerre. La fin de la Guerre froide change profondément la donne. Dans un contexte géopolitique considéré comme stabilisé, caractérisé par un risque moindre d'agression militaire directe, les forces armées voient leurs missions s'ouvrir à de nouveaux horizons, passant de la défense du territoire (contre une invasion soviétique) à la participation aux opérations internationales. L'État-major des armées parle alors d'un « moratoire stratégique » (*Strategic Time Out-STO*), pour signifier que le pays n'aurait pas à redouter de menaces directes au cours de la décennie à venir<sup>5</sup>. L'heure est à la transformation en profondeur des forces armées.

La Suède adhère au Partenariat pour la paix (PPP) en 1994 et à l'UE en 1995<sup>6</sup>. Le pays internationalise sa politique de défense et de sécurité, abandonnant par là-même la référence à la « neutralité » pour privilégier celle de « non appartenance à une alliance militaire permanente »<sup>7</sup>. Depuis, le quotidien des forces armées suédoises est scandé par les opérations menées dans le cadre ONU, OTAN et UE (participation à toutes les opérations UE). Ces nouvelles orientations stratégiques se traduisent par une réduction marquée et continue des dépenses de défense.

En l'espace de 15 ans, l'effort de défense est réduit de moitié, passant de 2 % du PIB en 1999 à 1,2 % en 2013. Sur la même période, la part des dépenses de défense dans le budget global de la Suède passe de 3,4 % à 2,2 %. Au plus bas en 2009, les dépenses de défense connaissent une légère augmentation en 2010, signal de la prise en compte de l'évolution de l'environnement sécuritaire (guerre en Géorgie), avant de retourner dès 2011 au niveau de 2008.

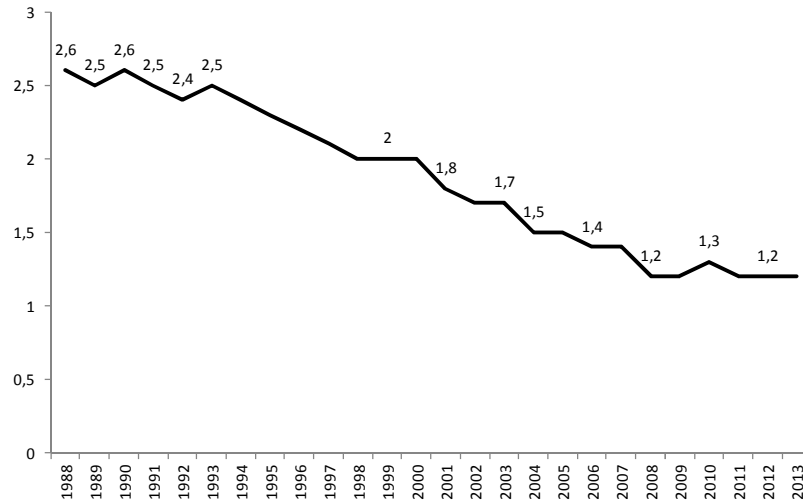
---

<sup>5</sup> « La Suède aux prises avec sa politique de défense », Center for Security Studies (CSS), ETH Zurich, n° 138, juillet 2013.

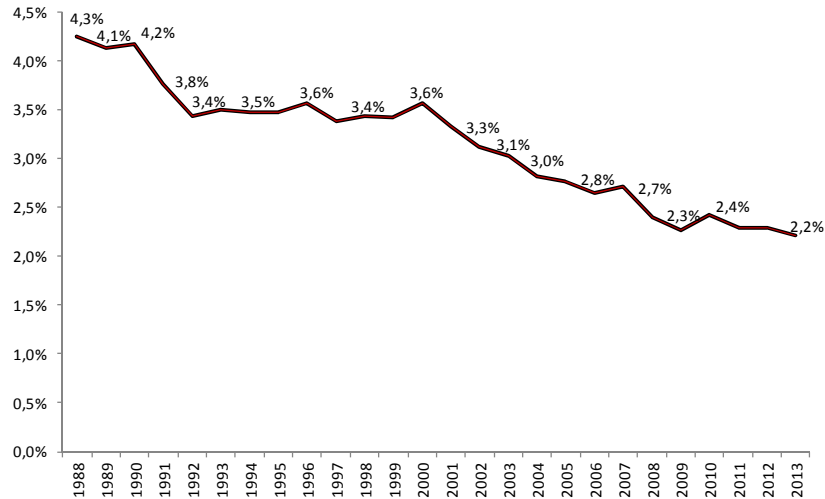
<sup>6</sup> Mais rejet par referendum de l'adhésion à l'euro en 2003.

<sup>7</sup> « La Suède aux prises avec sa politique de défense », *op. cit.*

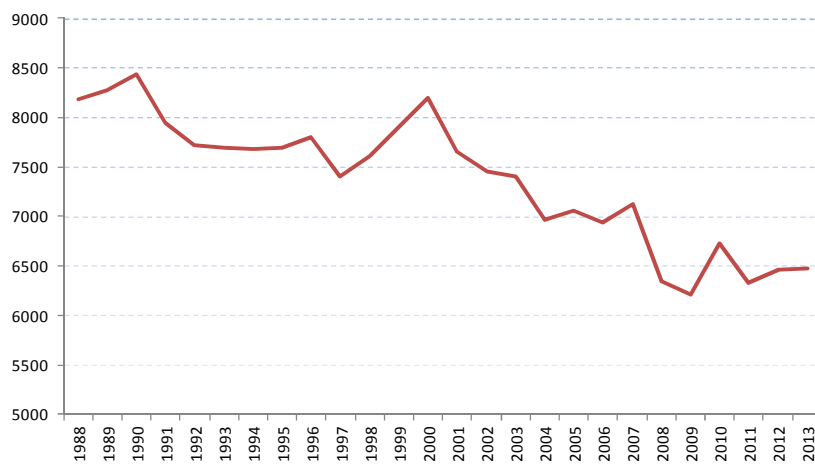
**Dépenses de défense en % du PIB**



**Part des dépenses de défense dans le budget global (%)**



**Evolution des dépenses de défense 1988-2013 (constant US dollar 2011)**



source : SIPRI

Le *Livre Blanc sur la Défense*<sup>8</sup>, publié en octobre 2004, engage une vaste réforme des forces armées dans un contexte d'austérité budgétaire : suppression de 10 garnisons sur 13<sup>9</sup> et réduction des effectifs de -40 % (-11 000 personnes)<sup>10</sup>. Cette transformation met l'accent sur le concept de « *Network-Based Defence* » (NBD)<sup>11</sup>, consistant à mettre en place un réseau intégrant l'ensemble des capacités militaires afin d'en accroître l'effet final recherché<sup>12</sup>. Bien que réduites en volume, les forces armées devront être technologiquement plus sophistiquées, et s'intégrer au sein d'une organisation en réseau unique. L'objectif est d'accroître le volume des forces projetables sur les théâtres extérieurs<sup>13</sup> et d'en assurer l'interopérabilité avec les Etats-Unis, les Etats membres de l'UE et de l'OTAN. Aussi, les forces armées suédoises se voient-elles fixer comme objectif d'être en mesure, d'ici 2008, d'assurer le soutien d'un effectif allant jusqu'à 2 000 hommes déployés de façon permanente, au niveau national ou international, dans le cadre d'opérations militaires.

En 2009, si la loi d'orientation de la Défense franchit une étape supplémentaire, rappelant « *The invasion defence that was designed during the Cold War was to be transferred to an accessible, more operative defence* »<sup>14</sup>, la guerre en Georgie conduit les autorités suédoises à un certain rééquilibrage des missions. Comme le rappelle Lars Wedin « *La guerre en Géorgie de 2008 a rappelé que la Russie est toujours disposée à engager des opérations offensives dans son « extérieur proche » pour préserver ses intérêts. Le résultat en est un nouveau rééquilibrage des missions suédoises : au lieu d'accorder presque exclusivement la priorité aux opérations extérieures, il y a maintenant un équilibre préservé entre ces opérations et la mission de défense du pays* »<sup>15</sup>.

Dans ce contexte, la loi d'orientation de la Défense 2009 fixe aux forces armées les objectifs suivants :

#### *Availability*

- Des forces prêtes à intervenir pour des missions en national ou à l'international.
- Mobilité opérationnelle et stratégique.

---

<sup>8</sup> *Our Future Defence – The focus of Swedish defence policy 2005–2007*, Swedish government bill 2004 / 05:5.

<sup>9</sup> La réforme va entraîner la suppression de plusieurs Etats-majors, de 5 régiments, de 2 bases navales, d'une flottille de surface, d'une escadre aérienne, de 5 écoles de formation.

<sup>10</sup> Cette évolution fait suite à une précédente réforme de juillet 2000 qui avait supprimé les fonctions de chefs d'états-majors d'armées au profit d'un commandement opérationnel interarmées (JOC – Joint Operational Command) apte à diriger l'intégralité des opérations au niveau national et international.

<sup>11</sup> Inspiré des approches américaines de Network Centric Warfare et britannique du Network Enabled Capability.

<sup>12</sup> *The Swedish Armed Forces*, 2004. Voir également, *The NDB, A smarter way to fight*, Swedish Armed Forces, 2004. *Swedish Government Bill on Defence and Security*, Septembre 2004 Supply of defence equipment.

<sup>13</sup> Les fonds consacrés à la participation de troupes suédoises aux opérations internationales augmentent de 21 % entre 2005-2008.

<sup>14</sup> *The Defence Direction bill* – « A usable defence », 2008/09:140.

<sup>15</sup> Capitaine de Vaisseau (R) Lars Wedin, « La Suède vers un nouveau Livre blanc », *RDN*, n° 739, avril 2011.

### *Usability/Functionality (single set of forces)*

- Sur le territoire national.
- A l'étranger.

### *Flexibility*

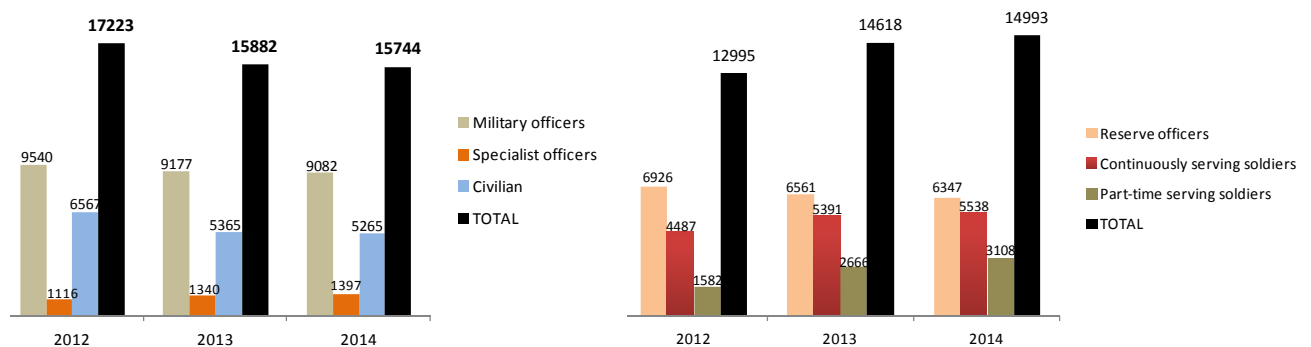
- A tous les degrés de conflits.
- Organisation et modularité.

### *Cooperation*

- Avec d'autres Etats et organisations internationales.
- Avec d'autres acteurs gouvernementaux suédois.
- Civil-militaire.

A horizon 2014, les forces armées devront s'être réorganisées en unités prêtes à intervenir et à être déployées en national et à l'étranger, un objectif dit *IO14* pour « *Mission-based organisation 2014* ». Le 16 juin 2009, les démarches de réforme de la défense nationale sont parachevées par le vote du Parlement suédois (par 3 voix d'écart) de la suppression du service obligatoire (instauré en 1901), formalisant le passage à une armée de métier. L'effectif de l'armée est réduit à 50 000 soldats<sup>16</sup>.

**Structure du personnel des forces armées suédoises**



Restructuration et professionnalisation des forces armées, une transition difficile, surtout en période de contraintes budgétaires, et au final un calendrier revu par le gouvernement Reinfeldt, fixant à 2019 la date de finalisation du processus de transformation. Ainsi, d'ici 2019, cette « operative defence » consistera en unités opérationnelles comprenant 16 000 officiers, soldats, marins et officiers spécialisés à temps plein, et des unités contractuelles disposant de 12 000 soldats sous contrats, officiers et officiers spécialisés.

Dans un rapport paru en mars 2014, la Cour des comptes critique de manière virulente la conduite des réformes :

*« It does not fulfil the requirements made by the Riksdag and the Government and that it will remain insufficient over the next few years.  
 [...] the ability of the Armed Forces to manage all its assignments will be limited, even with a fully armed and manned mission-based organisation.*

<sup>16</sup> « La Suède vers un nouveau Livre blanc », *op. cit.* La Marine et l'armée de l'Air ne disposeront que de militaires professionnels et l'armée de Terre de semi-professionnels (personnel ayant en général une activité civile mais l'obligation contractuelle de servir – en Suède ou à l'étranger – quand l'Armée le requiert).

[...] it is highly uncertain whether the defence reform can be carried out in full.

[...] the Government's management of the Armed Forces is unclear and leaves considerable room for interpretation.

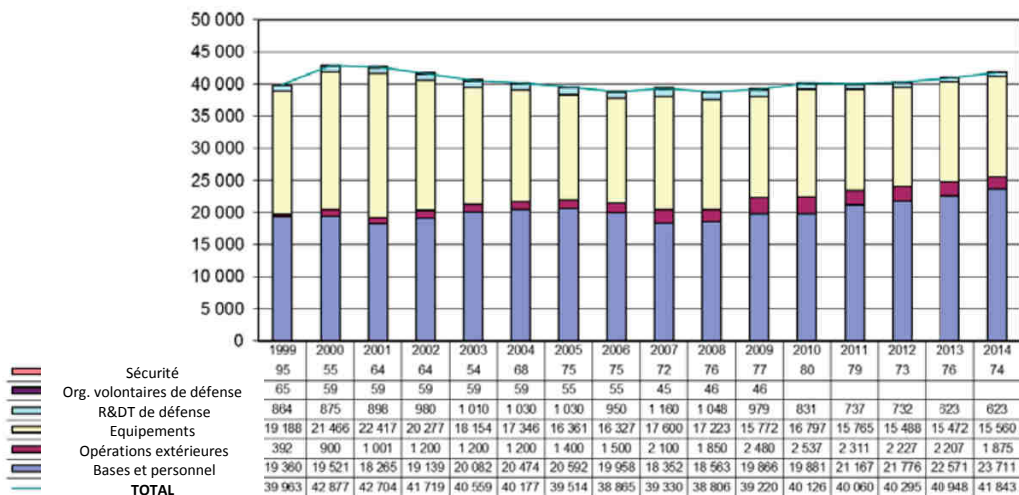
[...] The goals and demands from the Riksdag have not been sufficiently concretized.

[...] the relationship between assignments, military capabilities and the design of the military units needs to be improved and highlighted »<sup>17</sup>.

### 2013-2014 : un gouvernement Reinfeldt en difficultés

En 2013, la montée des tensions avec la Russie offre l'occasion aux partis de la coalition gouvernementale, en particulier le Parti libéral populaire, les Démocrates-chrétiens, et le Parti du Centre de manifester leur désapprobation quant à une prise en compte trop limitée de la défense nationale, réduite par le gouvernement Reinfeldt à une simple variable d'ajustement : « La défense ne peut pas continuer à être utilisée comme une variable d'ajustement du budget »<sup>18</sup>.

Ventilation des dépenses militaires 1999-2014, MSEK



Sous la pression d'une partie de sa majorité, et alors que les forces armées estiment l'existence d'un gap de financement de 3 à 5 milliards de couronnes suédoises (MdsSEK) par an sur la période 2013-2023 dans le domaine des équipements pour être en mesure de répondre aux besoins opérationnels, le gouvernement présente en septembre 2013 un projet de budget de défense 2014 en hausse de +4,3 %, à 47,2 MdsSEK de dépenses militaires et d'urgence, dont 43,2 MdsSEK pour les seules dépenses militaires.

Puis, fin avril 2014, dans le cadre du plan d'investissement à 10 ans, c'est une augmentation des dépenses de défense de 28 MdsSEK qui interviendrait à horizon 2024. Cette dernière serait ventilée entre les investissements dédiés aux nouveaux équipements (14,4 MdsSEK), d'une part, l'entraînement et la disponibilité opération-

<sup>17</sup> *The Armed Forces – a challenge for the Government*, Audit Reports concerning the Defence area 2010-2014 (RiR 2014:8), Swedish National Audit Office, 21 mars 2014.

<sup>18</sup> « Pour le chef d'état-major suédois, le pays n'est plus en mesure de se défendre », *Le Monde*, 4 janvier 2013.

nelle des unités (13,6 MdsSEK), d'autre part. Toutefois, il s'agit davantage d'une réorientation de certains financements, avec une baisse marquée dans les domaines Participations aux opérations de maintien de la paix, R&D de défense, coopération dans le domaine de la sûreté nucléaire avec la Russie.

Par ailleurs, dans le domaine des équipements, le plan prévoit notamment :

- ➔ un renforcement des capacités navales avec l'acquisition de 2 sous-marins (la flotte passant ainsi à 5 unités) et la modernisation des 3 sous-marins type Gotland. Les corvettes type Gothenburg verront leur vie prolongée jusqu'en 2030. Les missiles anti navires RBS-15 seront remplacés par un système d'arme de nouvelle génération.
- ➔ L'armée de l'Air fera l'acquisition de nouveaux appareils de transport tactique, C-130 ou équivalent. Le nombre de JAS 39 GRIPEN E commandé passera de 60 à 70. L'intégration d'une capacité d'attaque air-sol sera également évaluée.

La ministre de la Défense Karin Enström justifie ainsi l'acquisition de 10 avions de combat supplémentaires : « *Russia's behaviour is tremendously worrying. We have also seen an increase in the number of air exercises in our region, and that means we now need to bolster incident preparedness. For the future, I also see a need to build more planes, as many as 70* »<sup>19</sup>.

- ➔ Les capacités de défense aérienne seront améliorées par le biais d'un processus d'achat accéléré d'un système de défense aérienne de moyenne portée. Les capacités de tir indirect des forces terrestres seront modernisées par le biais du remplacement des systèmes de mortier.

Le document rappelle la nécessité d'une augmentation substantielle des financements à compter de 2018, condition sine qua non d'une bonne exécution du plan d'équipement à horizon 10 ans.

Les déclarations alarmistes du général Sverker Göranson trouvent une résonance toute particulière fin octobre 2014. Le jour même de la formation du nouveau gouvernement, les forces armées suédoises envoient navires et hélicoptères en renfort autour de l'archipel de Stockholm après des informations sur « une activité sous-marine suspecte » dans les eaux territoriales du pays. Une chasse infructueuse menée pendant une semaine révèle au grand jour le manque d'équipements des forces armées.

### *Projet de budget 2015 du gouvernement Löfven (non voté) ou le retour à la défense du territoire*

Fin octobre 2014, dans le cadre de la présentation du premier projet de budget 2015, Peter Hultqvist, fraîchement nommé au poste de ministre de la Défense, souligne que les profonds changements de la situation sécuritaire de la Suède justifient de revoir l'organisation des forces armées et d'orienter à la hausse la trajectoire budgétaire. Il annonce un retour aux missions de « défense territoriale » (présence militaire aux frontières et sur l'île du Gotland), consolidant ainsi un mouvement de balancier

---

<sup>19</sup> « Swedish defence minister wants to order 10 more Gripen fighters », *BBC Monitoring Europe*, 4 avril 2014. [Report by Mats Knutson, « Defence Minister Wants Billions Invested in Air Force »].

– missions de défense du territoire national vs opérations extérieures - esquissé par le gouvernement précédent :

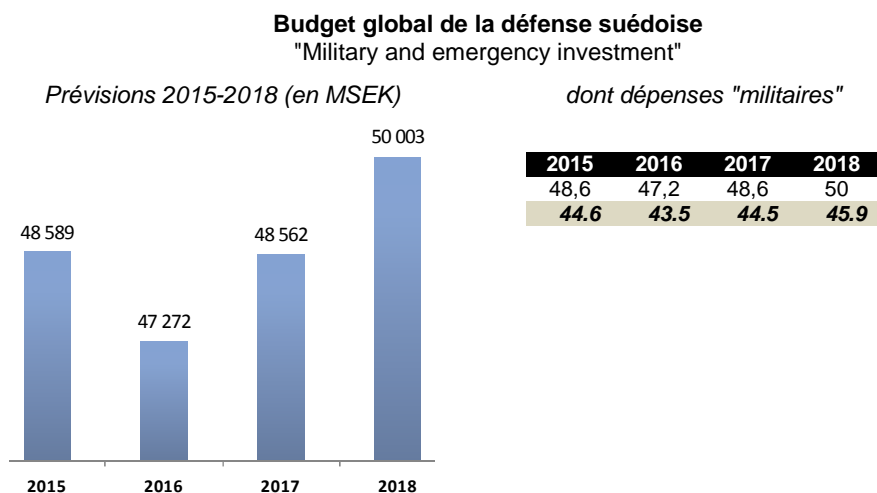
*« Sweden's approach to security policy has changed. The Russian annexation of Crimea, the armed conflict in Ukraine, the increased amount of exercises as well as intelligence activities in the Baltic Sea region, the intrusive behaviour by Russia, and now the Swedish Armed Forces intelligence operation in the Stockholm archipelago demonstrate the necessity for Sweden to maintain a functional and effective operational defence organisation.*

*The geopolitical changes demonstrate how important it is to develop the national dimension of Sweden's defence. Safeguarding Swedish sovereignty and territorial integrity is a key task. The Government considers that the military units and equipment acquisition of the Swedish Armed Forces need to gradually be strengthened in accordance with the proposals of the Defence Commission.*

*In the Budget Bill, the Government proposed measures to strengthen the military activities and presence of the Swedish Armed Forces in our vicinity. [...]*

*In the coming budget year, preparation of the government bill on the direction of the Swedish defence policy, due to be presented to the Riksdag in spring 2015, will be critical in further assessments. In light of the Defence Commission's analysis, a defence policy resolution that steers the organisation of the Swedish Armed Forces should be adopted »<sup>20</sup>.*

Le projet de budget envisage une augmentation de +3,1 % des dépenses de défense, moins qu'en 2014 (+4,3 %), et moins que les dépenses publiques 2015 dans leur ensemble (+3,7 %) <sup>21</sup>. Entre 2015 et 2018, 4,16 MdsSEK de dépenses supplémentaires sont prévues afin d'améliorer l'entraînement des forces et d'organiser des exercices militaires.



<sup>20</sup> « Budget reinforcement to the Swedish Armed Forces' regimental- and air surveillance capabilities", *Ministry of Defence*, October 27, 2014.

<sup>21</sup> « Saab Eyes Small Rise in Swedish Defense Spending", *Dow Jones Institutional News*, October 23, 2014.



Le montant global du budget de défense (*Military and emergency investment*) serait ainsi porté à 48,6 MdsSEK, dont 44,6 MdsSEK pour les seules dépenses militaires, lesquelles déclineraient en 2016 (-3 %) autour de 43,5 MdsSEK, pour retrouver ensuite les chemins de la croissance en 2017 et 2018, avec respectivement 44,5 MdsSEK et 45,9 MdsSEK. Toutefois en % PIB, l'effort de défense continue sa trajectoire baissière, passant de 1,15 % en 2013 à 1,08 % du PIB en 2018.

En termes d'équipements, les déclarations du ministre de la Défense mettent en exergue l'urgence d'un renforcement des capacités de surveillance aérienne. Lors des discussions budgétaires, si la nouvelle coalition gouvernementale affiche son soutien aux deux programmes phares d'acquisition, avions de combat Gripen E et sous-marins de prochaine génération A26, le parti de l'environnement rappelle le poids financier de ces derniers, qui devraient représenter jusqu'à 60 % du budget d'équipement au cours des 5 prochaines années. Selon Peter Hultqvist, ces orientations en matière d'équipement devraient se traduire à horizon 2024 par une révision à la hausse du précédent plan d'investissement long terme, d'un total d'environ 5,5 MdsSEK.

*« In order to ensure the development and acquisition of the new Gripen E, we will take the responsibility for the completion of its upgrade and production. As a consequence of the incomplete JAS-deal with Switzerland, the allocation to defence equipment will be given an additional SEK 2 billion in 2014. This initiative will be funded in part by reducing the appropriation for international operations by SEK 500 million. The allocation for defence equipment will also receive a further SEK 900 million in 2015. The JAS-project will thereby receive a total of SEK 2.9 billion over the next two years. This is crucial in order to ensure that the lost revenues in the JAS-project do not have a negative impact on other planned equipment acquisitions »<sup>22</sup>.*

Critique quant au poids financier des programmes Gripen E et A26, le parti de l'environnement l'est davantage encore concernant les exportations d'équipements de défense. Position historique affichée du parti, son ralliement au projet gouvernemental aura été conditionné à la mise sur l'agenda d'une politique plus restrictive en matière d'exportations d'armement, en particulier à destination du Moyen-Orient, et de la suppression d'ici janvier 2017 de l'agence en charge de la promotion export, la *Defence Export Agency* (FXM)<sup>23</sup>, créée en 2010 suite à la fusion de différentes entités publiques<sup>24</sup>. Maria Ferm, leader du parti de l'environnement, déclare ainsi devant les députés du Riksdag : *« It is only right to close a state agency like FXM whose main purpose is to promote defense exports. This is why its operations are being terminated. A number of its core functions will transfer to other state agencies (FMV, ministries of Trade and Foreign Affairs). As to how this will be done, and the time frame involved, will become known in coming weeks. [...] This decision will not harm our efforts to sell Gripen to Brazil or Slovakia, but it will hopefully lead to a tightening in weapons export rules, especially to undemocratic States »<sup>25</sup>.*

---

<sup>22</sup> « Budget reinforcement to the Swedish Armed Forces' regimental and air surveillance capabilities », Ministry of Defence, 7 octobre 2014.

<sup>23</sup> Forsvarsexportmyndigheten: FXM

<sup>24</sup> « Sweden's Defence and Security Export Agency to remain in existence », *Jane's Defence Industry*, 19 décembre 2014.

<sup>25</sup> « Sweden to Shutter Arms Export Agency », *Defense News*, 5 octobre 2014. Voir aussi « Sweden's defence export agency earmarked for closure », *Jane's Defence Industry*, 2 octobre 2014.



Or, avec un projet de budget 2015 non adopté faute de majorité, ces mesures sont *de facto* suspendues. Dans ce contexte de "flottement", le CEMA Sverker Göranson profite de la conférence annuelle sur les questions de sécurité et de défense organisée à Sälen, le 11 janvier 2015, pour rappeler une nouvelle fois le sous-financement chronique de la défense nationale et l'urgence d'améliorer les capacités dans un futur proche au regard de la détérioration de la situation extérieure : « *No matter how I twist and turn the numbers I have, the maths simply do not add up. This year will be one where important defense policy choices will need to be made. [...] A new defense plan should strive to move us forward. Even under normal circumstances, this would be a complicated process. [...] We cannot wait until 2020 when the majority of the planned defense strengthening projects are due to come in. We need to have a working base. In the instance of Ukraine, we must apply the type of hybrid warfare that Russia is waging there into our own defense planning* »<sup>26</sup>. En outre, Göranson interroge l'opportunité d'un captage du budget par deux programmes majeurs d'équipements (Gripen E et sous-marins A26) au moment où les forces armées luttent pour assurer le financement de la formation de son personnel et le maintien de capacités opérationnelles de base. Il réclame ainsi une augmentation annuelle substantielle des dépenses de défense sur la période 2015-2020, entre 3 MdsSEK, montant minimum en dessous duquel les armées ne seront plus en mesure de remplir leur contrat opérationnel, et 5,5 MdsSEK. Il considère que le montant prévu en 2015 n'est pas réaliste et, qu'en l'état, il devrait aboutir à l'annulation d'un certain nombre d'acquisitions<sup>27</sup>.

Sortie de l'impasse politique et budgétaire suite à l'accord intervenu le 27 décembre 2014 entre le Parti social-démocrate, les Modérés, les Verts, le Parti du Centre, les Libéraux et les Démocrates-chrétiens, la ministre des Finances Magdalena Andersson informe le Riksdag, le 15 janvier 2015, de la tenue de discussions entre les différents partis sur un nouveau document d'orientation de la défense pour la période 2016-2020, censé être finalisé en avril 2015.

### *The Declaration on Defence Direction 2016-2020 (23 avril 2015)*

Plusieurs semaines de discussions aboutissent à un accord politique, le 23 avril 2015. Le nouveau document d'orientation, *Declaration on Defence Direction 2016-2020*, obtient le soutien des deux partis de la coalition gouvernementale (SAP et MP), rejoints par trois des quatre partis de l'Alliance de centre droit (Parti du Centre, Démocrates-chrétiens et Parti modéré). Le Parti libéral populaire n'est pas signataire. Ce dernier a en effet décidé de rompre les négociations quatre jours avant l'annonce de la « Déclaration », estimant les ressources allouées insuffisantes.

Pour la première fois en 20 ans, le gouvernement envisage d'augmenter de +12,25 % (contre +6,25 % dans le plan précédent) <sup>28</sup> les dépenses de défense au cours des cinq prochaines années, soit une augmentation du montant total de 4,8 % pour atteindre les 223,9 MdsSEK.

---

<sup>26</sup> « Swedish Military Fights for More Money », *Defense News*, 26 janvier 2015.

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> « Alliansen fortsatt oeniga om försvaret », *Svenska Dagbladet*, 6 avril 2015.

(MdsSEK)	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Previous plan	41.6	42.1	42.3	43.4	44.2	213.7
Increase %	+1.3	+1.9	+2.2	+2.3	+2.5	+10.2
<b>Total</b>	<b>42.9</b>	<b>44.0</b>	<b>44.5</b>	<b>45.8</b>	<b>46.7</b>	<b>223.9</b>

Le CEMA Sverker Göranson obtient +10,2 MdsSEK de budgets supplémentaires, alors qu'il en réclamait le double... +20 MdsSEK<sup>29</sup> sur la période 2016-2020. La « Déclaration » devrait être approuvée (ou non) par le Parlement d'ici l'automne 2015.

Toujours mi-avril 2015, le projet de budget 2015 révisé (*Spring Fiscal Policy Bill*<sup>30</sup>), présenté par la ministre des Finances, montre que les dépenses militaires avoisineraient les 45,6 MdsSEK, dont + 900 MSEK supplémentaires pour le programme Gripen E. Le vote du Parlement devrait intervenir avant l'été.

Comme le rappelle le communiqué du ministère de la Défense présentant la « Déclaration », cet effort à horizon 2020 est une réponse à l'évolution du contexte sécuritaire, ciblant clairement la Russie : « *This defence bill has been produced in the context and in light of the developments in Russia and specifically the Russian aggression towards Ukraine.[...] The key priority is to enhance the warfighting capability of the Armed Forces, as well as to develop a new Total Defence concept which includes both military and civilian defence* »<sup>31</sup>. Il marque un retour au concept de « **Total Defence** » (ou « Civil Defence »), un principe fondateur prôné durant les années de Guerre froide, priorisant ainsi la défense du territoire sur la participation aux opérations internationales (avec transfert des ressources financières liées).

Pour le ministre de la Défense, cette Déclaration démontre que les intérêts de la Suède sont replacés au centre de l'agenda. Il prône une présence militaire permanente (220 militaires stationnés) sur l'île du Gotland d'ici 2018, eu égard à sa localisation stratégique au sein de la mer Baltique. Ajoutons que cette absence de présence militaire était de plus en plus ouvertement critiquée par les Etats Baltes. Ainsi, selon Peter Hultqvist, « *Gotland has a strategic location in the Baltic Sea and this is also an indication to the outside world that we recognise that Gotland is very important. Everything we do is a part of underlining Swedish sovereignty* »<sup>32</sup>.

De plus, le ministre de la Défense fait état du lancement de réflexions relatives à la pertinence d'un retour partiel à la conscription, avec l'introduction le cas échéant, d'un système mixte sur le modèle norvégien et danois. Déjà en décembre 2014, dans l'objectif d'accroître les capacités opérationnelles des forces armées<sup>33</sup> et, face à la difficulté des armées à recruter du personnel qualifié et en nombre suffisant, le premier ministre Stefan Löfven avait évoqué la possibilité de solliciter d'anciens conscrits pour des exercices militaires, soit à compter de fin 2015, environ 7 500 personnes ayant effectué leur service militaire entre 2004 et 2011 ou une formation militaire en tant que

<sup>29</sup> « Swedish editorial slams government-opposition defence deal », *Swedish newspaper Aftonbladet*, 17 avril 2015 [Editorial by Anders Lindberg: « Half of Sweden to Be Defended », *Aftonbladet*, Stockholm, in Swedish 17 avril 2015].

<sup>30</sup> *Spring Fiscal Policy Bill for 2015* (2014/15:99).

<sup>31</sup> *The Swedish Defence Bill 2016-2020*, Ministry of Defence, 24 avril 2015.

<sup>32</sup> « Sweden sends troops to Baltic island mid Russia tensions », 12 mars 2015.

<sup>33</sup> « Les ambitions de la Russie amènent la Suède à revoir sa défense », *AFP*, 13 décembre 2014.

volontaires. « *Nous allons défendre notre intégrité territoriale avec tous les moyens disponibles* »<sup>34</sup>, déclarait-il.

Les choix en matière d'équipement s'inscrivent dans la lignée du précédent gouvernement et du projet de budget d'octobre 2014. Les capacités suivantes sont privilégiées :

- renforcement des capacités de **lutte anti sous-marine** : lancement d'une nouvelle génération de torpille, développement de senseurs sous-marins (sonars) et de surface, lancement d'une version marine de l'Hélicoptère 14 (NH-90), modernisation de la flotte de navires de surface et sous-marins, accent mis sur l'entraînement et le recrutement.
- **Ile du Gotland** : présence permanente de 220 soldats, amélioration des ressources logistiques et C3i, positionnement d'une unité de chars Leopard.
- Constitution d'un nouveau bataillon d'infanterie mécanisée.
- Modernisation du parc de chars (**chars Leopard** MBT 122 : modification de 42 véhicules d'ici 2019) et de véhicules de combat d'infanterie (modernisation de 150 véhicules blindés chenillés AFV 410 et achats de 113 véhicules à roues AFV 360 auprès de Patria), acquisition de ponts mobiles.
- Acquisition de nouveaux mortiers (120 mm) destinés à équiper les bataillons mécanisés.
- Acquisition de 24 systèmes d'artillerie **Archer** et de systèmes anti-chars.
- **Capacités de défense anti-aérienne** : nouveau système de défense antiaérienne à courte portée bientôt opérationnel (Iris-T) et acquisition d'un système à moyenne portée (surface-air), investissement en systèmes de missiles Meteor sur JAS39 Gripen C/D et E.
- Acquisition de **systèmes de missiles anti-navires**.
- Acquisition de la version marine de l'Hélicoptère 14/NH-90 (18 appareils prévus selon deux configurations ; programme repoussé depuis 2009).
- Modernisation de deux corvettes type Gävle, de 2 patrouilleurs et de 4 navires de surveillance.
- Amélioration des capacités de transport aérien tactique.
- Acquisition de capacités de **cyberdéfense** à caractère offensif.

Un certain nombre d'équipements seront acquis après 2020 sans en préciser le calendrier : avions d'entraînement, véhicules blindés, avions de transport tactique, patrouilleurs anti-mines, C2 (système de radiocommunications sécurisées de l'armée de Terre), missiles anti-navires. La proposition d'acheter 10 avions Gripen E supplémentaires est également reportée (les 60 appareils commandés verront leur livraison s'étaler au-delà de 2018/2020) tout en prévoyant dans le même temps une augmentation du nombre d'heures de vol. Même décision concernant l'acquisition d'un troisième sous-marin A26.

---

<sup>34</sup> « La Suède réintroduit les exercices militaires pour ses anciens conscrits », *Le Monde*, 11 décembre 2014.

## Stratégie d'acquisition d'équipement et évolution des relations Etat/Industries

### *Rappel historique : de l'autarcie à la « libéralisation » du secteur*

#### *Concentration, privatisation et ouverture du capital aux investisseurs étrangers*

Au cours des années 1990, la chute du budget de défense suédois conduit le gouvernement à initier un processus de privatisation et de concentration du secteur industriel de la défense, après deux décennies marquées par une politique d'autarcie dans l'armement, limitant volontairement les flux d'exportations (via une politique de contrôle à l'export très restrictive) et cloisonnant la coopération internationale dans la R&D de défense à ses voisins scandinaves et à un noyau dur de pays européens.

Le maintien de compétences tous azimuts en national sous-entend un effort budgétaire conséquent que la Suède ne peut plus garantir. Privatisation, concentration (voire tendance à la spécialisation), et entrée dans le capital d'investisseurs étrangers caractérisent l'évolution du secteur industriel de la défense à partir de la deuxième moitié de la décennie 90. Dans un cadre budgétaire contraint, priorité est désormais donnée à l'internationalisation et à la coopération, comme le résume un représentant du FMV : « *A new security situation enabled us to review our strategies regarding industrial base: Accept consolidation, Accept cooperation, Accept foreign ownership* ».

En 1997, l'Etat suédois vend toutes ses participations dans l'industrie de défense. De nombreux sites de production ferment. Au tournant des années 2000, une vague de rapprochements aboutit à la création du groupe SAAB, acteur incontournable depuis du secteur aéronautique militaire, aux côtés du motoriste Volvo Aero, de Kockums dans le naval, Land System Hägglunds sur le segment véhicules blindés, Bofors Defence et Nammö dans les munitions complexes et les systèmes d'artillerie, Ericsson Microwave Systems dans le domaine des radars, senseurs et C3i. Au total, ces six acteurs représentent alors 95 % de la production nationale d'armement.

Cette restructuration du secteur industriel de la défense voit l'entrée en force d'investisseurs étrangers, britanniques, américains et allemands principalement, dans le capital des industries travaillant pour la défense (et ce, en l'absence de réglementation restrictive dans le domaine).

- ➔ C'est ainsi que trois ans après avoir établi une coentreprise pour la commercialisation de l'avion de chasse Gripen, le britannique **BAE Systems** entre au capital de SAAB AB en 1998, année de la privatisation et de l'entrée en bourse du groupe, et ce, à hauteur de 35 %.
- ➔ Deux ans auparavant, en 1996, le britannique **Alvis Plc** avait racheté Land Systems Hägglunds, producteur du véhicule de combat d'infanterie CV90<sup>35</sup>.

---

<sup>35</sup> Le CV90 est un véhicule de combat d'infanterie de 23t produit depuis 1993 par Hägglunds en Suède. Il peut transporter 8 soldats en plus de ses 3 membres d'équipage, et existe en différentes versions. Il a été commandé à plus de 1 000 exemplaires, dont 509 pour la Suède, 186 pour la Suisse, 192 pour les Pays-Bas, 102 pour la Finlande et 45 pour la Norvège.

- ➔ En 1999, c'est au tour du groupe américain **United Defense Industries** (UDI) de reprendre Bofors Weapons Systems, cédé par SAAB AB, le groupe suédois conservant la branche de Bofors spécialisée dans les systèmes de missiles (renommé Saab Bofors Dynamics, et aujourd'hui SAAB Dynamics)<sup>36</sup>.
- ➔ En 2000, HDW (renommé depuis TKMS) rachète le groupe naval Kockums.
- ➔ En 2005, suite à la reprise de l'américain UDI et de son concurrent britannique Alvis Plc, BAE Systems consolide en interne Hägglunds et Bofors Weapons Systems, devenant de la sorte l'un des principaux acteurs industriels sur le marché suédois de la défense, aux côtés du groupe SAAB AB.
- ➔ Toujours en 2005, sur le segment des munitions classiques, Saab Bofors Dynamics se désengage de Nammö en cédant sa part de 27,5 % au capital<sup>37</sup> à ses deux partenaires, l'Etat norvégien et le finlandais Patria Oyj<sup>38</sup>.
- ➔ En 2012, le motoriste Volvo Aero<sup>39</sup> passe sous le contrôle du britannique GKN.

#### Industries de défense et actionnariat étranger

	Entrée au capital d'actionnaires étrangers	Evolution
<b>BAE Systems Hägglunds</b>	<b>1996</b> : Alvis Plc (100%)	Reprise d'Alvis Plc par BAE Systems en 2005
<b>Groupe SAAB AB</b>	<b>1998</b> : BAE Systems (35%)	Part réduite à 20,5% en 2006, puis 10% en 2010, suivi d'un désengagement total
<b>BAE Systems Bofors</b>	<b>1999</b> : United Defense Industries (100%)	Reprise d'UDI par BAE Systems en 2005
<b>Kockums</b>	<b>2000</b> : HDW (100%)	Reprise d'HDW par TKMS en 2005 Cession de Kockums en 2014, repris par le groupe Saab AB
<b>Nammö Sweden AB</b>	<b>2005</b> : cession de la part au capital détenu par SAAB AB (-27,5%). Etat norvégien et Patria Oyj, à parts égales (50% chacun)	
<b>Volvo Aero</b>	<b>2012</b> : GKN (100%)	

<sup>36</sup> En 1991, Celsius AB rachète Bofors, puis en 1999 le conglomérat suédois SAAB AB reprend l'ensemble du groupe. Un an plus tard, en septembre, la filiale Bofors est scindée en deux. SAAB AB conserve Bofors Dynamics (systèmes de missiles) mais revend Bofors Weapons Systems au groupe américain United Defense Industries (UDI).

<sup>37</sup> Mais maintien d'une implantation suédoise Nammö Sweden AB.

<sup>38</sup> La société Nammö (Nordic Ammunition Company) résulte de la fusion en 1998 de trois sociétés de défense, Raufoss ASA (Norvège), Celsius AB (Suède) et Patria Oyj (Finlande). Selon l'accord, 45 % du capital du groupe est détenu par l'entreprise norvégienne tandis que Celsius et Patria sont présentes dans le capital à hauteur de 27,5 % chacune. Grâce à cette fusion, le groupe devient un des *leaders* européens dans les activités de production de munitions de petits calibres. En 2005, l'actionnariat de Nammö évolue suite à la vente de la part au capital du groupe Saab AB (ex Celsius AB). L'Etat norvégien, représenté par le ministère du Commerce et de l'Industrie, monte sa participation de 45 % à 50 % (via Raufoss ASA) et le groupe Patria voit sa participation passer de 27,5 % à 50 %. Nammö est désormais détenu à parité (50/50) par l'Etat norvégien et le groupe finlandais Patria Oyj.

<sup>39</sup> « GKN acquies Volvo Aero for £633 million », *FT*, 5 juillet 2012.

En 2006, suite à la reprise d'Ericsson Microwave Systems (EMW, partenaire historique des radars du Gripen et du Saab 2000), le groupe SAAB AB concentre à cette date 60 % des capacités industrielles et technologiques nationales dans le domaine de la défense.

L'Etat suédois ne dispose d'aucune participation publique dans le capital des industries de défense (directes ou indirectes) ni d'actions spécifiques (type golden share), et les actionnaires ne sont pas liés par des pactes particuliers. En revanche, la structure du capital du groupe pivot SAAB AB montre une présence ultradominante d'investisseurs, banques, assurances et autres fonds de nationalité suédoise. Comme le montre le tableau ci-après, sur les 15 premiers actionnaires de l'entreprise, 11 sont de nationalité suédoise contre 4 étrangères (britannique, américaine, norvégienne). Ces actionnaires suédois détiennent 60 % du capital et 68 % des droits de vote. Parmi eux, et aux premiers rangs, figurent Investor AB, puissant actionnaire de référence (30 % du capital, depuis la reprise de la part de BAE Systems en 2011/2012 ; et 40,7 % des droits de vote) et Wallenberg Foundations (8,7 % du capital), tout deux émanations de la famille suédoise la plus influente du pays, les Wallenberg, réputée pour leur fiabilité et leur souci d'investir durablement dans l'industrie nationale. Marcus Wallenberg préside depuis 2006 le *Board* du groupe SAAB, après en avoir été n° 2 entre 1993-2006.

#### Actionnariat du groupe SAAB AB

Situation au 30.12.2014 SIS Ägarservice	% du capital	% droits de vote
Investor AB, Suède	30.0	40.7
Wallenberg foundations, Suède	8.7	7.7
Swedbank Robur Funds, Suède	5.8	5.2
AFA Insurance, Suède	4.9	4.4
Unionen, Suède	2.7	2.4
SHB Funds, Suède	2.4	2.1
Nordea Funds, Suède	1.4	1.2
Odey Funds, UK	1.3	1.2
First AP fund, Suède	1.3	1.2
SEB Funds, Suède	1.3	1.2
DFA Funds, US	1.1	1.0
Norwegian Bank Investment Management, Norvège	1.1	0.9
Svolder AB, Suède	0.9	0.8
Fourth AP fund, Suède	0.9	0.8
<b>Total, 15 principaux actionnaires</b>	<b>63.8%</b>	<b>70.8%</b>



### *1995-2006 : ciblage des niches d'excellence et priorité donnée à la coopération en matière d'équipement*

Si historiquement, la Suède a fait reposer son indépendance dans le domaine de la défense et de la sécurité sur un haut degré d'autonomie industrielle et technologique, les premières failles à ce principe fondateur apparaissent durant la décennie 1990. Avec la chute des budgets de défense, les forces armées considèrent qu'un haut niveau d'autonomie technologique n'est plus requis dans tous les domaines et que le lancement de programmes d'équipement de nouvelle génération en national n'est plus possible. Durant cette période, le ministère de la Défense suédois introduit le concept de « Base de compétences », dans l'objectif de déterminer les segments sur lesquels le pays souhaite préserver sa liberté d'action et son indépendance. De cette première réflexion, il ressort un constat sans appel de l'impossibilité pour le pays de développer seul la prochaine génération de véhicule blindé lourd et d'avion de combat. Au milieu des années 1990, ce premier concept est remplacé par celui de « compétences stratégiques », résultat d'une réflexion sur les priorités technologiques en lien avec les besoins des forces armées. Ces démarches aboutissent progressivement à un ciblage des domaines technologiques stratégiques pour lesquels la Suède entend maintenir un haut niveau d'expertise<sup>40</sup>.

La loi sur la défense de 2004<sup>41</sup> cible les domaines clés suivants : *NCW systems, Robust telecommunication systems, Airborne vehicles, Land fighting vehicles, Short distance combat weapons, Related sensors & data fusion, Signature management & protection, Systems design*. Le texte souligne que, eu égard à la baisse du budget défense et à la complexité grandissante des systèmes d'armes, l'avenir est à penser en termes de coopération et d'interdépendance. La coopération devient une précondition au lancement d'un programme d'équipement, dans une optique de partage des coûts de développement. Les Etats à privilégier pour un partenariat sont les Etats partenaires de la Suède au sein de la LoI, les pays nordiques et les Etats-Unis. On peut ainsi lire : « *Cooperation with other countries to share the costs of developing new equipment systems is a necessary precondition if Sweden is to continue to develop military equipment and occupy a strong position in this field. Cooperation here should concentrate on the most important countries as regards the international skills we need for our equipment supply. This mainly concerns the 'six nation cooperation', involving Sweden, Germany, France, Great Britain, Italy and Spain and cooperation with the Nordic countries and the United States* »<sup>42</sup>.

Le maintien des domaines nationaux d'excellence (bureaux d'étude du groupe SAAB AB notamment) devra donc passer par des programmes menés en coopération. Mi-2000, la Suède est ainsi impliquée dans une trentaine de projets en coopération (bi et multilatérale), parmi lesquels :

- Démonstrateur UCAV Neuron (sous maîtrise d'œuvre de l'avionneur français Dassault Aviation)<sup>43</sup>.
- Appareil AEW&C Erieye (en coopération avec le brésilien Embraer).

---

<sup>40</sup> Swedish Armed Forces Strategy for Research and Technology, *R&T Strategy 2002*, *op. cit.*, p. 5.

<sup>41</sup> « Our Future Defence » Govt Bill 2004 / 05:5, octobre 2004, p. 18.

<sup>42</sup> « Our Future Defence », *op. cit.*, p. 18.

<sup>43</sup> Participation Saab AB : 25 % du plan de charge (en charge du fuselage avant et central).

- Missiles air-air Iris-T (sous maîtrise d'œuvre de l'Allemand Diehl BGT Defence)<sup>44</sup>.
- Missile air-air longue portée Meteor (sous maîtrise d'œuvre MBDA)<sup>45</sup>.
- Obus d'artillerie de calibre 155mm Excalibur, en coopération avec l'américain Raytheon<sup>46</sup>.
- Armes anti-char *Next-generation Light Anti-tank Weapon* (NLAW), sous maîtrise d'œuvre SAAB Bofors Dynamics depuis 2002, l'assemblage final étant réalisé par Thales UK.
- Missile de croisière Taurus KEPD 350 sous maîtrise d'œuvre de TAURUS Systems GmbH<sup>47</sup>.

Tout en prônant une multiplication des participations de la Suède à des programmes en coopération, la loi sur la Défense de 2004 insiste dans le même temps sur l'importance d'améliorer le soutien à l'exportation afin de pallier la baisse des commandes nationales.

Malgré tout, les liens FMV/Industries restent forts, l'agence d'acquisition suédoise continuant à privilégier les fournisseurs domestiques. Entre 2005 et 2006, le FMV, les Forces armées et le FOI (agence suédoise de recherche de défense) ciblent des niches industrielles stratégiques pour la défense afin d'assurer une meilleure allocation des ressources, dans un contexte de baisse des budgets dédiés à la R&D de défense (réduction du volume de financements alloués au FOI et au Swedish National Defence College). Le rapport *The Defence Structure report* (FSU<sup>48</sup>) officialise en 2005 la réorientation radicale des dépenses de R&T et de développement vers des aspects plus opérationnels. La prospective technologique devra être conduite par l'approche capacitaire, donc par le besoin opérationnel exprimé par les Forces armées suédoises.

Sont ainsi considérés comme « niches d'excellence », les domaines réunissant les caractéristiques suivantes :

- être compétitif au niveau international,
- posséder des compétences industrielles de meilleur niveau,
- être capable d'être leader dans le cadre d'une coopération internationale,
- correspondre aux besoins des forces armées.

---

<sup>44</sup> Entrée en production en 2005. Coopération ALL, GR, IT, N, Esp, Suède, afin de remplacer les missiles américains Sidewinder ; SAAB en charge de l'intégration du missile sur les Gripen via un contrat du FMV notifié en 2005.

<sup>45</sup> Programme mené en coopération ALL, Esp., FR, IT, UK et Suède. Premier tir d'essai du Meteor effectué depuis un Gripen en 2005 (Vidsel, Suède).

<sup>46</sup> Cette munition peut être tirée par plusieurs pièces d'artillerie, dont le M777 howitzer et l'Archer FH77. Coopération Etats-Unis, Canada, Suède, Norvège et Australie.

<sup>47</sup> Fondé en 1998 par LFK GmbH, désormais MBDA Deutschland GmbH, et Bofors Missiles AB, désormais Saab Dynamics AB. TAURUS Systems GmbH : maître d'œuvre et design authority du système TAURUS KEPD 350.

<sup>48</sup> Försvarsstrukturutredningen.



Les autorités suédoises et les industriels devront développer des compétences nationales calquées sur les réels besoins en équipements des Forces Armées, dans l'optique d'accroître la compétitivité des produits suédois au niveau international. Pour parvenir à un tel résultat, des synergies devront être instaurées entre les différents acteurs de la R&D, des Forces Armées aux industriels en passant par les instituts de recherche. L'objectif à terme est de parvenir à une diffusion optimale des résultats de la recherche entre ces différents acteurs. La politique suédoise de R&D ne se conçoit plus sans un renforcement des coopérations internationales et une meilleure utilisation de la R&D civile dans les systèmes militaires (technologies transverses : senseurs, fusion de données, systèmes de protection). Dans ce contexte, les industriels sont amenés à soumettre des propositions de démonstrateurs nécessaires au maintien des compétences de leurs bureaux d'études. 13 niches regroupées en quatre grands domaines sont identifiées et présentées dans le document *SR Survey 73* paru en mai 2006<sup>49</sup> :

- **Air**-Airborne strike systems.
- **Terre**-Easily deployable ground combat systems.
- **Mer**-Marine systems for littoral waters.
- **C4I**-Robust IT.

Le domaine aéronautique, fer de lance du groupe SAAB AB, grâce au programme d'avion de combat Gripen, apparaît en tête des priorités. Cette démarche a ensuite consisté à identifier les domaines clés de R&T en prenant en compte les compétences technologiques de niveau mondial des entreprises suédoises, et les liens entre acteurs de la recherche et bureaux d'études. L'approche se veut « orientée marché ».

#### *2006-2011 : formalisation d'une stratégie d'acquisition « libérale »*

Sous la pression des Forces armées qui souhaitent voir le lien historique FMV/Industries se distendre et leurs besoins opérationnels primer sur toutes autres considérations industrielles et économiques, mais également avec l'arrivée au pouvoir en octobre 2006 d'une coalition de centre-droite<sup>50</sup>, la logique libérale prend le pas sur la politique industrielle.

Le nouveau gouvernement Reinfeldt met fin à cet exercice de *mapping* des niches technologiques, censé aboutir en 2007 à la publication d'une stratégie industrielle de défense. La nouvelle loi sur la défense, votée en octobre 2006, met l'accent sur l'importance de répondre aux besoins opérationnels du futur *Nordic Battle group*, et dans ce cadre, sur le financement d'activités de recherche dans les domaines du renseignement, de la guerre électronique, des avions de combat, des véhicules blindés et des munitions intelligentes. Ces domaines technologiques à privilégier sont ceux ciblés par les Forces armées dans le document *Armed Forces regarding defence R&T*<sup>51</sup>, lequel considère prioritaire le soutien à la recherche sur le segment des systèmes de guerre électronique, et à l'inverse, juge secondaires les technologies sous-marines.

---

<sup>49</sup> Annexe *La R&D de défense en Suède*. In Hélène Masson, Maurice Meunier, Cédric Paulin, Mehdi Bouchenak, *Veille stratégique sur les moyens de R&D et les priorités d'investissement de nos partenaires européens*, FRS, 29 décembre 2007.

<sup>50</sup> Parti modéré, Parti du Centre, Parti libéral populaire, Démocrates-chrétiens.

<sup>51</sup> *Armed Forces regarding defence R&T* paru en juin 2006.

En effet, à cette date, le secteur naval suédois représenté par Kockums, filiale de l'allemand TKMS, paraît l'industriel le plus fragilisé. La cinquième et dernière corvette furtive de type Visby commandée par la Marine suédoise a été livrée par Kockums fin août 2006. Le lancement d'un programme de corvette d'une plus grande taille que les actuelles Visby<sup>52</sup> (110 m, au lieu de 72 m) est dès lors mis en balance avec un programme de sous-marin de nouvelle génération.

En 2007, la nouvelle *Defence Materiel Acquisition Strategy*<sup>53</sup> apparaît dans son contenu en complète contradiction avec la politique de soutien des compétences industrielles et technologiques que sous-tend le *SR Survey 73*, les Forces armées appelant le FMV à faire davantage appel à la concurrence internationale. Les industriels de la défense devront survivre grâce à l'amélioration de leur rentabilité et de leur compétitivité, ainsi que leur capacité à conquérir des marchés export.

L'heure est désormais au tryptique :

- Achats sur étagères,
- Futurs programmes menés en coopération,
- Développements réalisés en Suède.

Au cours des années suivantes, cette stratégie d'acquisition sera progressivement précisée et structurée. Au sein du document d'orientation *An available defence* (2008/09:41), la section *Principles for defence materiel acquisition* fixe 4 options d'acquisition :

- Upgrade (preferably with others),
- Buy off the shelf,
- Develop in collaboration,
- Develop in Sweden.

Aux trois orientations précédentes s'ajoutent désormais la modernisation des équipements menée en priorité par le biais de partenariats avec d'autres Etats, et le lancement d'un programme en national comme dernière et exceptionnelle alternative.

En 2010, le ministère de la Défense amende le point 4., en y apportant une nuance, entre 4.a. Les développements réalisés en Suède en coopération avec des clients étrangers, et 4.b. Les programmes exclusivement nationaux : « *4. Develop in Sweden : a. Together with foreign customer / b. Develop alone* ».

L'option 2. Achat sur étagère a ainsi été privilégiée dans le cadre de l'acquisition de véhicules blindés pour l'armée de Terre (113 véhicules, +option 113 unités supplémentaires). C'est finalement l'offre du finlandais Patria, basée sur le modèle éprouvé AMV<sup>54</sup>,

---

<sup>52</sup> La corvette Visby est un bâtiment de surface pouvant réaliser des opérations de lutte de surface, de lutte anti-sous-marin, de lutte anti-mine et de patrouille (sous maîtrise d'œuvre Kockums). Navire très furtif, il le doit en partie à sa coque en acier et fibre carbone qui lui permet d'être très léger. Mesurant 73m de long, il peut accueillir un équipage de 43 membres. Première corvette de la classe Visby mise à l'eau en juin 2000, et quatre ont suivi entre 2000 et 2006.

<sup>53</sup> MFS : MaterielFörsörjningsStrategi, octobre 2006.

<sup>54</sup> Véhicule blindé à roues (8x8), le tonnage de l'AMV peut atteindre 14 ou 24 tonnes, selon le niveau d'équipement et le type de tourelle montée sur le châssis. Le moteur par défaut est un DC13 Scania diesel mais

qui a été sélectionnée en 2010, au détriment de BAE Systems Hägglunds et de son SEP, alors au stade de prototype. L'échec de ce dernier est toutefois à mettre en relation avec sa non sélection par le MoD britannique dans le cadre du programme FRES ; une décision qui aura pesé lourdement dans le choix de la Suède de ne plus soutenir son constructeur national et d'arrêter le financement des travaux de R&D menés par l'industriel.

*A contrario*, l'option « 4.a. Develop in Sweden: a.Together with foreign customer » prévaut sur le segment Avion de combat. En effet, le ministère de la Défense suédois souhaite maintenir une compétence de maîtrise d'œuvre. Il s'agit ainsi de soutenir l'activité des bureaux d'étude du constructeur national et de ses sites industriels, tout en consolidant l'attractivité de l'offre Gripen à l'export face aux concurrents européens et américains notamment. Pour ce faire, le FMV initie un programme de démonstrateur, le Gripen NG (Next Generation) ou Gripen E/F, en 2007. Le premier vol a lieu en mai 2008. Ce démonstrateur est doté d'un nouveau moteur plus puissant (GE F414G), d'un détecteur d'approche missile infrarouge, d'un système de communication par satellite, d'une liaison de donnée en bande large UHF, et bénéficie d'une remise à niveau du système de guerre électronique EWS39. Contrairement aux précédentes versions, le constructeur entend limiter au maximum l'intégration de systèmes américains, facilitant ainsi les possibilités de transferts de technologies. Un contrat de quatre ans (2010-2014) est également notifié par le FMV pour le développement du nouveau radar AESA ES-05 Raven, co-développé par SAAB Microwave Systems et Finmeccanica/Selex ES, avec une entrée en phase de production en 2013.

Afin de réduire le coût de l'opération, les responsables militaires suédois évoquent la participation d'au moins un autre pays ayant le rang de partenaire stratégique. Dès lors, pour passer du démonstrateur à un appareil pleinement opérationnel, plus qu'un Etat acheteur, la Suède et son constructeur national SAAB AB recherchent un Etat partenaire à même de cofinancer le programme.

---

peut aussi accueillir des moteurs Caterpillar, Cummins ou MTU selon les préférences du pays acheteur. Le véhicule est équipé de 2 propulseurs situés à l'arrière pour les déplacements amphibie. L'AMV peut accueillir une vaste gamme de tourelles, du calibre 12.7mm au mortier bitube 120mm. L'AMV est décliné en 9 versions : APC, IFV, C2, ambulance, Reconnaissance, AMOS, FCV, ATGM et MGS. Fin 2013, Patria totalisait plus de 1600 commandes depuis le lancement du programme, réparties dans 7 pays: Finlande, Pologne, Afrique du Sud, Slovénie, Croatie, Suède, EAU.

### L'avion de combat « Gripen » : rappel historique

Le programme Gripen a été lancé en 1980 par la Suède pour remplacer les Saab Viggen et Draken. L'avion est en service en Suède depuis octobre 1995. A partir de 2003, une nouvelle série est produite, passant ainsi du standard A/B au C(Monoplace)/D(Biplace). L'appareil dispose d'une capacité d'emport en armement accrue, d'une avionique modernisée et d'une capacité de ravitaillement en vol (perche de ravitaillement) et d'un réacteur RM12UP avec Fadec. L'avion de combat Gripen a été commandé par la Suède à hauteur de 204 unités (105 JAS 39A, 15 JAS 39B, 70 JAS 39C et 14 JAS 39D).

#### Versions

*JAS 39 A : première version monoplace de série (Batch 1 et 2)*

*JAS 39 B : version biplace du JAS 39 A*

*JAS 39 C : version monoplace améliorée (Batch 3)*

*JAS 39 D : version biplace du JAS 39 C.*

Le Gripen représente LE produit phare du groupe suédois SAAB AB. Pour des raisons de coûts, le FMV a accepté que l'appareil soit produit largement à partir de composants et systèmes étrangers. Le mono réacteur est une version légèrement modifiée du F-404-GE-400 de l'américain General Electric (moteur du F-18), associant pour ce faire Volvo Aero (produit sous le nom RM-12). Les commandes de vol et l'avionique sont en partie achetées sur étagère (équipements américains, britanniques et israéliens), avec le cas échéant une production locale. Le radar est ainsi réalisé par Finmeccanica/Selex ES (filiale britannique).

SAAB AB a vendu son appareil à l'Afrique du Sud (28 appareils, 1er client export en 1999), la République tchèque (14, en leasing), la Hongrie (14, achat direct et leasing) et la Thaïlande (12). Les premiers contrats, en particulier en République tchèque et en Hongrie sont liés à des accords de crédit-bail (ou leasing, d'une durée de 10 ans) passés entre les gouvernements (accords renouvelés<sup>55</sup>). Ce type d'offre a également été proposé à la Croatie en octobre 2011.

En février 2012, dans un rapport transmis au gouvernement, Sverker Göranson établit un besoin de 60 à 80 appareils Gripen NG sur la période 2020-2030 (revu à 60 unités en 2013), pour une première entrée en service vers 2020/2023, ou plus tôt en cas de commandes export.

La réforme lancée en 2012 accentue encore l'approche capacitaire centrée sur les besoins des armées, la réduction des coûts et l'impératif de la coopération internationale, du développement jusqu'au MCO et à la modernisation des équipements.

#### *La Defence Logistic Reform*

Le gouvernement Reinfeld lance une réforme d'ampleur des entités en charge de la logistique et de l'acquisition des équipements de défense, suivant en cela les propositions réalisées en 2011 par le *Defence Structural Committee*. L'objectif est de dégager des marges financières qui viendront renforcer les unités militaires. Sous le label de « *coordinated defence logistic* », le FMV et les forces armées suédoises (SAF) voient leur mission révisée, selon une logique de subordination du concept d'acquisition d'équipement à celui plus englobant de « *logistic* ».

---

<sup>55</sup> En décembre 2014, le gouvernement tchèque a approuvé une extension du leasing de 14 Saab JAS 39C/D Gripen pour une durée de 12 ans (2027 ; dont maintenance et modernisation soit selon SAAB AB un montant de 5765 MSEK), avec une option pour 2 ans supplémentaires. « La République tchèque prolonge jusqu'en 2027 sa location d'avions Saab », *AFP*, 11 décembre 2014.

Dans le cadre du projet de loi 2012, le gouvernement fixe un objectif de réduction des coûts de -760 MSEK par an d'ici 2015, à travers des mesures de rationalisation relevant des activités opérationnelles suivantes :

- storage, service and workshop operations : - 300 MSEK
- rationalisation of purchasing : - 30 MSEK
- reduced purchasing costs (lowered prices, not volume) : - 300 MSEK
- refinement of roles within procurement and implementation of defence logistics : - 130 MSEK

La SAF est recentrée sur la définition des besoins quand le FMV voit son mandat étendu, de l'acquisition (cœur de ses missions jusqu'ici) au MCO et à la logistique :

- Assurer la disponibilité et le soutien du matériel sur toute la durée du cycle de vie,
- Responsable de l'ensemble des achats pour les forces armées,
- Un positionnement Système de Système,
- Management de la flotte,
- Assurer le maintien des stocks au bon niveau,
- Disponibilité 24/7,
- Transformation des besoins opérationnels en demandes d'équipements (cahiers des charges techniques).

Cette extension du mandat du FMV implique la reprise d'une partie des activités réalisées jusqu'ici par la SAF, en particulier les services de soutien logistique formant l'*Armed Forces Logistics* (FMLOG). Si initialement, le FMV a été mandaté pour externaliser à des prestataires privés les services logistiques, le Riksdag s'y est opposé. Les unités du FMLOG ainsi transférées sont en cours de consolidation dans une nouvelle entité du FMV: « Storage, Service and Workshop » (FSV). Ce transfert voit les effectifs du FMV doubler : + 1 700 personnels en 2014, passant ainsi de 1 500 à environ 3 400.

#### Phase 1 – activities transferred to FMV 1(2)

	<b>Land workshops</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• 19 locations</li><li>• 610.000 hours/year</li><li>• Mainly vehicles, combat vehicles, weapons etc</li></ul>
	<b>Navy workshops</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• 2 locations</li><li>• 90.000 hours/year</li><li>• Mainly shipborne equipment</li><li>• Platforms are maintained at civilian shipyards</li></ul>
	<b>Air workshops</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• 3 locations</li><li>• 130.000 hours/year</li><li>• Mainly 2<sup>nd</sup> line maintenance for helicopters, transport f/w and UAV:s</li><li>• Fighters are maintained by the supplier</li></ul>

#### Phase 2 – improved interaction

	<b>Capability driven</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• SwAF defines need for capability, FMV suggests and provides technical and logistic solutions</li></ul>
	<b>Fleet management</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• FMV provides availability where and when the SwAF needs it.</li></ul>
	<b>Improved planning process</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Configuration control</li><li>• Baselines</li><li>• Long term</li></ul>



## Transfer of personell



**Phase one – 1<sup>st</sup> January 2013**

- 1500 personnel in workshops and stores as well as administrative personnel are transferred from the Armed Forces to FMV



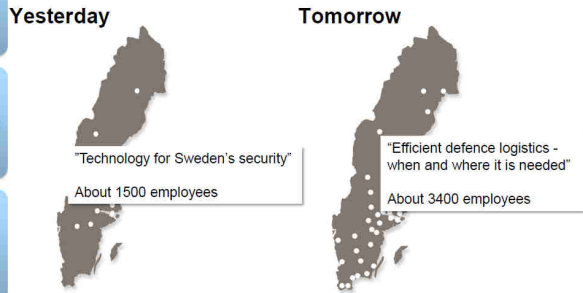
**Phase two – 1<sup>st</sup> January 2014**

- 450 personnel in staff positions working with procurement and fleet management are transferred from the Armed Forces to FMV



**Phase three – 1 January 2015**

- 150 personnel in staff positions working with fleet management for the Air Force are planned to be transferred from the Armed Forces to FMV



Source : FMV 2014

Le second volet de la réforme concerne le processus d'acquisition des équipements de défense, lequel voit l'introduction progressive sur la période 2013-2015 d'un nouveau management et de nouvelles pratiques d'achats (avec transferts supplémentaires de personnel vers le FMV). Cette réforme prévoit ainsi la notification de marchés en nombre plus restreint, et de manière plus coordonnée FMV/Forces armées dans le cadre de solutions globales. Si la mise en concurrence internationale reste d'actualité, l'accent est mis sur l'introduction de nouveaux *Business models* type PPP et autres marchés d'externalisation. La coopération internationale demeure la principale alternative, que ce soit pour le développement, l'acquisition, le soutien et la modernisation.

### Stratégie d'acquisition d'équipement de défense



The focus are the tasks and needs of the Armed Forces

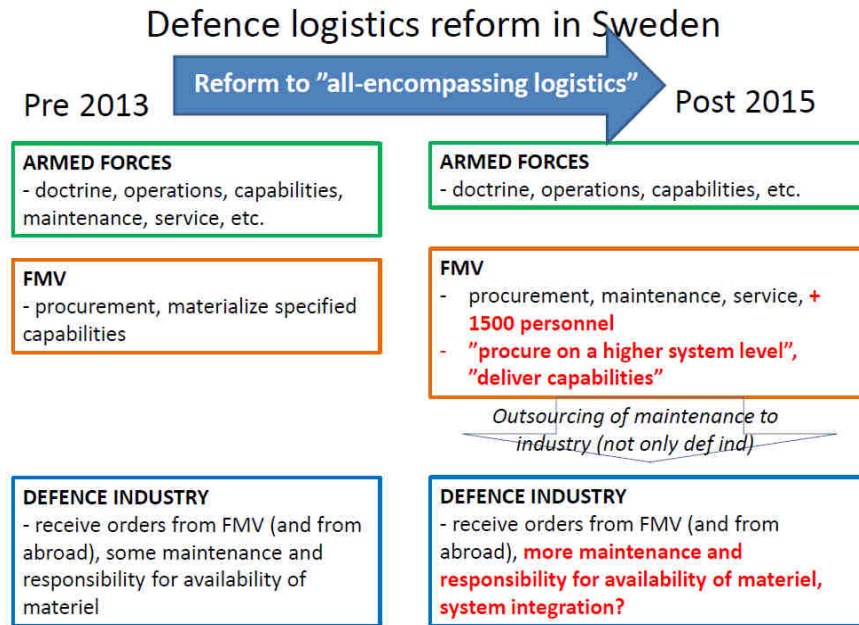
#### An iterative requirement process:

- To use already existing systems and materiel and use possibilities on the open market
- Clear and conscious choices between cost, effect and freedom of choice
- Decided time-schedules and "In-Service-Dates" shall be kept
- The acquisition shall be cost-effective in a life-cycle perspective
- International co-operation is to be the main alternative for all development, acquisition, support and upgrades
- Equipment acquisition shall be well coordinated with R & D
- Reduce the number of different systems by an increased level of system coordination
- An increased cost-effectiveness:
  - exploring PPP solutions
  - transferring tasks to industry

Source : FMV 2014

Bien que le rôle de l'industrie ne soit pas clairement défini, la réforme devrait aboutir à transférer davantage de responsabilités aux acteurs privés, conséquence du processus

d'externalisation des prestations de MCO. De plus, liée au nouveau positionnement « Système de système » du FMV (« *procure on a higher system level* »), l'industrie devrait à terme prendre en charge des activités d'intégration systèmes, précédemment réalisées par l'entité étatique. Le personnel de l'industrie est également censé se rapprocher du terrain, et intégrer certaines unités militaires.



**2013-2015 : Avion de combat Gripen E et sous-marins A26 déclarés « national security interest »**

*Signature d'un accord-cadre historique sur le Gripen E entre le FMV et SAAB*

A défaut de commandes fermes de Gripen E par le client étatique suédois (lequel assure un financement modeste d'environ 40 M\$ annuel pour couvrir les coûts de développement du Gripen E en 2013 et 2014), SAAB AB obtient un contrat de modernisation de la flotte de Gripen C/D en service (programme MS20), prévoyant d'ici 2016, l'installation de nouveaux systèmes de contre-mesures électroniques et de communication embarqués, l'intégration d'armes de dernière génération (missiles air-air longue portée Meteor et courte portée IRIS-T) ainsi qu'une remise à niveau du radar.

Le gouvernement Reinfeldt mise en effet sur une éventuelle commande de la Suisse portant sur 22 appareils pour concrétiser sa stratégie d'acquisition « *Develop in Sweden : a. Together with foreign customer* ». Mais le 18 mai 2014, à l'occasion d'un référendum organisé par le conseil fédéral et le Parlement, les Suisses rejettent le projet d'acquisition de 22 Gripen E, signifiant l'échec de la stratégie privilégiée par la Suède (partage des coûts de développement).

Toutefois, le 18 décembre 2013, la sélection par le Brésil de l'offre Gripen NG (programme FX-2: 28 avions monoplace et 8 biplaces pour des livraisons entre 2019 et 2024 ; à terme intention d'acquisition d'une version navale) permet à la Suède, à défaut de l'option 4.a., de basculer vers l'option « *3. Develop in collaboration* ». Cette quête d'un partenaire stratégique par la Suède entre en résonance avec les attentes du Brésil.

En effet, l'objectif affiché par le gouvernement brésilien sur le segment avion de combat est le même que sur le segment sous-marins : permettre à son industrie nationale de développer compétences et savoir-faire, et ainsi monter progressivement dans la chaîne de valeur, du statut d'équipementier sous-traitant à celui de maître d'œuvre intégrateur. Plus que le coût, le fait que l'appareil suédois n'en soit qu'au stade du démonstrateur apparaît comme un facteur déterminant dans la prise de décision. Les phases suivantes, développement et production, pourront ainsi voir entrer de plain-pied les industriels brésiliens dans le programme.

Ce même mois, le FMV notifie un contrat de production de 16,4 MdsSEK pour la période 2013-2026, comprenant le développement et la modification de 60 JAS 39 Gripen E pour les besoins des forces armées suédoises. Ce contrat fait partie intégrante d'un accord global signé entre le FMV et SAAB AB, le 15 février 2013<sup>56</sup>. L'industriel obtient dans le même temps un contrat d'intégration du missile Meteor sur Gripen E (186 MSEK, 2013-2023), après une campagne de qualification réussie en juin 2013.

**"The largest industrial agreement in Swedish history"**



Signataires : Lennart Sindahl, Håkan Buskhe (Saab), Lena Erixon et Dan Averstad (FMV)

Cet accord cadre, signé le 15 février 2013, par les dirigeants du FMV et les représentants de SAAB AB porte sur le développement et la modification de 60 JAS 39 Gripen E pour les besoins des forces armées suédoises. Les livraisons débiteront en 2018, et ce, jusqu'en 2026. Cet accord intègre un certain nombre de contrats notifiés en 2013 et 2014, (études préliminaires, production et MCO). Le coût global estimé atteint les 47,2 MdsSEK, selon le FMV.

Lena Erixon FMV's Director General *"I am very pleased with the agreement FMV has negotiated in collaboration with Saab. It goes without saying that behind Sweden's largest industrial agreement is a comprehensive and highly demanding work from both FMV and Saab. The Swedish Ministry of Defence the Swedish Armed Forces and The Swedish Defence Export Authority has also participated in the work. With this agreement, FMV will deliver a cost effective and skilled fighter system to the Swedish Armed Forces"*<sup>57</sup>.

Développé sur la base du design des versions précédentes du JAS 39, le Gripen E intègre des capteurs et systèmes de nouvelle génération (liaisons de données, architecture avionique, radar AESA, cockpit équipé du système HUD, système de guerre électronique, etc.), une motorisation améliorée, une capacité d'emport plus importante.

---

<sup>56</sup> « FMV has signed an agreement for continued development of Gripen », *FMV Press*, 15 février 2013.

<sup>57</sup> « FMV has signed an agreement for continued development of Gripen », *FMV Press*, 15 février 2015.



## GRIPEN E DEVELOPMENT



### *Domaine sous-marin : retour forcé dans le giron national*

Dans le secteur naval, le gouvernement Reinfeldt fait le choix de soutenir les compétences industrielles et technologiques sur le segment sous-marin (savoir-faire spécifique dans le domaine des sous-marins diesel-électrique dotés d'un système Stirling de propulsion anaérobie AIP<sup>58</sup>, et spécialement adaptés aux opérations proches du littoral et dans la mer Baltique), en recherchant, comme pour le Gripen E, un partenaire étranger avec lequel partager les coûts de développement. Rappelons que des discussions avaient été initiées dès 2003 avec la Norvège et le Danemark autour du projet Viking, auquel toutefois la Norvège a décidé de ne pas donner suite, suivie par le Danemark en 2004 (conséquence de la fermeture de son dernier site de production de sous-marins). Conduit *de facto* sur une base nationale, un premier design est approuvé en 2007. Pour des raisons budgétaires, ce n'est qu'en février 2010 que la phase de conception du sous-marin de nouvelle génération, baptisé A26<sup>59</sup>, est officiellement lancée. Mais le dialogue avec l'allemand TKMS, maison mère de Kockums, est difficile et de plus en plus tendu, rendant impossible le passage du programme à l'étape suivante.

En effet, le gouvernement Reinfeldt et le FMV considèrent que le groupe allemand représente un obstacle sur la voie du maintien et du développement des activités de sa filiale suédoise (en national et à l'export). Les autorités suédoises politiques et militaires font ainsi l'amer constat que TKMS privilégie systématiquement son offre produits à celle de Kockums dans le cadre des réponses aux appels d'offres sur le marché export. Dans la quête de partenaires susceptibles de co-financer le développement du sous-marin A26, TKMS aurait bloqué toutes discussions avec Singapour (client historique de

<sup>58</sup> Les sous-marins Gotland (type A19), qui remplacent les Sjörmén, ont été lancés en 1995. Sous-marins de 3<sup>ème</sup> génération, ils sont dotés du système AIP basé sur 2 systèmes de propulsion auxiliaire en circuit fermé Stirling permettant une autonomie de trois semaines en plongée. Trois sous-marins de ce type ont été construits pour le compte de la Marine suédoise : le HMS Gotland (1995), le HMS Uppland (1995) et le HMS Halland (1996).

<sup>59</sup> Conçu principalement pour des opérations en littoral, il pourra également effectuer des opérations en haute-mer. Il sera équipé d'un moteur à propulsion diesel électrique et d'un système Kockums Stirling AIP. D'une longueur de 63 m et d'un tonnage de 1 700 t, il est prévu pour un équipage de 17 à 26 membres. Il sera équipé du système SESUB 960C de SAAB AB.

Kockums<sup>60</sup>...) pour proposer son offre Type 218. Ces mêmes difficultés auraient été rencontrées à destination de la Norvège et de la Pologne, deux cibles privilégiées par la Suède pour intégrer son programme A26 comme partenaire. De plus, TKMS est accusé par le FMV de piller les technologies développées par Kockums, en particulier ses compétences dans le domaine des technologies AIP. Autre facteur de tension : l'impossibilité de s'entendre avec le groupe allemand sur les clauses du marché relatif au développement et à la production de deux unités A26 et la modernisation des trois sous-marins type Gotland (opposé au partage des tâches tel que proposé par le FMV). Les déclarations de TKMS annonçant une future spécialisation de sa filiale suédoise sur la niche des sous-marins de très faible tonnage, sans aucun potentiel à l'export, auront fini de convaincre les autorités suédoises des intentions réelles du groupe allemand : sortir Kockums du marché, voire à terme fermer le site suédois. A l'automne 2013, le FMV décide de rompre le contrat existant avec TKMS.

Cette situation inédite pousse le ministre de la Défense, Karin Enström, et le directeur général du FMV, Lena Erixon, à afficher de manière beaucoup plus explicite la volonté du pays de soutenir les capacités nationales dans le domaine des sous-marins, considéré comme relevant du « *national security interest* », tout comme le domaine avions de combat.

**Déclaration de Lena Erixon, DG du FMV :** « *One of the reasons that FMV did not want to move forward on the A26 together with ThyssenKrupp is that [the company] does not allow exports, which basically means no opportunity to collaborate internationally on submarines. It prevents the maintenance of **national security interests** in the underwater area as there are no opportunities for Sweden to share the costs of development and maintenance of the submarine with other nations* »<sup>61</sup>.

**Interview de Karin Enström, ministre de la Défense :** « *Q. How important to Sweden is Saab's acquisition of TKMS? It was important for Sweden that we retained the technologies, skills and capability to produce advanced submarines. The Swedish government had already identified having an underwater capability as a **national security interest**. This was not really a surprise as previously we had identified having a strong capability to produce advanced fighter aircraft as also being a national security interest. The acquisition gives Sweden greater control over the entire chain of submarine design and construction. It gives Sweden the ability to produce the submarines that it needs. It also gives Sweden the opportunity to establish cooperation with one or perhaps more international partners who are in the same position as we are, and who have a high degree of underwater competence. We needed to have a new industrial solution in the underwater area for the future. It was not just about Sweden having control, it was also influenced by a wish to have the possibility to pursue strategic international cooperation* »<sup>62</sup>.

Après plusieurs semaines que nous pourrions qualifier de rocambolesque, et un groupe TKMS mis sous pression par le gouvernement suédois et le FMV (annulation de tous

---

<sup>60</sup> Le sous-marin RSS Challenger a été mis à flot en 1968. Baptisé alors Sjöbjörnen, il appartenait à la classe Sjörmén. Racheté en septembre 1995 par la Marine singapourienne dans le cadre du programme Riken, il a été remis en service deux ans plus tard après des modifications effectuées par Kockums notamment pour adapter les technologies aux eaux tropicales. Quatre sous-marins Kockums Challenger sont aujourd'hui utilisés par la Marine de Singapour.

<sup>61</sup> « FMV, Saab look at alternative future for Swedish submarine industry », *Jane's Navy International*, 20 mars 2014.

<sup>62</sup> « Enström: Sweden Must Keep Sub-building Know-how », *Defense News*, 22 août 2014.

les contrats en cours, débauchage de centaines d'ingénieurs par SAAB AB, etc.), les différentes parties convergent vers une sortie de crise en avril 2014 avec la signature d'un MOU entre TKMS et SAAB AB relatif à la reprise des activités navales par le groupe suédois. Parallèlement à la tenue de ces négociations interindustrielles, le FMV annonce le 9 juin 2014 la notification d'un marché de 467 MSEK au groupe SAAB AB<sup>63</sup> pour des travaux de pré-production de deux sous-marins A26 et la rénovation à mi-vie des Type A19 Gotland. Le contrat doit permettre de finaliser les études de design et préparer la feuille de route détaillée des phases de développement et de production. Ces études sont désormais menées par la BU *Security and Defence Solutions* du groupe SAAB AB (fin en 2015). De plus, le FMV et l'industriel annoncent dans le même temps la signature d'une LoI portant spécifiquement sur le développement des capacités suédoises sur le segment sous-marin (R&D, production, MCO ; plateformes, systèmes et équipements), pour la période 2015-2024 (montant potentiel des marchés notifiés sur la période : 11 MdsSEK). Enfin, le 29 juin 2014, SAAB AB annonce officiellement sa reprise de Kockums, cédé par TKMS pour un montant de 340 MSEK<sup>64</sup> (contre 1,3 MdsSEK quelques mois auparavant). Les activités sont consolidées au sein de sa BU *Security and Defence Solutions*, sous le nom de *SAAB Kockums* (bureau d'études à Malmö, site de production à Karlskrona près de la principale base navale de la marine suédoise, réparation et MCO sur le chantier naval de Muskö ; soit environ 600 salariés).

#### Sous-marin A19 type Gotland



#### Chantier Kockums



<sup>63</sup> « Saab awarded Swedish submarine contracts », *Jane's Navy International*, 10 juin 2010.

<sup>64</sup> « Swedish defence company buys submarine shipyard », *BBC Monitoring*, European Text of report by Swedish nation-wide liberal newspaper Dagens Nyheter website, 29 juin 2014.



### Projet de sous-marin A26



Présent jusqu'ici dans le domaine des systèmes navals militaires, notamment torpilles et missiles (Linköping), C3I (Järfälla) et radar (Gothenburg), cette opération permet à Saab AB d'acquérir une toute nouvelle dimension et de monter dans la chaîne de valeur, passant du statut de systémier/équipementier naval à celui de maître d'œuvre/intégrateur.

Sur le segment Torpilles, SAAB AB a développé des compétences dans les systèmes de torpilles filo-guidées que peu d'Etats nations détiennent à ce jour. Son offre est plus particulièrement adaptée aux conditions complexes de la mer Baltique. Afin de stabiliser plus encore les activités navales du groupe, le 2 juillet 2014, à peine quelques jours après la reprise de Kockums, le FMV notifie à l'industriel un contrat relatif aux études de design d'une torpille nouvelle génération, *New Lightweight Torpedo* (NLT, basée sur la Torpille 45), suivi le 29 septembre 2014<sup>65</sup>, de deux nouvelles commandes à Saab Kockums portant sur la fourniture de 10 systèmes sous-marins autonomes *Saab Seaeye Falcon* et l'entretien lourd du sous-marin HMS Halland sur la période 2014-2015. Le FMV présente ces trois contrats comme relevant de l'accord global 2015-2024 négocié avec SAAB AB en juin 2014.

---

<sup>65</sup> « Saab receives ROV system order from FMV for the Swedish Navy », *SAAB Press release*, 29 septembre 2014.

### Offres Torpilles filoguidées et ROV du groupe SAAB AB

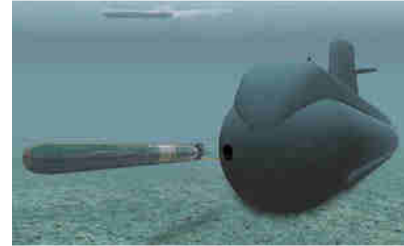
Torpedo 45



Torpedo 617



Torpedo 2000



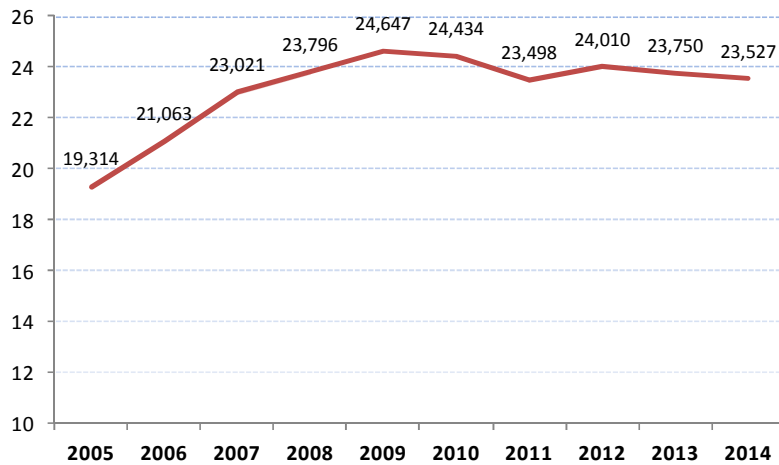
Gamme ROV Seaeye Falcon



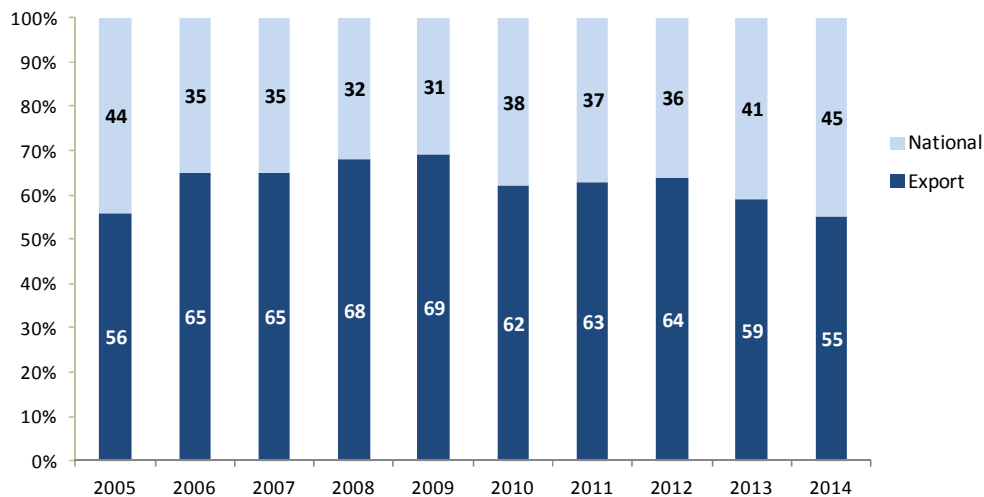
Ces décisions d'acquisition et les propos sur l'intérêt vital de détenir des capacités nationales dans les domaines avion de combat et sous-marin illustrent ce mouvement de balancier d'une logique purement libérale (ouverture du marché à la concurrence, moindre importance donnée aux considérations de défense) vers une approche stratégique mettant au centre de l'agenda la sauvegarde de capacités industrielles et technologiques stratégiques.

Dès lors, le nouveau gouvernement arrivé au pouvoir en octobre 2014 se trouve, en tant qu'acheteur public, face à un groupe SAAB AB en situation monopolistique sur les segments avion de combat et sous-marin, tout deux élevés au rang d'intérêt stratégique vital. Industriel pivot sur le marché domestique, le groupe suédois représente désormais à lui seul, 80 % des capacités industrielles et technologiques nationales dans le domaine défense. Sa structure des ventes 2014 montre ainsi une forte orientation défense, représentant 79 % du CA. La part des ventes réalisées sur le marché domestique atteint 45 % du CA global 2014 (contre 55 % à l'export), marquant un retour à la situation d'avant 2005. Rappelons que l'année 2009 représente dans ce cadre un point bas historique, SAAB AB ne réalisant plus alors que 31 % de ses ventes auprès du client étatique suédois.

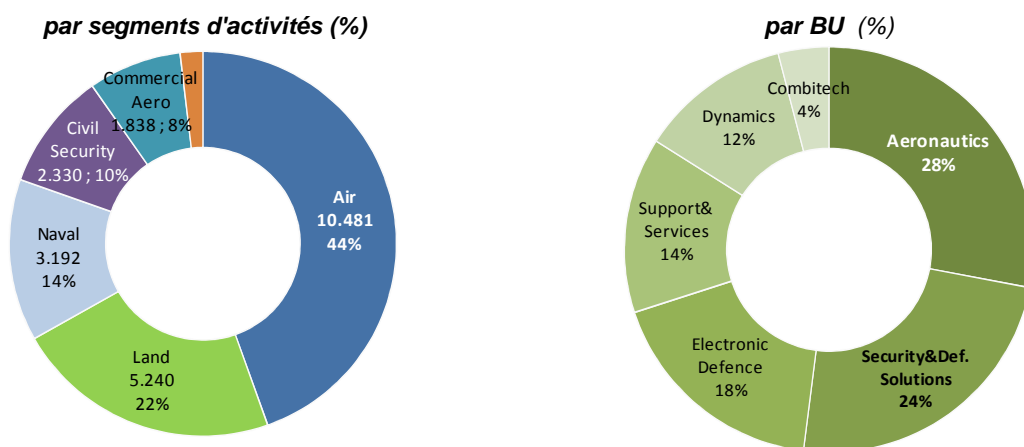
**SAAB AB : évolution du CA, 2005-2014, en MSEK**



**SAAB AB : évolution du CA National vs Export, 2005-2014, en %**

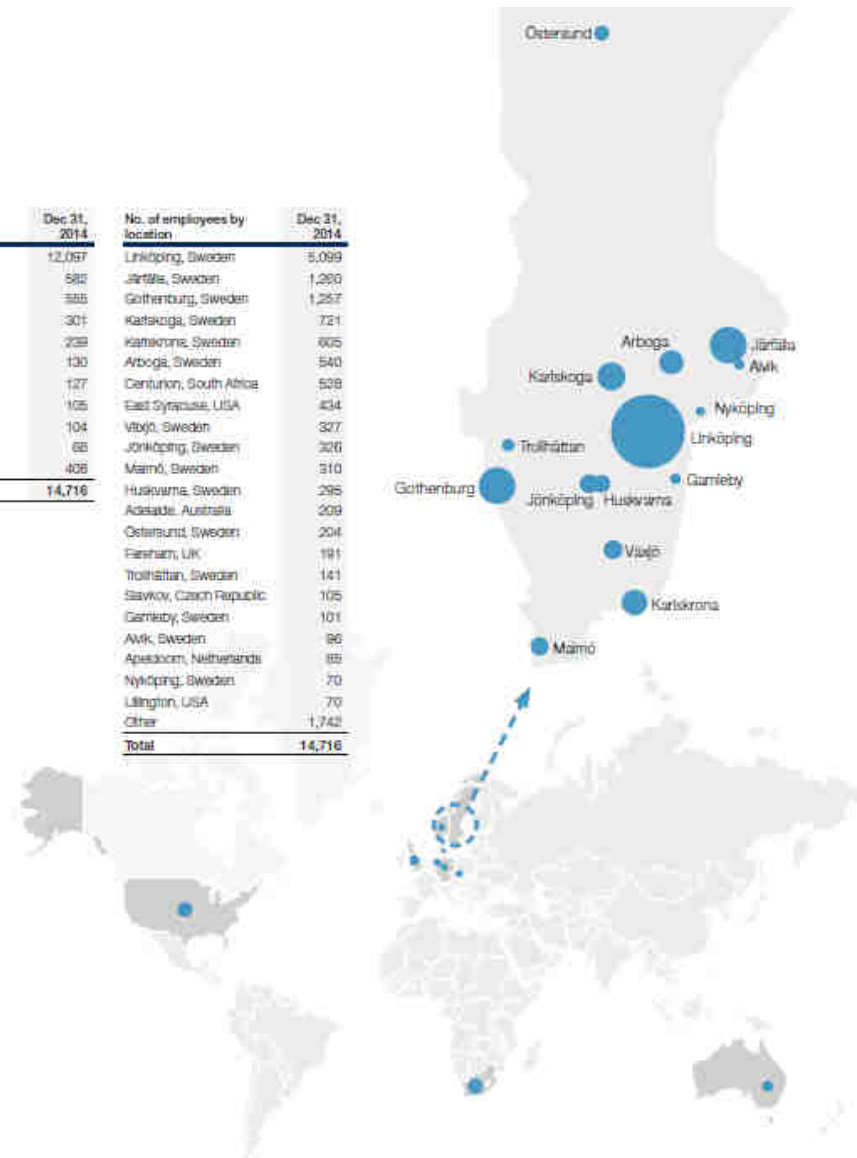


**SAAB AB : structure des ventes 2014**



**Localisation des effectifs du groupe SAAB AB (dont les 600 salariés Kockums) : 82% en Suède**

No. of employees by country	Dec 31, 2014	No. of employees by location	Dec 31, 2014
Sweden	12,057	Linköping, Sweden	5,099
South Africa	582	Järfälla, Sweden	1,290
USA	388	Gothenburg, Sweden	1,257
Australia	301	Karlskoga, Sweden	721
UK	239	Karlskrona, Sweden	605
Netherlands	130	Arboga, Sweden	540
Czech Republic	127	Centurion, South Africa	539
Norway	105	East Syracuse, USA	434
Germany	104	Växjö, Sweden	327
Danmark	66	Jönköping, Sweden	220
Other	406	Malmö, Sweden	310
<b>Total</b>	<b>14,716</b>	Husvarna, Sweden	295
		Adelaide, Australia	209
		Ostersund, Sweden	204
		Farnham, UK	191
		Trollhättan, Sweden	141
		Savkov, Czech Republic	105
		Garnaby, Sweden	101
		AMK, Sweden	96
		Apeldoorn, Netherlands	66
		Nyköping, Sweden	70
		Litlington, USA	70
		Other	1,742
		<b>Total</b>	<b>14,716</b>



source : rapport annuel 2014 SAAB AB

## Une nouvelle coalition gouvernementale dans la continuité et l'accentuation des réformes et des projets engagés

### Vers une politique industrielle de défense explicite ?

#### *Defence Logistic Reform : des ajustements à venir*

En charge du suivi et de l'évaluation de la *Defence Logistic Reform*, la *Swedish Agency for Public Management* (Statskontoret) a fait état, dans ses trois premiers rapports intérimaires (2013, 2014, 2015), de difficultés dans la mise en œuvre des réformes, se traduisant par des retards et surtout de nouvelles complexités organisationnelles.

Dans le domaine de la logistique, certaines unités du FMLOG sont entièrement transférées au FMV quand d'autres sont subdivisées entre les deux organisations. Pour le Statskontoret, le constat est sans appel : « *Complex logistics flow between organisations make efficiency savings more difficult: The government decided on a division of logistics services that involves a sharing of responsibility for the supply chain between central and local storage, and also for the associated transport services. This has created a complex logistics flow between the two organisations. The supply chain must, however, flow smoothly even when responsibility is transferred from one organisation to another. This requires there to be well-functioning coordination between organisations, otherwise there is a danger that the administration costs rise and that resources are used suboptimally* »<sup>66</sup>.

De plus, si les agences considèrent être en mesure d'aboutir à une réduction de coûts de - 640 MSEK, cette dernière ne pourra pas intervenir avant la fin de l'année 2016<sup>67</sup>, et les - 120 MSEK restants à horizon 2018, contre 2015 prévu dans le calendrier initial. Ce retard serait consécutif du manque de définition précise des objectifs et du périmètre des missions des différentes entités, de la mauvaise évaluation du partage des efforts entre entités dans le domaine des réductions de coûts, et d'une stratégie d'achats encore non stabilisée.

Le Premier ministre Stefan Löfven et son ministre de la Défense Peter Hultqvist ne semblent pas vouloir remettre en cause cette réforme engagée par le gouvernement précédent.

---

<sup>66</sup> *The Reform of Defence Logistics. Interim Report 1* (2013:14), Summary of the publication *Reformeringen av försvarslogistiken*. Delrapport 1.

<sup>67</sup> *The Reform of Defence Logistics. Interim Report 2* (2014:15), Summary of the report *Reformeringen av försvarslogistiken*.





**Jan Nygren, nouveau DG du FMV<sup>68</sup>**

Début avril 2015, Jan Nygren a été nommé à la tête du FMV, suite à sa sélection par le conseil d'administration de l'agence. Ancien vice-président du groupe SAAB AB, membre du conseil d'administration de RUAG Space AB, Jan Nygren a travaillé au ministère de la Défense dans les années 1980 avant de devenir ministre social-démocrate notamment en charge des Exportations d'armement (1994-1996). En 2006, il préside aux destinées de l'association des industriels de la défense (SOFF), tout en assurant des prestations de conseils/lobbying dans le secteur de l'armement. Cette nomination n'aura pas été sans critiques, ses détracteurs soulignant les risques de conflits d'intérêts.

**Gripen NG (Brésil) et Gripen E (Suède) confirmés**

Si, à ce jour, la Suède n'a pas formalisé de manière structurée et explicite une politique industrielle de défense, le nouveau Premier ministre et son ministre de la Défense n'ont pas remis en cause les orientations du gouvernement précédent à destination des segments considérés comme stratégiques, bien au contraire. Stefan Löfven, qui a débuté sa carrière au sein de l'entreprise de défense Hägglunds, a ainsi suggéré d'élargir encore le périmètre des intérêts vitaux de sécurité à d'autres domaines que ceux liés à l'aviation de combat et au sous-marin.

Très critique pendant la campagne et lors des discussions budgétaires d'octobre 2014 concernant le poids financier des programmes phares JAS Gripen 39 E et A26, le Parti de l'environnement-Les verts a semblé assouplir sa position, eu égard à l'évolution du contexte sécuritaire. Les premières décisions de la nouvelle coalition gouvernementale relatives à ces deux programmes s'inscrivent ainsi dans les pas des accords globaux négociés en 2013 et 2014 entre le FMV et le groupe SAAB AB.

Alors que les négociations avec le Brésil battent leur plein, avec l'annonce le 27 octobre 2014 de la formalisation du contrat de développement et de production de 36 Gripen NG pour un montant de 39,3 MdsSEK<sup>69</sup> (voir les étapes clés ci-après), suivi le 19 décembre 2014 d'un contrat de MCO et soutien logistique de l'appareil (CLS) de 548

<p><b>GRIPEN NG PRODUCTS AND SERVICES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 36 Gripen NG</li> <li>• Two-seat version included</li> <li>• Latest generation sensor suite</li> <li>• Complete logistics package</li> <li>• Specific Brazilian requirements</li> </ul>	<p><b>COMPREHENSIVE INDUSTRIAL CO-OPERATION PACKAGE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extensive Transfer of Technology, education and on-the-job training</li> <li>• Gripen NG airframe and systems development</li> <li>• Manufacturing of Gripen NG airframe parts</li> <li>• Gripen assembly line in Brazil</li> <li>• Training of Brazilian pilots</li> <li>• Flight testing in Brazil</li> <li>• Future fighter capability (R&amp;T)</li> <li>• Partners with Brazilian industry, Embraer key partner</li> </ul>	  	<p>MSEK sur la période 2021-2026<sup>70</sup>, le gouvernement Löfven annonçait un budget additionnel pour 2015 de +900 MSEK pour le JAS Gripen 39 E. Ce dernier devrait représenter au cours des deux années à venir un financement total de 2,9 MdsSEK.</p>
--	--	--	---

<sup>68</sup> « FMV: Nomination polémique », *TTU*, 18 mars 2015.

<sup>69</sup> « SAAB and Brazil sign contract for Gripen NG », *Saab press release*, 27 octobre 2014.

<sup>70</sup> « Saab AB signs contractor logistics support contract for Gripen NG in Brazil », *Saab press release*, 19 décembre 2014.



- **18.12.2013**  
Annonce par le ministre brésilien de la Défense de la sélection par le Brésil de l'offre Gripen NG dans le cadre du programme FX-2 relatif à l'acquisition de 36 appareils.
- **11.07.2014**  
Suivant les exigences du gouvernement brésilien, signature d'un MOU entre SAAB AB et son partenaire stratégique brésilien EMBRAER (déjà partenaires dans le cadre du programme d'avion de surveillance électronique EMB 145 emportant le radar Erieye de SAAB Microwave Systems).  
Embraer sera pilote de la performance globale du programme et en charge d'une partie des travaux de production, pour les deux versions de l'appareil. L'avionneur brésilien coordonnera les activités de développement et de production au Brésil au nom de SAAB AB, et participera directement au développement des systèmes, l'intégration, aux tests en vol, à l'assemblage final et livraisons. Embraer et SAAB AB seront conjointement responsables du développement de la version biplace du Gripen NG, tout en établissant un partenariat stratégique (en cours de discussion) pour la promotion et la commercialisation des deux versions de l'appareil.
- **27.10.2014**  
Annonce de la signature du contrat de développement et de production pour 28 appareils en version monoplace et 8 en version biplace pour des livraisons entre 2019 et 2024, pour un montant de 39,3 MdsSEK. Les négociations ont également porté sur un contrat de coopération industrielle dans le cadre des ToT négociés.  
Le COMAER (Département en charge de l'acquisition au sein de la FAB-Armée de l'air brésilienne) annonce que ces contrats seront mis en œuvre une fois obtenues toutes les garanties en matière d'autorisations export (1er semestre 2015) : « *The contract with COMAER for Gripen NG and the associated Industrial Co-operation contract will come into effect once certain conditions have been fulfilled. These include, among others, the necessary export control-related authorisations* »<sup>71</sup>.
- **19.12.2014**  
Signature d'un contrat de MCO et soutien logistique de l'appareil (CLS) de 548 MSEK sur la période 2021-2026
- **25.02.2015**  
SAAB AB sélectionne AEL Sistemas AS comme fournisseur des systèmes WAD (*Wide area display*) et HUD (*Head-up display*)<sup>72</sup>. Le groupe suédois avait signé dès 2009 et 2012 un accord de coopération avec AEL  
Initié en janvier 2015, ce programme relatif à la suite avionique couvre les activités de R&D et production au Brésil (4 ans) sur le site de Porto Alegre, les tests étant réalisés en Suède sur le site de SAAB AB (Linköping). Il a fait l'objet d'un accord de transfert de technologies entre les deux entreprises portant sur la technologie HMI et l'organisation de workshops sur la maintenance des systèmes avioniques (à compter du second semestre 2015, formation théorique assurée sur le site de Linköping).  
Depuis son rachat en 2001, AEL Sistemas est une filiale de l'électronicien israélien Elbit Systems. Les revenus de l'industriel israélien au Brésil sont principalement issus du partenariat d'AEL et d'Embraer (coopérant sur le programme AMX depuis 1980, et Tucano) dans le cadre des programmes de modernisation des plates-formes aériennes brésiliennes, notamment les systèmes avioniques (F-5 M, AMX A-1). Bien que ces contrats n'aient jamais représenté plus de 70M\$ de revenus annuels, ils permettent à Elbit de bénéficier d'un positionnement majeur auprès d'Embraer, symbolisé par la sélection des équipements de sa filiale brésilienne sur le Super Tucano (avionique basique), et plus récemment le KC-390 (Ordinateur de mission, DRICM, HUD, SPS), la flotte de 11 F-5 Tiger modernisé (nouveaux radars et d'ordinateurs de bord améliorés), ou encore le programme SISFRON-Phase 1 (sélectionné par Embraer/Savis pour le système de surveillance et d'observation électro-optique).  
Rappelons que le groupe suédois s'était rapproché (pre-offsets), avant même l'annonce de sa sélection, des accords de partenariat avec d'autres entreprises locales, comme la société brésilienne d'ingénierie AKAER dès 2009, le missile Mectron pour l'intégration de son missile air-air Darter (test d'intégration réussi du missile SRAAM A-Darter sur Gripen, organisé en juillet 2010 sur une zone d'essais à Overberg en Afrique du Sud).  
**Dans le sillage de SAAB AB, les principaux équipementiers historiques du programme Gripen ont signé des accords équivalents. Par exemple, la filiale britannique de l'italien Finmeccanica/Selex Galileo (maître d'œuvre du radar AESA ES-OR Raven et du système IRST) avec Atmos Sistemas en janvier 2010 ou encore le motoriste américain GE Aviation avec Aerospace S.A., Increase Aviation Service Ltda., TAP Maintenance and Engineering, Avio do Brasil et AKAER. GE a également ouvert un centre de R&D à Rio de Janeiro. En plus du moteur GE, les appareils Gripen actuellement en service intègrent de nombreux systèmes, sous-systèmes et composants fabriqués par des entreprises américaines (50% des équipements du Gripen), donc soumis aux règles ITAR, voire britanniques et italiens (Selex UK pour le radar et Selex Italy pour l'IRST Skyward G, BAE Systems pour le système de visée intégré), et israéliens (Passive Airborne Warning System PAWS-2 fourni par Elbit Systems).**
- **24.04.2015**  
Notification à SAAB AB du contrat relatif aux armements emportés par le Gripen NG, pour un montant total d'environ 245 M\$ (liste des armements non communiquée par COMAER)<sup>73</sup>.
- **10.09.2015**  
**Entrée en vigueur** du contrat de fourniture de 36 Gripen NG, après accords des parties sur les termes financiers et industriels<sup>74</sup>.

<sup>71</sup> « Saab and Brazil sign contract for Gripen NG », *SAAB Press Release*, 27 octobre 2014.

<sup>72</sup> « SAAB selects AEL Sistemas as a new Gripen supplier in Brazil », *SAAB Press Release*, 25 février 2015.

<sup>73</sup> « SAAB signs contract with brazil on weapon acquisition for Gripen NG », *SAAB Press Release*, 24 avril 2015.

<sup>74</sup> « Gripen NG contract with Brazil becomes effective », *SAAB Press Release*, 10 septembre 2015.

Le 18 décembre 2014, le FMV a également notifié au constructeur national trois nouveaux contrats :

- Fourniture en 2015 de prestations de maintenance, soutien en service, et pièces détachées pour la flotte de Gripen C/D (385 MSEK ; réalisés dans les établissements SAAB AB de Linköping, Arboga, Järfälla, Gothenburg, Växjö et Östersund)<sup>75</sup>.
- Réalisation de travaux de R&D pour le Gripen E (385 MSEK et rentrant dans le cadre de l'accord-cadre de 2013)<sup>76</sup>.
- Fourniture de prestations de maintenance et soutien opérationnel pour les Gripen C/D, ainsi que des travaux de R&D/Tests de différents systèmes intégrés aux Gripen C/D et Gripen E (355 MSEK ; sites de Linköping, Gothenburg et Järfälla)<sup>77</sup>.

Gripen C/D	Gripen E
<ul style="list-style-type: none"><li>◦ Continuous upgrades and enhancements of the current Gripen C/D generation</li><li>◦ MS20 fleet introduction</li><li>◦ Czech Republic extended its lease another 12 years during 2014</li><li>◦ Gripen in operation:<ul style="list-style-type: none"><li>◦ Thailand: Participated in the exercise Pitch Black in Australia (2014).</li><li>◦ Hungary: Planning for an Air Policing mission in the Baltics (2015).</li><li>◦ Czech Republic: Participation in air policing missions in the Baltics and Iceland.</li></ul></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>◦ Production of 60 Gripen E for Sweden</li><li>◦ Ongoing development and flight tests: 315 sorties performed, 281 hours flown</li><li>◦ Sensors:IRST initial flight test concluded</li><li>◦ Radar: AESA production standard radar, initial flight test concluded</li><li>◦ Ongoing tests in rigs and simulators</li><li>◦ Model based design – no paper drawings</li></ul>



Mi-février 2015<sup>78</sup>, une étape supplémentaire est franchie dans le cadre du développement du JAS 39 Gripen E, le groupe SAAB AB obtenant un nouveau contrat relatif aux systèmes de MCO et à des travaux de pré-production, pour un montant de 5,8 MdsSEK. Dans le contexte de la conférence annuelle Gripen, organisée le 12 mars 2015 par le constructeur, le responsable du programme a souligné que le démonstrateur du Gripen E a effectué un total de 315 sorties, soit 281 heures de vol. Le système de veille infrarouge IRST et le radar AESA ont fait l'objet d'essais en vol tandis que les campagnes d'essais au sol et tests simulateurs se poursuivent. La sortie d'usine du premier Gripen E demeure prévue pour 2016 (assemblage en cours de 3 appareils de pré-série sur le site de Linköping), pour une première livraison en 2019.

<sup>75</sup> « SAAB receives order for Gripen maintenance support », *SAAB Press Release*, 18 décembre 2014.

<sup>76</sup> « SAAB receives development order for Gripen E », *SAAB Press Release*, 18 décembre 2014.

<sup>77</sup> « SAAB receives order for Gripen development and operational support », *SAAB Press Release*, 18 décembre 2014.

<sup>78</sup> « FMV orders development of the aircraft JAS 39 E », *FMV Press*, 12 février 2015.

### *Sous-marin A26 ou la difficile quête d'un partenaire*

Si un partenaire étranger n'est pas trouvé par la Suède, la stratégie d'acquisition du sous-marin de nouvelle génération A26 relèvera d'un schéma purement national, une option difficile à tenir sur le long terme en raison du financement en parallèle du programme Gripen E.

Pour l'heure, les activités navales du groupe SAAB AB continuent à être soutenues par les commandes nationales :

- 8 décembre 2014 : marché relatif à la fourniture de nouveaux senseurs pour les 2 futurs sous-marins A26 et 2 unités type Gotland<sup>79</sup> (420 MSEK).
- 12 décembre 2014 : marché portant sur l'entretien lourd du sous-marin classique à propulsion diesel-électrique HMS Södermanland, sur la période 2014-2016<sup>80</sup> (121 MSEK).
- 20 février 2015 : financement supplémentaire de 175 MSEK destiné au programme de torpille nouvelle génération NLT<sup>81</sup> (et maintenance des armes et systèmes sonar HYDRA intégrés aux corvettes Visby et Gävle)<sup>82</sup>.

En outre, après avoir annoncé un plan de remise à niveau de la flotte de navires de surface afin d'améliorer les capacités à traquer les sous-marins étrangers<sup>83</sup> (modernisation des bâtiments type Gävle et Sundsvall), le ministre de la Défense Peter Hultqvist a fait part, au cours d'une visite sur le chantier de Karlskrona mi-mars 2015, de l'intention du gouvernement de formaliser le contrat de développement et de production des deux sous-marins A26<sup>84</sup> pour un montant total avoisinant les 8,2 MdsSEK, comme partie intégrante de la LoI signée avec SAAB en juin 2014 (commande potentielle d'un montant estimé à 11,2 MdsSEK). Profitant de la déclaration de Peter Hultqvist, l'industriel a tenu à rappeler, dans un communiqué de presse paru le jour même, la réalité suivante : « *Today, the Swedish Minister of Defence, Peter Hultqvist, announced that the government, on Thursday, intends to give a mandate to the Armed Forces to order two submarines. Saab has not received any order on production of the new submarine but Saab looks forward to the discussions, which will lead to an agreement and order for A26. This will be a part of an earlier signed Letter of Intent* »<sup>85</sup>.

---

<sup>79</sup> « SAAB receives order for A26 and Gotland-class submarine sensor systems », *SAAB Press Release*, 8 décembre 2014.

<sup>80</sup> « SAAB receives order for HMS Södermanland overhaul », *SAAB Press Release*, 12 décembre 2014.

<sup>81</sup> « Saab receives FMV contract for new torpedo, underwater systems support for Sweden », *Jane's Defence Industry*, 26 février 2015.

<sup>82</sup> « Saab Signs Contract with FMV for Underwater Systems », *ASDNews*, 20 février 2015.

<sup>83</sup> « Sweden's Military to Get Six Billion Kronor Boost », *TheLocal.se*, 12 mars 2015. Selon le ministre : « *Submarine hunting is a priority. We've had incidents showing that it is very important to have an increased capacity for anti-submarine warfare. We must do what we can to maintain and develop our skills. It is very important to protect Sweden's sovereignty* ».

<sup>84</sup> « Saab comments on the Swedish government's announced investments in the next generation submarine, A26 », *Saab press release*, 17 mars 2015.

<sup>85</sup> *Ibid.*



Ces dix dernières années, les activités de Kockums ont été soutenues par l'entretien à mi-vie des 4 sous-marins A17 type Södermanland (2 unités suédoises et 2 singapouriennes) ainsi que par les activités de R&D liées au projet de sous-marins A26. Rappelons que le chantier naval a livré à la Marine suédoise son dernier sous-marin type A19 Gotland en 1997 (HMS Halland). A l'export, les seules transactions, avec l'Australie<sup>86</sup> et Singapour<sup>87</sup>, remontent également à la décennie 1990. Cette situation a été durement rappelée à la Suède par l'Australie en mars 2015.

Dans sa quête de nouvelles opportunités export (Etats ciblés : Norvège, Pologne, Canada, Pays-Bas, Australie), et idéalement d'un partenaire étranger pour son programme A26, SAAB Kockums a soumis une offre en novembre 2014 dans le cadre du programme d'acquisition australien SEA 1000 (12 sous-marins), et ce, de manière indirecte par le biais d'un processus de proposition non sollicitée, managé par le ministère de la Défense australien. Le groupe suédois envisage alors l'établissement d'un partenariat industriel avec le chantier naval australien ASC. Or, en février 2015, l'Australie annonce exclure l'offre SAAB Kockums, arguant de l'absence d'activités de production et de design depuis 1995... donc suggérant *de facto* un manque de fiabilité et de confiance dans la capacité de l'industriel suédois à mener à bien le programme<sup>88</sup>. Le Premier ministre australien rappelle ainsi : « *The last Australian submarine came off the production line in about 2001, [...] the last Swedish submarine came off the production line in 1996, so it's almost two decades since Sweden built a submarine* »<sup>89</sup>. Cette justification jette une ombre sur une campagne export à peine engagée par SAAB Kockums en Europe et en Asie. Par l'intermédiaire d'une déclaration parue dans le journal britannique *Guardian*, Gunilla Fransson, responsable de la division Saab Defence and Security, tente de rétablir la confiance dans les compétences et le savoir-faire détenus par son entreprise dans le domaine des sous-marins, afin de rassurer de potentiels clients export : « *Saab has delivered six submarines since 1996, the latest of which was commissioned in 2013. All involved significant numbers of design and production engineers with the same skills used in any new submarine build process. [...] Saab is also currently approaching the end of a detailed design phase for Sweden's next generation submarine and is about to enter into the production phase* »<sup>90</sup>. Pour le programme SEA 1000, SAAB Kockums entend toutefois rester dans la course en tant que fournisseur de sous-systèmes.

A défaut d'engager un partenariat industriel avec l'Australie, client export historique de SAAB Kockums, le groupe s'est rapproché du groupe naval Damen Shipyards (DSG)<sup>91</sup>

---

<sup>86</sup> Les six sous-marins de 3<sup>ème</sup> génération de classe Collins ont été construits par Kockums d'abord en Suède puis sous transfert de technologies en Australie pour la Royal Australian Navy entre 1990 et 2003. Ils remplacent les sous-marins britanniques de la classe Oberon construits dans les années 1960.

<sup>87</sup> Le sous-marin RSS Challenger a été mis à flot en 1968. Baptisé alors Sjöbjörnen, il appartenait à la classe Sjörmén. Racheté en septembre 1995 par la Marine singapourienne dans le cadre du programme Riken, il a été remis en service deux ans plus tard après des modifications effectuées par Kockums notamment pour adapter les technologies aux eaux tropicales. Quatre sous-marins Kockums Challenger sont aujourd'hui utilisés par la Marine de Singapour.

<sup>88</sup> « From the Source Right of reply from Saab », [australiandefence.com](http://australiandefence.com), Katherine Ziesing, Canberra, 18 mars 2015.

<sup>89</sup> « IDEX 2015: Saab not to contest Australian submarine decision », *Jane's Defence Industry*, 25 février 2015.

<sup>90</sup> « Sweden defends subs after Australia snub », *TheLocal*, 23 février 2015.

<sup>91</sup> 35 chantiers à travers le monde dont un en Suède à Oskarsham ; CA2014: 1G\$ ; 160 navires livrés/an essentiellement civil, de 7 m à 200 m.

dans le contexte du programme de renouvellement de la flotte de sous-marins de la Marine néerlandaise (remplacement à compter de 2025 de la flotte de 4 sous-marins d'attaque conventionnels de type Walrus<sup>92</sup>, entrés en service dans les années 1990). Les deux entreprises se sont entendues pour monter une offre technique commune. Le modèle de coopération privilégié devrait permettre un partage des coûts de développement et de maintenance des sous-marins de nouvelle génération ainsi qu'une approche conjointe des marchés à l'international<sup>93</sup>.

Mais globalement, les difficultés rencontrées en Australie posent la question de l'attractivité et de la crédibilité de la Suède en tant que partenaire, dans un contexte national marqué par une approche du contrôle et du soutien à l'export rendue plus compliquée sous la pression du parti de l'Environnement-Les Verts, et par des contraintes budgétaires fortes dans le domaine de la R&D de défense.

### **Exportations d'armement : soutien et contrôle sur la brèche**

#### *Suppression de l'Agence FXM et attentes des conclusions du « KEX Report »*

Le projet de budget 2015 révisé (*Spring Fiscal Policy Bill*<sup>94</sup>) apparaît confirmer les attaques visant l'agence FXM, menées par le Parti de l'Environnement-Les Verts depuis la campagne électorale. L'Agence en charge de la promotion des exportations d'équipements militaires devrait ainsi voir son budget annuel réduit de -1 MSEK, avant de fermer ses portes à compter du 31 décembre 2015 (missions reprises par d'autres structures).

Rappelons que dès 2011, la Commission des Affaires étrangères du Riksdag<sup>95</sup> appelait à une réforme du contrôle des exportations d'équipements militaires, dans le sens d'un durcissement de la législation, notamment à destination des Etats non démocratiques. Le 1<sup>er</sup> juin 2012, une commission spéciale, composée de représentants des différentes formations politiques, recevait pour mandat de rédiger un nouveau projet de réglementation et de proposer des critères permettant d'appréhender le profil d'un Etat acheteur dits « non démocratiques » (rapport attendu au premier semestre 2015).

---

<sup>92</sup> Les Pays-Bas disposent actuellement de 4 sous-marins (S802 Walrus, S803 Zeeleeuw, S808 Dolfijn et S810 Bruinvis) classe Walrus. Sous-marins d'attaque conventionnels, entrés en service dans les années 1990 mesurant 67,73 m de long, et 8,40 m de large pour un déplacement de 2 800 tonnes. Ils sont armés par un équipage de 50 à 55 hommes. Ils sont propulsés par 3 moteurs diesel-électrique et peuvent atteindre une vitesse de 13 noeuds en surface et de 20 noeuds en plongée.

<sup>93</sup> « Saab and Damen Team for Walrus Future Submarine Replacement Programme », *SAAB Press Release*, 20 janvier 2015.

<sup>94</sup> *Spring Fiscal Policy Bill for 2015* (2014/15:99).

<sup>95</sup> Parliamentary Committee on Foreign Affairs' report 2010/11:UU3.

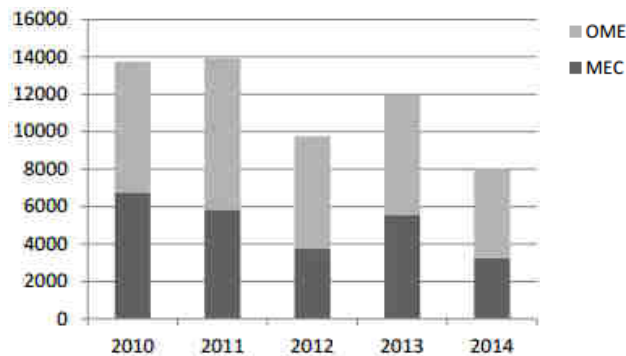


*Terms of Reference*<sup>96</sup> : "The committee will, for example:

- examine future Swedish export controls on military equipment and the regulatory framework surrounding these,
- propose the factors that should be taken into consideration in order to establish whether or not a country is a democracy and that should form the basis for assessing applications for licences to export military equipment from Sweden, and also analyse how consideration of these factors can be implemented in the Swedish export control of military equipment,
- examine how the controls on the export of military equipment to non-democratic countries will be tightened,
- examine what should be considered in the future as follow-on deliveries and what rules should apply to these, in view of the overarching purpose of the inquiry,
- scrutinise and chart export control systems in other partner countries such as the Nordic countries, the Netherlands, Germany, the United Kingdom and the USA, in particular their controls on the export of military equipment to non-democratic countries,
- examine the consequences of tightening controls on the export of military equipment to non-democratic countries, for example the impact on Sweden's wider bilateral relations.

Selon les derniers rapports de la *Swedish Agency for Non-Proliferation and Export Controls / Inspektionen för Strategiska Produkter ISP* (2013/2014 et 2014-2015)<sup>97</sup>, le montant des exportations d'armement (matériels livrés) s'élève à 8 MdsSEK en 2014, contre 11,9 MdsSEK en 2013 et 9,8 MdsSEK en 2012. Contrairement à 2013, une année marquée à la hausse (+22 %), 2014 montre une nette décroissance des exportations, de l'ordre -33 % sur un an. Comme l'illustre le graphique ci-après cette décroissance est encore plus marquée si nous comparons la dernière année enregistrée aux exportations 2010 et 2011.

**Données ISP : Exportations d'équipements militaires 2010-2014, M SEK**  
*Military Equipment for Combat purposes (MEC)*  
*+ Other Military Equipment (OME)*



La Thaïlande, les Etats-Unis, l'Arabie saoudite et l'Inde représentent les principaux Etats destinataires d'équipements militaires suédois au cours de ces deux dernières années (liés aux marchés JAS 39 Gripen, systèmes Erieye, munitions et systèmes navals, pièces de rechanges et composants).

<sup>96</sup> T.o.R. 2012:50.

<sup>97</sup> ISP, *Government Communication: Strategic Export Controls – Military Equipment and Dual-Use Products* 2013/2014 et 2014/2015.

### Données ISP (rapports annuels 2013/2014 et 2014/2015)

#### >>Principaux Etats destinataires en 2013

- Thaïlande (3 319 MSEK ; fin des livraisons de JAS 39 Gripen)
- Etats-Unis (1 206 MSEK ; munitions et sous-systèmes navals type systèmes C2 et systèmes de combat)
- Arabie Saoudite (750 MSEK ; système Erieye)
- Inde (709 MSEK ; livraisons de munitions et composants et équipements à des fins de modernisation/réparation).

Année marquée par le début des livraisons de véhicules de combat CV90 à la Norvège et des équipements liés au système Erieye à l'Arabie saoudite mais également aux EAU (et livraison de navires de surface).

54 % des exportations l'ont été à destination des Etats membres de l'UE (dont Royaume-Uni, Allemagne, France, Finlande), des Etats-Unis, du Canada et Afrique du Sud.

#### >>Principaux Etats destinataires en 2014

- Etats-Unis (1 318 MSEK ; munitions et sous-systèmes navals)
- Norvège (1 269 MSEK ; véhicules de combat CV90)
- Thaïlande (532 MSEK ; MCO aéronautique et munitions)
- Royaume-Uni (527 MSEK ; pièces de rechanges pour véhicules et munitions)
- Inde (468 MSEK ; munitions, pièces de rechanges et composants)

La France, l'Allemagne, l'Australie et le Canada, des partenaires traditionnels, ont également été destinataires de matériels suédois en 2014.

#### Nombre de demandes ("applications") relatives à l'exportation d'équipements militaires

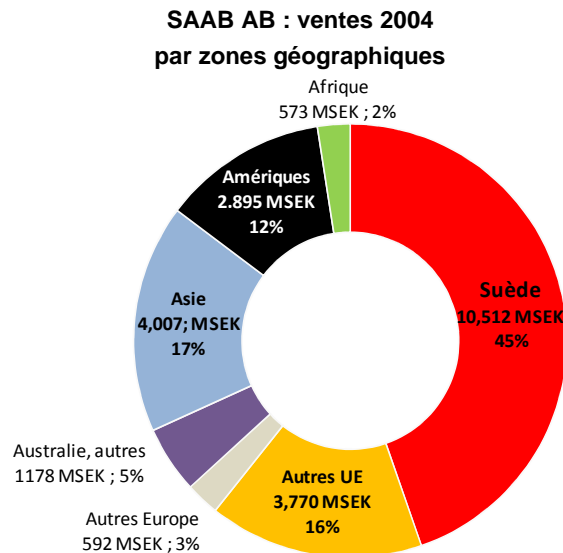
	2011	2012	2013	2014
Advance notification	15	19	19	39
Tender	264	275	313	254
Export Licence	1306	1244	1247	1043

#### Ventilation des exportations militaires suédoises par zone géographique, 2013 et 2014, en %

Régions	Part % 2013	Part % 2014
UE	23,7	28,6
Reste de l'Europe	8,9	16,8
Amérique du Nord	13,0	21,4
Moyen-Orient	8,9	4,9
Asie du Sud	5,9	6,2
Asie du nord-est	2,5	2,2
Afrique subsaharienne	1,3	2,1
Océanie	4,0	4,5
Afrique du Nord	1,4	2,5
Amérique centrale et Caraïbes	0	0,3
Amérique du Sud	1	1,2

Une approche par zone géographique montre la prédominance de l'Europe (UE + autres Europe ; en particulier Royaume-Uni, France, Allemagne, Finlande, Danemark et Pays-Bas) qui représente 45,4 % des exportations en 2014, contre 32,6 % en 2013. L'Amérique du Nord apparaît en seconde position (21,4 % en 2014 et 13 % en 2013), suivi de l'Asie (Singapour, Thaïlande, Inde) avec une part d'environ 8 % par an sur la période, et du Moyen-Orient (Arabie saoudite) à 4,9 % en 2014 contre 8,9 % l'année

précédente. Bien que les derniers rapports annuels de l'ISP mettent en exergue le fait que l'Europe et les Etats-Unis totalisent ainsi à eux seuls 67 % des exportations d'équipements militaires suédois<sup>98</sup>, ils montrent également la pénétration plus avant des zones Asie et MENA (Moyen-Orient, dont Arabie saoudite et Afrique du Nord).



Les dernières données export communiquées par le groupe SAAB AB font état d'une part de 55 % des ventes 2014 réalisées hors marché domestique, principalement en Europe (19 %), Asie et Australie (17 % + 5 %), Amériques (12 %, ventilés 10 % Amérique du Nord + 2 % Amérique latine), et Afrique (2 %).

Sa filiale missilière (Dynamics) est la plus tendue vers l'export avec 85 % des ventes réalisées hors Suède, devant les BU Security&Solutions (73 %), et Electronic Defence Systems (71 %).

Sur un effectif total Groupe de 14 716 salariés, environ 2.600 sont localisés à l'étranger (dont Afrique du Sud 582, Etats-Unis 555 et Australie 301). En Europe (hors Suède), les principaux sites du groupe sont implantés au Royaume-Uni, Pays-Bas, République tchèque, Norvège, Allemagne et Danemark (soit un total ~ 770 salariés).

Hors avions de combat et sous-marins, SAAB AB compte également une offre export dans les domaines C2 et systèmes de reconnaissance et de surveillance (systèmes radar Arthur et Giraffe, Erieye), armements tactiques et systèmes de missiles (dont système d'arme sol-air transportable à courte portée RBS-70, missile anti-navire RBS15, arme anti-char AT4CS, système anti-char portatif Carl Gustav de 84mm), formation, SIGINT et systèmes sous-marins autonomes (depuis le rachat de la société britannique Seaeye), systèmes de camouflage (Barracuda MCS, ULCAS, SOTACS).

La région nordique&baltique, première en termes de CA, constitue une priorité pour le groupe (zone export intégrant la Pologne). La Finlande représente une cible privilégiée. Au-delà des ventes du groupe dans le domaine des systèmes d'entraînement, SAAB AB est également fournisseur de systèmes électroniques du groupe finlandais Patria (sur AMV 8x8), et entend bien proposer son appareil Gripen dans le contexte du renouvellement par la Finlande de sa flotte d'avions de combat (constituée de F-18). Le groupe vise aussi la Norvège, en phase de renouvellement de sa flotte de sous-marins. A l'avenir, les Etats baltes devraient acquérir de nouveaux systèmes radars.

Toujours en Europe, le groupe a de bonnes positions au Royaume-Uni (marchés long terme Entraînement & Simulation et contrats systèmes radars), tout en étant fournisseur de systèmes lance-roquettes AT4 des forces armées françaises (Roquette NG ; coopération avec Nexter). Le partenariat signé par la Suède avec la République tchèque et la République slovaque dans le domaine de la surveillance aérienne représente pour SAAB AB une opportunité de proposer son appareil Gripen à l'armée de l'Air slovaque. En Pologne, les opportunités relèvent des domaines missiles, navires de surface (plateformes et systèmes) et sous-marins.

En Asie, au-delà des clients export historiques, Australie (naval, C2) et Thaïlande (avions de combat Gripen et Saab Erieye), le groupe est présent en Inde (accords de coopération signés avec Mahindra Tech, HAL et le chantier naval Pipavav ; création en 2009 d'un bureau de liaison et d'un centre de R&D à Bangalore), proposant actuellement ses équipements (unités de contrôle, missiles, radar et C2) pour répondre aux besoins des armées en systèmes de défense antiaérienne. L'attention est également portée sur l'Indonésie, avec l'ouverture d'un bureau à Jakarta en 2013.

Depuis le mois d'août 2013, les activités des bureaux installés en zone Asie (Malaisie, Corée du Sud, Singapour, Japon, Indonésie, Australie et Chine) sont coordonnées par un siège dédié zone Asie&Pacifique, créé en Thaïlande à Bangkok.

#### **Cibles export Avion de combat et Sous-marin**

Sous-marin : Norvège, Pologne, Canada, Pays-Bas (Australie en tant que fournisseur de systèmes et équipements)

Avion de combat : Malaisie, Indonésie, République slovaque et Finlande (A horizon 15 à 20 ans, SAAB AB anticipe des ventes potentielles de 400 appareils)

<sup>98</sup> Sur la dernière décennie, selon le SIPRI, les principaux Etats acheteurs sont l'Afrique du Sud, la République tchèque, la Thaïlande, la Hongrie et plus récemment le Brésil. Les marchés export remportés par la Suède relèvent dans leur grande majorité du domaine aéronautique militaire (tiré en cela par la vente des avions de combat JAS 39 Gripen). Très en retrait, les autres transactions portent sur des systèmes de missiles et senseurs, suivis de contrats remportés dans le domaine naval et les véhicules blindés. Voir Annexe.

Si le Parti de l'Environnement a finalement obtenu la suppression de l'agence FXM (la partie contrôle export relevant de l'ISP), cette décision reste très critiquée par les industriels, en particulier par le président de l'association des industriels suédois de la défense (SOFF), Robert Limmergård. Ce dernier dit ainsi approuver les réflexions en cours sur une réforme du contrôle à l'export, mais craindre désormais une absence de coordination du soutien, dans un contexte concurrentiel exacerbé sur les marchés grand export : « *Having a strong defense industrial base means that Sweden can avoid being dependent on other countries. Without a coordinated export promotion, there is a risk that export opportunities and defense-related cost sharing advantages can be lost* »<sup>99</sup>.

### *Premiers pas hésitants à l'export en zone Moyen-Orient : l'Arabie saoudite ou le difficile retour à la réalité des marchés grand export*

Les tergiversations gouvernementales relatives à la remise en cause ou non d'un MoU sur la coopération militaire<sup>100</sup> avec l'Arabie saoudite illustrent la difficulté du nouveau gouvernement à appréhender les marchés export en zone Moyen-Orient. Pour rappel, la Suède et l'Arabie saoudite ont signé ce MoU en 2005, renouvelé en 2010 par le gouvernement Reinfeld. Il porte alors sur la notification de contrats à l'industrie de défense suédoise, dont la vente de l'avion de surveillance électronique Saab 2000 Erieye (premier appareil réceptionné en décembre 2014). Selon l'article 2 de l'accord, les domaines de coopération portent sur 1. Les produits militaires et la logistique (C3, systèmes et équipements dans le domaine de la guerre électronique et du SIGINT ; protection NRBC ; équipements de surveillance), 2. La formation (EW et SIGINT), 3. La R&D de défense (coopération FOI et instituts nationaux), 4. Les transferts de technologies (transferts d'expertise et de technologies en matière de maintenance des équipements, développement d'accords de co-production), 5. Les services médicaux militaires (formation). Or, cet accord expire en mai 2015.

Dans ce contexte, le Parti de l'Environnement a affiché, dès octobre 2014, son opposition au renouvellement, arguant du non-respect des droits de l'Homme par Riyad, considéré comme une dictature. Également principe fondateur de sa nouvelle politique étrangère dite « féministe », la ministre des Affaires étrangères, Margot Wallström, s'est montrée très critique à l'égard de l'Arabie saoudite, pointant, entre autres, les méthodes moyenâgeuses de la justice saoudienne, la répression des opposants et des militants pacifistes et les supplices imposés aux condamnés (contexte de l'emprisonnement du blogueur Raif Badawi, condamné à 10 ans de prison et 1000 coups de fouet). Ses déclarations ont suscité l'ire de l'Arabie saoudite, et l'opposition de Riyad à toute prise de parole de la ministre lors de la dernière rencontre de la Ligue arabe, au Caire, le 9 mars 2015. Ce n'est pas la première fois que cet accord de coopération est remis en cause. En mars 2012, le ministre de la Défense, Sten Tolgfors, avait dû démissionner après des révélations concernant un plan d'action destiné à aider l'Arabie saoudite à constituer un site de production de systèmes de missiles anti-char. Sous la pression du Parti de l'Environnement et de sa ministre des Affaires étrangères, le Premier ministre Löfven a annoncé, le 13 mars 2015, la non prolongation du MoU (expiration prévue le

---

<sup>99</sup> « Sweden to Shutter Arms Export Agency », *op. cit.*

<sup>100</sup> Memorandum of Understanding concerning Military Cooperation between the government of the Kingdom of Sweden and the government of the Kingdom of Saudi Arabia, SÖ 2005:59, Nr 59 Samförståndsavtal med Saudiarabien om militärt samarbete Stockholm den 15 november 2005.

15 novembre 2015)<sup>101</sup>, tout en affirmant que cela n'affectait en rien les relations commerciales hors défense.

C'était sans compter les mesures de rétorsion engagées par Riyad, rappel de son ambassadeur, non délivrance de visas et surtout menaces de mettre fin à d'importants contrats d'Ericsson et Skanska (en partie détenu par la famille Wallenberg<sup>102</sup>). Une trentaine de dirigeants d'entreprises et investisseurs suédois de premier plan, parmi lesquels Jacob Wallenberg (actionnaire du groupe SAAB AB), Stefan Persson (principal actionnaire de H&M), Leif Johansson (Ericsson) et Cristina Stenbeck (Kinnevik) ont appelé le gouvernement à la raison sous peine de décrédibiliser le pays en tant que partenaire commercial<sup>103</sup>, aux yeux de Riyad mais également des autres Etats de la région (d'ailleurs illustré par la décision des EAU de rappeler son ambassadeur) : « *To break the trade agreement would be to jeopardize Sweden's reputation as a trade partner and cooperation partner* »<sup>104</sup>.

Le 20 mars 2015, Margot Wallström a assoupli sa position dans une déclaration faite au Riksdag : « *We are keen to preserve and develop this relationship. [...] Saudi Arabia plays a key political role with respect to Palestine, Syria, Iraq, Libya and Yemen. It is emerging as an increasingly important aid donor and is significant in the fight against terrorism. Saudi Arabia is a member of the G20 and has an influential role in many international issues, including climate change negotiations. For all these reasons, it is important that our two countries have a good political relationship. Saudi Arabia is also an important business partner for many Swedish companies and a country that invests in Sweden* »<sup>105</sup>. Et finalement, le 27 mars 2015, un envoyé spécial du gouvernement suédois, Björn von Sydow délivrait un message aux autorités du Royaume faisant état des regrets exprimés par le roi Carl XVI Gustaf et le Premier ministre<sup>106</sup>. A la suite de cette visite largement couverte par les médias de la région, Margot Wallström annonçait, début avril 2015, un retour à la normale des relations bilatérales<sup>107</sup>.

Cette question des exportations d'armement à destination d'Etats non occidentaux, en particulier en zone Moyen-Orient (Arabie saoudite, Qatar, EAU) est restée ouverte dans le débat interne suédois jusqu'en juin 2015, date de la parution du rapport du comité parlementaire (*KEX Report*) relatif à la révision du contrôle export et à la meilleure prise en compte des critères liés aux droits de l'Homme et à la démocratie. Le *KEX Report* défend ainsi une ligne restrictive en matière de contrôle des exportations d'équipements de défense à destination d'Etats non démocratiques : « *Respect for human rights and the democratic status of the recipient country are key conditions in*

---

<sup>101</sup> « The Memorandum of Understanding with the Kingdom of Saudi Arabia on military cooperation will not be renewed », Ministère suédois de la Défense, 13 mars 2015.

<sup>102</sup> « Who are Sweden's powerful Wallenberg family? », *The Telegraph*, 21 juin 2014.

<sup>103</sup> « La Suède met fin à sa coopération militaire avec l'Arabie saoudite au nom des droits de l'Homme », *Le Monde*, 10 mars 2015.

<sup>104</sup> « Saudi defense accord sparks storm in Sweden », *Reuters*, 9 mars 2015.

<sup>105</sup> « We are keen to preserve and develop this relationship », Ministère suédois des Affaires étrangères, 20 mars 2015.

<sup>106</sup> « Swedish Government envoy in talks with the King of Saudi Arabia », Ministry for Foreign Affairs, 27 mars 2015.

<sup>107</sup> « Sweden claims ties with KSA back to normal », *ARAB NEWS*, 2 avril 2015.



*assessing applications for licences. A country's democratic status is assessed on the basis of the existence of democratic institutions, the country's respect for democratic processes and civic and political rights. The worse the democratic status, the less scope there is for licences to be granted. If serious and widespread violations of human rights or grave shortcomings in democratic status occur, they constitute obstacles to the granting of licences »<sup>108</sup>. Une fois appliquée, cette révision des pratiques de contrôle devrait, selon les membres du comité, avoir un impact majeur sur les industries nationales de défense. Dans la droite ligne du KEX Report, la non prolongation du MoU bilatéral Défense Suède/Arabie saoudite a été formellement annoncée, confirmant ainsi les déclarations faites le 13 mars 2015.*

## **Coopération Défense&Armement : la Suède un partenaire attractif ?**

*Revue de la dimension internationale et européenne de la politique de défense : analyse coûts/avantages des différentes formes de coopération*

La *Declaration on Defence Direction 2016-2020* rappelle, dans la droite ligne de la déclaration annuelle de politique étrangère réalisée devant le Parlement par la ministre des Affaires étrangères, Margot Wallström, le 11 février 2015, l'importance donnée à la coopération militaire dans le cadre UE et UN, ainsi qu'avec l'OTAN.

### **Déclaration annuelle de politique étrangère réalisée devant le Parlement par la ministre des Affaires étrangères, Margot Wallström, le 11 février 2015**

*« Sweden's voice in the world is stronger when joined with those of the other EU Member States. [...] The EU needs broader international engagement, a concerted global strategy and strengthened crisis management capabilities. Sweden will soon command the EU naval operation Atalanta, and a Swedish-led rapid reaction force – the Nordic Battlegroup – stands ready for deployment by the EU during the first half of 2015.*

*We cooperate within the EU – and the EU must cooperate with others. **Strong and concerted EU action is in our interests.** Sweden will strive for better European dialogue with other regions and countries. In more uncertain times, close transatlantic collaboration between the EU and the United States is particularly important. [...]*

*Sweden's security policy remains firmly in place. Threats to peace and to our security are best averted collectively and in cooperation with other countries. Sweden does not participate in any military alliance. It is impossible to imagine military conflicts in our region that would affect only one country. Sweden will not remain passive if another EU Member State or Nordic country suffers a disaster or an attack. We expect these countries to act in the same way if Sweden is affected. Our country must therefore be in a position to both give and receive support, civilian as well as military.*

*While the situation in our neighbourhood makes it necessary to strengthen Sweden's defence capabilities, **we are continuing to develop our military cooperation: with Finland, with our other Nordic neighbours, with the Baltic countries and with NATO.** In the latter case we, together with Finland and others, are now taking new steps as part of an upgraded partnership. Sweden will continue its active engagement and participation in international operations under the aegis of the UN, the EU, NATO and the OSCE »<sup>109</sup>.*

---

<sup>108</sup> Krigsmaterielexportöversynskommittén, *Skärpt exportkontroll av krigsmateriel* (SOU 2015:72), p. 63.

<sup>109</sup> Wallström Margot, *Déclaration annuelle de politique étrangère*, Riksdag, 11 février 2015.



Si l'opposition avait précédemment sollicité un examen des tenants et des aboutissants d'une possible adhésion à l'OTAN, le nouveau gouvernement a proposé aux partis de centre-droit, dans le cadre des discussions menées en avril 2015, de réaliser une revue de la dimension internationale et européenne de la politique de défense. Le cahier des charges de cette étude, menée sur un an par un expert indépendant, tel que présenté dans le communiqué du ministère de la Défense, devra mettre l'accent sur une analyse coût/avantages des différentes formes de coopération, mais sans évaluer les conséquences de la non adhésion de la Suède à une alliance militaire. Peter Hultqvist a été sans ambiguïté sur ce point, d'autant que le Premier ministre Stefan Löfven y est clairement opposé.

***Terms of Reference: An analysis on the development Swedish defence and security policy***

*The government will commission an expert whom, based on an independent perspective, will prepare a report that analyses*

- *the meaning of various forms of cooperation and/or membership with countries and organizations,*
- *as well as advantages and disadvantages thereof regarding Swedish defence and security policy, both current and in the future.*
- *The analysis should not evaluate the fact that Sweden is not a member of a military alliance.*
- *It will include, for example, the relationship to the Nordic States, Nordic-Baltic and bilateral Swedish-Finnish cooperation, as well as the transatlantic link, UN, EU, OSCE and NATO.*

Soulignons que le texte de la Déclaration on Defence Direction 2016-2020 aborde de manière positive le renforcement de la coopération avec l'OTAN : « *The expansion of NATO has been beneficial to security in Europe, including for Sweden. [...] our co-operation with NATO gives us the opportunity to increase our military capabilities. [...] NATO is the only organization that has a developed ability to lead and conduct demanding military operations. [...] The government wants to extend its co-operation with NATO by increasing Swedish participation in NATO's most advanced and complex exercises, especially within the framework of NATO's quick response force, as well as in NATO's recurring large-scale exercises »<sup>110</sup>.*

Ces grandes orientations présentées fin avril 2015 s'inscrivent dans les pas du rapport rédigé par l'ambassadeur Tomas Bertelman, *International Defence Cooperation. Efficiency, Solidarity, Sovereignty*<sup>111</sup>, publié en octobre 2014, lequel s'appuie sur les conclusions d'une commission parlementaire neutre sur la défense de 2013<sup>112</sup>. Ce dernier établit ainsi que quelles que soient les alternatives et options privilégiées, elles présupposent toutes pour la Suède un accroissement de la coopération dans le domaine de la défense. Si jusqu'ici la tendance a été à une spécialisation des fonctions et des missions des forces armées dans un contexte budgétaire contraint, un retour à une défense forte en toutes circonstances avec une augmentation en conséquence de l'effort budgétaire, n'est pas envisageable. Cette réalité renforce la contradiction entre les trois principes fondateurs de la politique de sécurité suédoise, « Efficacité, Solidarité et Souveraineté ». Les limitations à la coopération pour des questions de souveraineté nationale s'avèrent ainsi de plus en plus mises à l'épreuve, et difficilement tenables :

---

<sup>110</sup> « Sweden eyes closer defence ties with Nato », *thelocal.se*, 23 avril 2015.

<sup>111</sup> *International Defence Cooperation. Efficiency, Solidarity, Sovereignty*. Report from the Inquiry on Sweden's International Defence Cooperation, Fö 2013:B.

<sup>112</sup> Ministry Publication Series Ds 2013:33. *Vägval i en globaliserad värld (Choices in a globalised world)*, pp. 218–219. Stockholm: Ministry of Defence, Defence Commission.

« *Sweden's economic situation does not allow us independently to raise budget appropriations in order to recreate anything resembling a strong defence relative to our circumstances. [...] Consequently, in the event of a conflict we are dependent on support from outside. [...] For its national defence, Sweden therefore has to rely on cooperation with other countries, which mainly means NATO and countries that are members of NATO* »<sup>113</sup>. Le diplomate suédois en appelle à un examen des conséquences d'une adhésion à l'OTAN, proposant de conduire une analyse conjointe avec la Finlande, les deux pays partageant les mêmes opportunités et les mêmes limitations dans le domaine de la coopération défense à l'international.

### *Coopération dans la région de la mer Baltique, axe Suède-Finlande, et relations avec les Etats tiers*

Le texte de la *Declaration on Defence Direction 2016-2020* fait état de la volonté de la Suède de privilégier la coopération nordique en matière de défense (Norvège, Finlande, Danemark) et avec les Etats Baltes (Lettonie, Lituanie, Estonie). En bilatéral, le renforcement des relations défense/armement avec la Finlande apparaît comme un objectif prioritaire.

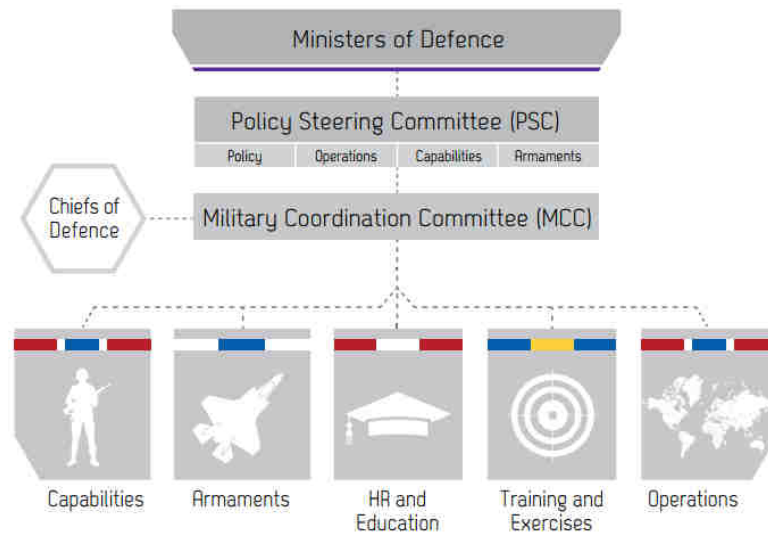
Dans son rapport, Tomas Bertelman avait également mis l'accent sur la coopération dans la région de la mer Baltique (considérant également l'Allemagne et la Pologne), comme un complément à la coopération existante avec l'UE et l'OTAN (en aucun cas en remplacement) : « *Sweden should seek to promote closer political, economic and military integration between the Nordic and Baltic countries and Germany and Poland. We are all neighbours in a common security policy environment around the Baltic Sea* »<sup>4</sup>. Il notait toutefois la fragilité de la coopération nordique étant donné les divergences d'orientations des différents pays de la zone dans le domaine de la défense et de la sécurité, en particulier sur le volet adhésion à une alliance militaire. La Suède et la Finlande sont membres de l'UE mais pas de l'OTAN, quand la Norvège ne fait partie que de l'alliance militaire et le Danemark est membre des deux organisations internationales tout en bénéficiant d'une clause d'exemption (*opt-out*) dans le domaine de la PSDC. Franchir une étape porteuse d'économies réelles (sous-tendues par une logique d'intégration) signifierait pour Tomas Bertelman de difficiles choix politiques voire la volonté de sacrifier certains intérêts nationaux.

Le nombre limité et le périmètre restreint des actions menées dans le cadre de l'initiative NORDEFECO (*Nordic Defence Cooperation*) illustrent cette fragilité et le gap existant entre la rhétorique adoptée par les gouvernements des pays nordiques et la pratique.

---

<sup>113</sup> Ministry Publication Series Ds 2014:20. Försvaret av Sverige. Starkare försvar för en osäker tid (The Defence of Sweden. Stronger defence for uncertain times), p. 86. Stockholm: Ministry of Defence, Defence Commission.

### NORDEFECO (Nordic Defence Cooperation)



Depuis 2009, date de son lancement, la coopération dans le cadre NORDEFECO (Norvège, Finlande, Danemark, Suède, Islande) se sera concrétisée par la tenue de rencontres à haut niveau (politique et militaire), l'organisation d'exercices militaires (armée de l'Air essentiellement, plus marginalement dans le domaine naval) et d'entraînement, ainsi que l'établissement de dispositifs de gestion de crise. Le *Combined Joint Exercise Plan* (CJNEP) pour les Etats nordiques est désormais étendu aux Etats Baltes (CJNBEP). Si à ce jour, en matière d'armement, les Etats partenaires n'ont pas initié de programmes communs d'équipement, des projets ont été concrétisés dans les domaines soutien logistique, MCO et achats en commun. 14 groupes de travail mènent actuellement des réflexions sur les capacités et la coopération armement. Les groupes établis les plus récemment portent sur les thèmes *Geospatial Systems*, *Diving Systems*, *Camp Management*, et *Long Range Precision Engagement*<sup>114</sup>. Un dialogue avec les associations d'industriels des Etats participants à NORDEFECO (FAD, AFDA, FSI, SOFF) est désormais formalisé au sein du *Joint Nordic Defence Industry Cooperation Group* (JNDICG ; présidé en 2015 par l'association suédoise SOFF)<sup>115</sup>.



Censé représenter un exemple de coopération dans le domaine du développement et de la production d'équipement, le **système d'artillerie autopropulsé Archer** a subi, à l'automne 2013, la sortie d'un des deux partenaires au programme, en l'occurrence la

Norvège (intention de commandes de 24 unités), et ce, quelques semaines après la livraison des quatre exemplaires de pré-série.

Lancé en 2006 par la Suède (rejoint en 2008 par la Norvège), le programme Archer est basé sur le système Howitzer 77B de BAE Systems Bofors AB (châssis Volvo A330E). Totalisant initialement des intentions de commandes de 48 unités (2x24), le MOU prévoyait le

<sup>114</sup> *Nordefco Annual Report 2014*, février 2015. Voir également *NORDEFECO Action Plan for 2014-2017*.

<sup>115</sup> Voir *NORDEFECO Concept for Industry Dialogue*, 22 janvier 2015.

partage des coûts de développement et de production entre les deux partenaires, ainsi que la réalisation en commun de la formation, de l'entraînement et de la maintenance.

Désormais programme national, le FMV a finalisé, le 17 juin 2014, un nouvel accord avec le maître d'œuvre prévoyant le début des livraisons en 2016, à raison de deux systèmes par mois<sup>116</sup>.

Aujourd'hui, à défaut de s'entendre sur le développement et la production d'équipements de nouvelle génération, les Etats adoptent une approche plus pragmatique orientée sur les acquisitions en commun de matériels, à des fins de réduction de coûts mais également d'interopérabilité (systèmes communs pour les exercices et les entraînements). Par exemple, la Norvège (*Norwegian Armed Forces Logistics Organisation-FLO*) et la Suède (FMV) ont signé fin mai 2014 un accord-cadre comprenant trois arrangements relatifs à l'acquisition de plusieurs variantes de camions lourds, un contrat de type *Contractor Logistic Support (CLS)*, et une première tranche portant sur 300 véhicules (première livraison en 2016). En novembre 2014, la Finlande a fait part de son souhait de rejoindre cette initiative. Autre exemple, la signature d'un contrat de MCO long terme par le Danemark et la Norvège avec Marshall Aerospace relatif aux inspections et maintenance de leurs appareils C-130J. Dans le contexte de la mission de l'ONU au Mali, la Suède et la Norvège se sont entendues sur l'option d'un leasing de deux camps de base en lieu et place d'une acquisition, jugée plus coûteuse.

A la présidence de NORDEFECO en 2015, la Suède entend profiter de ce statut privilégié pour dynamiser cette structure de coopération. Lors de la dernière rencontre des ministres de la Défense des Etats partenaires, organisée les 10 et 11 mars 2015 à Arvidsjaur et Luleå en Suède, Peter Hultqvist a ainsi rappelé la priorité donnée à ce cadre de coopération et son ambition d'y associer plus avant les Etats Baltes : « *Nordic defence cooperation is a priority for Sweden. NORDEFECO aims to strengthen each nation's defence capability and promote our common security.[...] Sweden is taking over the Chairmanship of NORDEFECO in 2015 with the ambition of deepening both Nordic and Nordic-Baltic defence cooperation* »<sup>117</sup>. Les discussions ont porté sur l'entraînement des forces, les opérations internationales et la coopération en matière de cyberdéfense.

#### Sweden's priorities during its Chairmanship of NORDEFECO in 2015

- **Policy** - strengthen Nordic cooperation through increased information sharing and deepen cooperation with the Baltic States.
- **Capability development** - enhance cooperation between the Nordic countries by e.g. strengthening air and maritime surveillance.
- **Armaments** - identify common systems and legislation concerning armament purchasing and develop guidelines.
- **International operations** - establish a common approach at political and military level to facilitate joint Nordic contributions.

---

<sup>116</sup> « New Delivery Agreement for Archer », FMV, 18 juin 2014.

<sup>117</sup> « Sweden assumes Chairmanship of Nordic Defence Cooperation in 2015 » *Ministry of Defence*, 14 janvier 2015.

Les ministres de la Défense suédois, finlandais, norvégien et danois ainsi que le ministre des Affaires étrangères islandais ont amendé un accord-cadre préexistant relatif à la coopération dans le domaine des équipements. Cet accord cadre a été révisé à l'aune de l'adaptation du cadre réglementaire des Etats signataires dans le contexte de la transposition des directives MPDS et TIC. Les nouvelles dispositions permettront de faciliter les acquisitions communes, tout en prenant davantage en compte la sécurité d'approvisionnement et le contrôle export. Les discussions ont également permis de cibler un certain nombre d'actions communes, des exercices militaires (aériens et navals), au partage du renseignement, à la mutualisation de certaines capacités voire au lancement de coopérations industrielles. De plus, ces mêmes représentants gouvernementaux ont signé une tribune commune, parue dans la presse le 10 avril 2015, annonçant leur intention de renforcer la coopération militaire<sup>118</sup> face à une Russie prête « à utiliser des moyens militaires pour atteindre ses objectifs politiques, même en violation des principes du droit international ». Ils relèvent ainsi une augmentation des exercices militaires russes et une intensification des activités de renseignement dans la région de la Baltique et les régions du Nord, d'où la nécessité d'une « coopération plus étroite en Europe du Nord et une solidarité avec les pays baltes ».

Parmi les opportunités de coopération, se trouve rappelée la proposition d'organiser au nord de la Suède des exercices militaires aériens, en complément de l'exercice *US Red Flag*. Les Etats baltes ne disposant pas de forces aériennes, ce type d'exercices serait l'occasion de renforcer la coopération entre la Suède et les Etats membres de l'OTAN qui participent à la protection de l'espace aérien des pays Baltes via la mission *Baltic Air Policing* de l'Alliance.

Pour la Suède, en sus d'intégrer à ces actions de coopération le Danemark, il s'agirait également de mener des entraînements transfrontaliers dans le sud de la zone, en impliquant régulièrement les forces aériennes allemandes et polonaises.

**Déclaration commune des ministres de la Défense suédois, finlandais, norvégien et danois,  
et du ministre des Affaires étrangères islandais, 10 avril 2015**

*“Russia has increased her military exercises and intelligence operations in the Baltic Sea region and the High North. Russian military activities are occurring close to our national borders (and several violations of the territorial integrity of states around the Baltic Sea have taken place). Of particular concern are those activities, by Russian military aircraft, reducing the safety of civilian air traffic. Russian military exercises and intelligence operations in our region have increased, particularly in the Baltic Sea region. [...]*

*The Nordic countries meet the present situation through **solidarity and enhanced cooperation**. Our cooperation is built on shared values and a determination to address our challenges together. [...] **Our approach is defensive**. [...]*

*The security situation in the Nordic region is also affected by several other issues, including our dependence on international trade, the threat of cyber-attacks and terrorism, as well as the effects of climate change. [...].*

*At the Nordic Defence Ministerial meeting in Arvidsjaur on March 10th, we decided to enhance the possibilities to monitor the development in our region.*

- *This includes both **air- and sea-surveillance**. The aim is to share information on activities in our air space, improve pre-warning communication and reduce the risk of unexpected events and possible misunderstandings.*
- *Moreover, we decided to continue exchanging information and experiences on how to counter **cyber-attacks**.*

*In order to effectively act together in a possible future crisis, it is essential to be prepared through **training, education and exercises**. [...] Within the field of air training the already established Cross Border Training is*

---

<sup>118</sup> « Taking steps towards enhancing the cooperation on defence », *Dagens Nyheter*, 10 avril 2015.



a model to build on. The possibilities to organize a more complex air exercise, a **Northern Flag**, will also be explored. [...].

Qualified exercises will ensure that other countries and organisations are offered opportunities to become familiar with our region and its specific conditions. In particular, this will be demonstrated through the **NATO High Visibility Exercise in Norway 2018**.

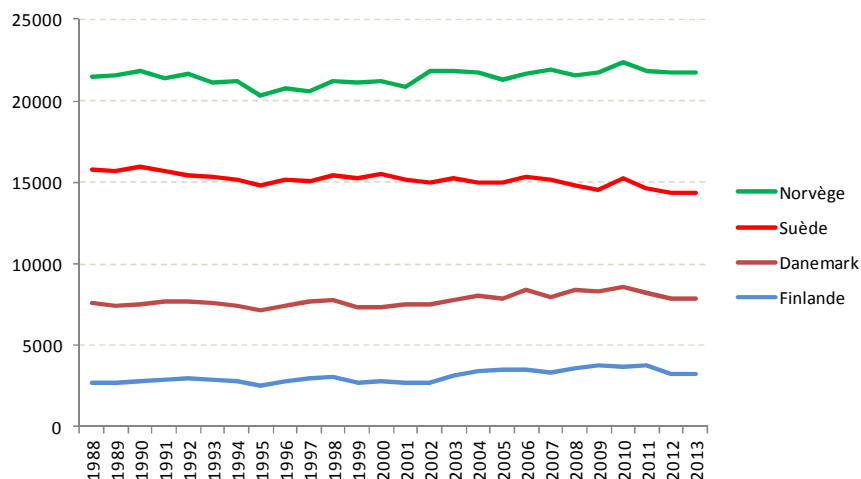
Through international operations, in Afghanistan, Mali and Iraq, we continue to develop our collaboration, ensuring cohesion and coordination, in an effort to improve the coordination of our civilian and military contributions. Nordic countries are actively involved in the discussions on how to further improve UN peacekeeping operations.

We have established a programme for defence capacity building, where we, together with the Baltic States, can offer contributions to the reform of the defence sector in participating countries.

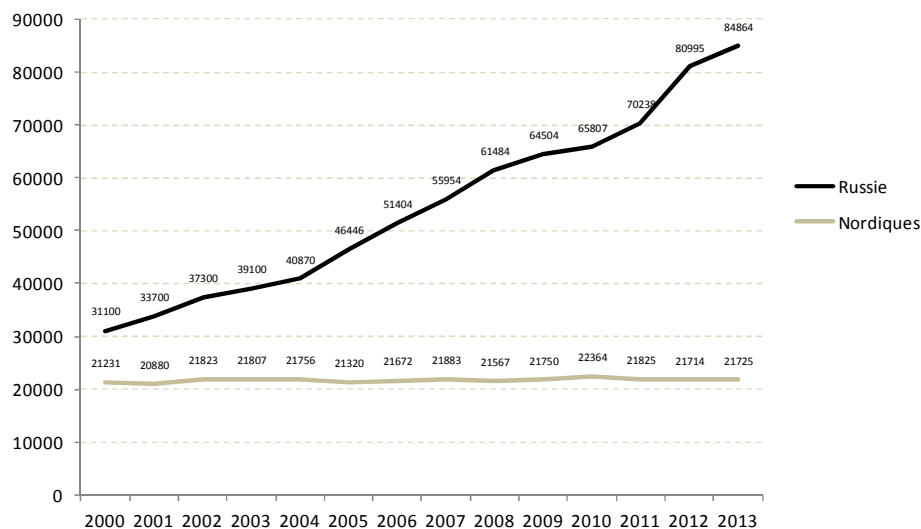
**The Nordic Defence Industry Agreement has undergone a process of revision and modernisation.** The Agreement has now been signed, which constitutes an important milestone. It provides the framework for provisions on **Security of Supply** and specific measures that are important in case of a crisis or conflict, for provisions on certain simplifications concerning the application of defence industrial cooperation, and provisions aiming on **facilitate trade in defence equipment** between the Nordic countries.

[...] The Nordic cooperation complements already existing cooperation within the EU and NATO aimed at increased security in our region. [...]"

**Etats nordiques : évolution des dépenses de défense 1988-2013 (SIPRI ; constant US dollar 2011)**

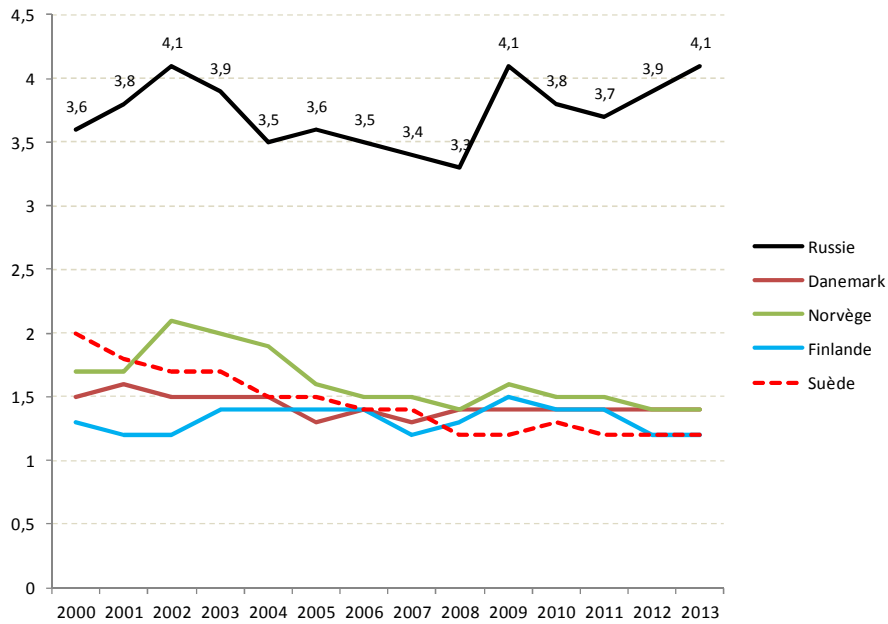


**Etats nordiques (cumulés) vs Russie : évolution des dépenses de défense 2000-2013**





**Etats nordiques (cumulés) vs Russie : effort de défense en %PIB**



Au-delà de cette coopération multilatérale avec ses Etats voisins, la Suède cherche à consolider, en parallèle, ses relations bilatérales défense et armement, ciblant plus particulièrement la Finlande, un Etat également non membre de l'OTAN. Cet axe retrouve une nouvelle vigueur depuis deux ans suite à la rencontre, le 11 novembre 2013, des ministres de la Défense *Karin Enström (Suède)* et *Carl Haglund (Finlande)*, lesquels ciblerent alors trois axes de coopération à développer : capacités militaires (harmonisation de l'approvisionnement du matériel militaire, voire coordination des achats), gestion de crise et exercices en commun. Rappelons qu'au début des années 2000, les deux Etats ont structuré leur coopération en matière de surveillance maritime en Baltique autour de l'initiative *Surveillance Cooperation Finland-Sweden (SUCFIS)*, rejoints depuis par le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, et la Lituanie en 2008, par la Pologne et la Lettonie en 2009, par le Royaume-Uni en mars 2015. Renommée depuis SUCBAS (*Sea Surveillance Co-operation Baltic Sea*), cette coopération vise les objectifs suivants : « *The aim of the co-operation is to enhance Maritime Situational Awareness benefiting maritime safety, security, environmental and law enforcement activities in the region by sharing relevant maritime data, information and knowledge between the participants* »<sup>119</sup>. Bénéficiant ainsi d'une relation de coopération historique, la Suède et la Finlande ont adopté, en mai 2014, un plan d'action renforçant la coopération militaire en temps de paix<sup>120</sup>.

En février 2015, le successeur de Karin Enström, Peter Hultqvist, franchit une étape supplémentaire en signant avec son homologue finlandais, Carl Haglund, un nouvel accord de coopération militaire en temps de crise, lequel envisage pour la première fois de mener des opérations militaires conjointes en cas d'attaques. Peter Hultqvist affirme ainsi « *By planning for various crisis scenarios, we create preparations to use them in a given situation. Whether or not we end up implementing these proposals is a decision*

<sup>119</sup> [sucbas.org](http://sucbas.org).

<sup>120</sup> Annex to government decision of 16 April 2014 (Fö no 2). « Action Plan for Deepened Cooperation between Finland and Sweden ».

*that has to be made at government level in that situation and then confirmed by the parliaments in the two countries* »<sup>121</sup>. Si les domaines de coopération restent à déterminer, ils pourraient concerner les communications, le partage de bases militaires et bases navales, la formation d'unités communes (*joint army brigade or joint naval unit*) s'entraînant ensemble (sans aller jusqu'à une fusion des forces armées), le MCO des hélicoptères et des chars ainsi que des acquisitions communes. Si les deux ministres de la Défense rappellent qu'il ne s'agit pas d'une alliance militaire formelle, la seule limite à cette coopération relève de l'autonomie de décision<sup>122</sup>. Cependant, pour Peter Hultqvist, les capacités des deux pays combinées ne sauraient représenter une alternative crédible et indépendante en cas d'attaque menée par un agresseur puissant.

Après la Finlande, la Suède se rapproche également du Danemark, formalisant début mars 2015 un accord de coopération militaire en temps de paix, ayant notamment pour objectif, selon Peter Hultqvist, de développer la coopération entre la Marine et l'armée de l'Air des deux pays (échange d'informations, accès aux eaux territoriales et à l'espace aérien de l'autre pays), ajoutant que ce renforcement de la coopération militaire avec les voisins nordiques ne signifiait pas une éventuelle adhésion à l'OTAN : « *Le développement de la coopération bilatérale et multilatérale avec les pays nordiques renforcera la défense nationale ainsi que la capacité de mener des opérations dans notre région et au-delà. Une coopération plus étroite avec le Danemark s'inscrit dans le cadre d'une coopération plus forte avec nos voisins nordiques qui renforcera la sécurité dans notre région* »<sup>123</sup>.

Dans le domaine des équipements, plus particulièrement sur le segment avion de combat, des discussions auraient été initiées entre la Finlande et la Suède concernant une éventuelle acquisition du Gripen E (la Finlande est équipée d'une flotte d'appareils américains F-18 Hornet). Cette option ouverte avec la Finlande intervient quelques mois après le retrait de l'offre Gripen de la compétition en cours au Danemark (retrait effectif en juillet 2014)<sup>124</sup>.

S'agissant de la coopération avec les Etats tiers (hors zone nordique), la *Declaration on Defence Direction 2016-2020* souligne la priorité donnée à l'approfondissement de la coopération avec les Etats-Unis : « *As the US is a world leader in terms of military capability development, this area should be prioritized to Sweden's defence co-operation* »<sup>125</sup>. En matière d'armement, les deux Etats sont *de facto* liés, étant donné que 50 % des systèmes et des sous-systèmes intégrés à l'avion de combat Gripen sont d'origine américaine (donc soumis aux règles ITAR). En outre, la zone Amérique du Nord représente 12 % du CA 2014 du groupe SAAB AB<sup>126</sup>, lequel a signé avec Boeing, fin 2013, un accord de partenariat *Joint Development Agreement* (JDA) portant sur le co-développement et la co-production d'une nouvelle génération d'avions d'entraînement T-X en vue du prochain appel d'offres de l'USAF (350 appareils, en

---

<sup>121</sup> « Sweden and Finland in joint military 'war' plan », *The Local*, 19 février 2015.

<sup>122</sup> « Finnish, Swedish defence ministers present report on defence cooperation », *BBC Monitoring European*, 24 février 2015.

<sup>123</sup> « Sweden and Finland in joint military 'war' plan », *The Local*, 19 février 2015.

<sup>124</sup> « Saab bows out of Danish fighter procurement competition », *Jane's Defence Industry*, 22 juillet 2014.

<sup>125</sup> « Sweden eyes closer defence ties with Nato », *TheLocal*, 23 avril 2015.

<sup>126</sup> SAAB AB emploie 555 salariés sur 5 sites aux Etats-Unis.

remplacement des Northrop T-38 Talon<sup>127</sup>, RFQ attendu en 2016). Les deux groupes coopèrent également dans le cadre de l'adaptation de la *Small Diameter Bomb I* pour un lancement à partir d'un système d'artillerie terrestre (*Ground Launched Small Diameter Bomb* ou GLSDB) et non plus seulement d'une plateforme aérienne<sup>128</sup>.



Les Etats-Unis constituent une cible export historique. La décennie 2000 marque ainsi une montée en puissance progressive : création de Saab North America en 2009, rachat



de PME spécialisées comme Sensis en 2011 (fournisseur de systèmes de gestion du trafic aérien), installation de la filiale Saab Barracuda (produits de camouflage), implantation réussie de Saab Aircraft Leasing (gestion de plus de 100 avions Saab 340 et Saab 2000), partenariat avec Lockheed Martin dans les domaines des systèmes d'entraînement et des prestations de soutien aux forces armées américaines ainsi que des systèmes C2 à la Marine canadienne, fourniture/MCO/Adaptation de systèmes radar (dont AN/SPS-49) et de systèmes sous-marins autonomes (lutte anti-mines<sup>129</sup>) à l'US Navy. En octobre 2014, le groupe suédois a présenté la dernière version de son système anti-char portatif, le **NG Carl Gustav M4** (ou M3A1 MAAWS sur le marché américain), lors du Salon AUSA<sup>130</sup>. L'US Army et les forces spéciales sont des clients historiques de la version précédente M3 (également achetée par plus de 40 Etats clients). Un contrat cadre de 5 ans a ainsi été signé avec l'*U.S. Special Operations Command* (SOCOM) prévoyant l'acquisition de systèmes Carl Gustav pour un montant de 1,3 G\$.

Si les axes de coopération avec d'autres Etats ne sont pas encore clairement établis par l'actuel gouvernement, le rapport Bertelman souligne que la coopération avec des Etats tiers, voire non membres de l'UE, est tout aussi importante que celle à l'œuvre dans la zone nordique/mer Baltique, et dans certains cas supérieure, eu égard aux relations tissées sur les segments avions de combat, systèmes radar et sous-marins. Dès lors, d'un point de vue strictement économique et financier, Bertelman note : « *The possibility of sharing the costs of developing and maintaining key but expensive systems such as*

<sup>127</sup> Le Gripen E pourrait être proposé, face au T-50 de Lockheed Martin et Korea Aerospace Industries, au Hawk de BAE Systems et au M-346 d'Alenia/GD. A terme, une entrée dans le jeu d'Embraer ne serait donc pas surprenant.

<sup>128</sup> « Boeing, Saab Adapt Air Launched Small Bomb for Ground Launch. Test proves effectiveness of new rocket artillery capability », *Boeing Press*, 10 mars 2015.

<sup>129</sup> « Saab to deliver new underwater capability to the US underwater hazardous device teams », *SAAB AB Press Release*, 29 octobre 2014.

<sup>130</sup> « Saab launches NG Carl-Gustaf M4 at AUSA », *SAAB AB Press Release*, 22 octobre 2014.

*combat aircraft and submarines with other countries yields savings far bigger than those that can be achieved through more down-to-earth integration in the form of many small-scale Nordic cooperation projects. Consequently, [...] the countries, including non-European countries, which Sweden cooperates with on combat aircraft or submarines are at least as important as our Nordic neighbours »<sup>131</sup>.*

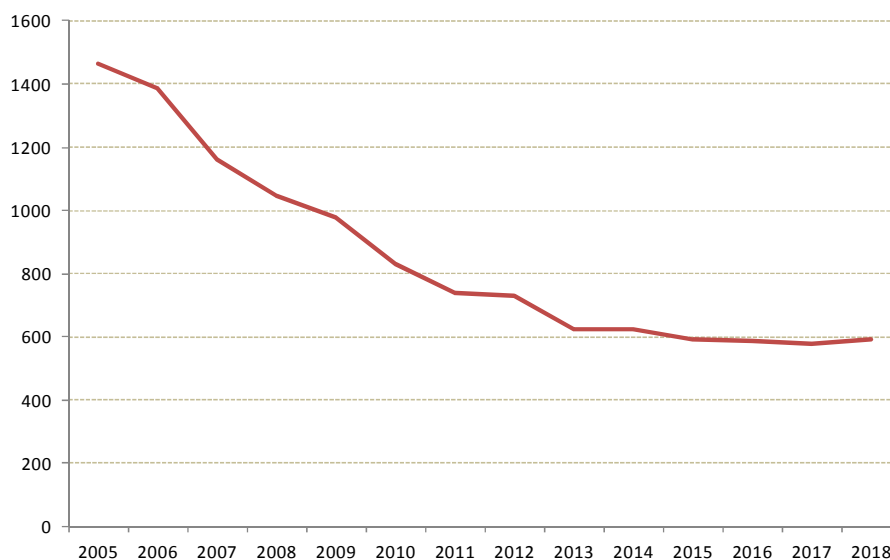
### *Décroissance des financements de R&D et moindre attractivité de la Suède*

Dans un contexte de baisse des crédits publics dans le domaine de la R&D de défense (dont R&T), Bertelman alerte également les autorités sur les conséquences de cette situation en termes d'attractivité de la Suède pour d'éventuelles coopérations en matière d'équipement de défense :

*« A more serious development in terms of our cooperation capability is the effect of persistently eroding defence appropriations on the level of domestic R&D [...] Decreasing development budgets have made Sweden less interesting as a cooperation partner than previously. [...] The conclusion for the development of equipment is the same as for Swedish defence capabilities as a whole: our resources and our capabilities are decreasing in relative terms, and our dependence on cooperation is increasing correspondingly. In terms of the development of equipment, we are in a weaker position than previously »<sup>132</sup>.*

Comme l'illustre le graphique ci-après, les dépenses relevant de l'agrégat R&T de défense (études amont) se sont véritablement effondrées depuis 2005, conséquence d'une réorientation radicale de ce type de financement vers des aspects plus opérationnels. De 4 % du budget de la Défense en 2005, la R&T de défense ne représente plus désormais qu'une part de 1,5 %, passant ainsi sous le seuil des 2 % fixé par l'AED. A horizon 2018, il est question de stabiliser le niveau des financements publics autour de 600 MSEK (contre 1,5 MdsSEK en 2005...).

**Defence R&T funds 2005-2013**  
(2016-18 preliminary plans : MSEK)

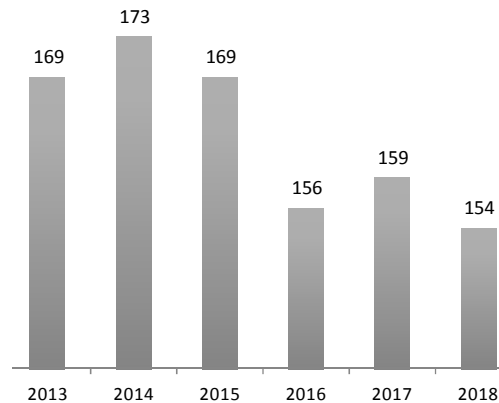


<sup>131</sup> *International Defence Cooperation. Efficiency, Solidarity, Sovereignty*, Report from the Inquiry on Sweden's International Defence Cooperation, Fö 2013:B.

<sup>132</sup> *Op. cit.*, p. 58.

Le FOI, entité gouvernementale rattachée au ministère de la Défense ayant pour principale fonction de réaliser des activités de recherche amont (800 employés ; CA 2014 de 850 MSEK), est directement touché par cette chute des financements étatiques, lesquels devraient se stabiliser dans une fourchette de 150-160 MSEK à partir de 2016 (toutefois, un point bas historique pour l'organisation). Difficile dans ce contexte de maintenir un socle de compétences R&T sur l'ensemble des segments technologiques considérés comme stratégiques.

**FOI : MoD budget 2013-2018 (MSEK)**

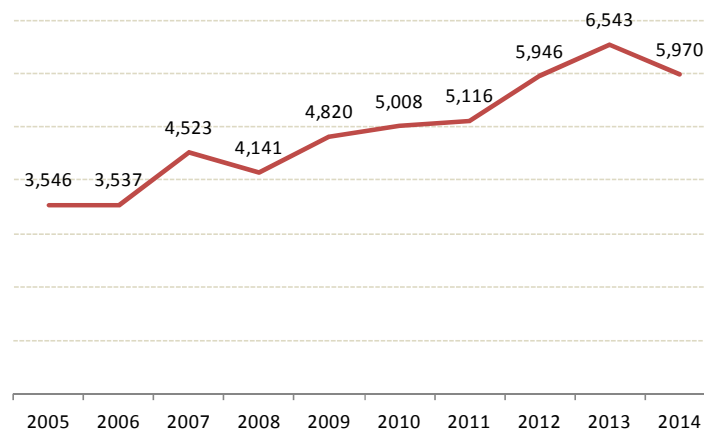


Le gouvernement Löfven a multiplié ces derniers mois les déclarations sur l'importance de la coopération internationale dans le domaine de l'armement (dont R&T), et ce, en privilégiant tout autant le cadre AED, OTAN ou encore les coopérations bi et multilatérales avec la Finlande, la Norvège et d'autres Etats autour de la mer Baltique, ainsi que les Etats-Unis. Le FMV a reçu pour mandat d'analyser comment les propositions émises lors du Conseil européen Défense de décembre 2013 pourraient guider les discussions du Conseil européen de juin 2015, relatives à la coopération armement. En situation budgétaire contrainte, toute la difficulté est ici pour la Suède d'apparaître comme un partenaire crédible, et non comme un Etat souhaitant profiter des avantages de la coopération (apports de financements externes, transferts de technologies) sans en partager les efforts.

Pour SAAB AB, l'apport de financements externes (étrangers en particulier) est devenu un enjeu majeur, condition du maintien des compétences internes sur un certain nombre de niches d'excellence.

Historiquement tirées par le domaine aéronautique (programme Gripen), les dépenses de R&D du groupe représentent en 2014 une part de 25 % du CA, soit 5,970 MSEK, en baisse par rapport à 2013 (28 % ; 6,543 MSEK), après plusieurs années de hausse.

**SAAB AB : R&D Costs, 2005-2014 (MSEK)**



Comme le rappelle le dernier rapport annuel du groupe, « *The large part of R&D is done in close co-operation with customers, including the development of the new generation Gripen* »<sup>133</sup>. En 2014, au-delà du Gripen E, les efforts de R&D du groupe se sont concentrés sur l'intégration des technologies AESA à l'offre de systèmes radars (offre radars multifonctions de dernière génération, notamment le Giraffe 4A qui combine les technologies éprouvées des produits Arthur et Giraffe AMB, et désormais doté d'un nouveau senseur basé sur les technologies AESA), ainsi que sur le développement de la 4<sup>ème</sup> génération de système anti-char portatif Carl Gustav, le CG M4 (commercialisé fin 2014). Des investissements supplémentaires ont également été réalisés dans le cadre du projet X-Trainer, mené avec Boeing.

**Offre de 5 nouveaux radars (surface, naval), dont**

**Giraffe 4A**



**SEA Giraffe 4A**



<sup>133</sup> SAAB AB, *Annual Report 2014*, 2015.



## CG M4



Partie prenante de l'équipe industrielle en charge du programme de démonstrateur d'UCAV nEUROn (Etats partenaires : France, Italie, Suède, Espagne, Grèce et Suisse), sous maîtrise d'œuvre de Dassault Aviation, SAAB AB a réalisé le fuselage avant et central (livraison en 2011). Le premier vol du démonstrateur a eu lieu le 1<sup>er</sup> décembre 2012, à Istres. Après des essais menés en France et achevés en mars 2015 (100 vols), une seconde phase d'évaluation devrait être conduite en Italie et en Suède<sup>134</sup>. Toutefois, en situation de concurrence frontale à l'export sur le segment Avion de combat, et face à l'option privilégiée par la France de consolider la coopération avec le Royaume-Uni (programme FCAS), le lien de partenariat SAAB AB et Dassault Aviation demeure ténu et peu susceptible de se renforcer à court et moyen terme.

Sur le segment missiles, le groupe est impliqué dans le programme de missile air-air longue portée Meteor (Etats partenaires : Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie, Suède, Espagne), sous maîtrise d'œuvre MBDA-UK. Conçu pour être utilisé à partir du Rafale, de l'Eurofighter et du JAS 39 Gripen, les essais d'intégration du missile sur l'appareil suédois ont été menés par SAAB AB et le FMV, et achevés mi-2014 (intégration prévue sur Gripen C/D et dans le cadre du programme de modernisation MS20). En 2016, l'armée de l'Air suédoise deviendra ainsi la première force aérienne à mettre en œuvre le Meteor, également emporté à terme par les futurs Gripen E (et Gripen NG, selon les options privilégiées par le client brésilien). Le développement du programme Meteor ainsi achevé, la situation est équivalente pour le programme de missile anti-navire RBS15 réalisé en partenariat Diehl BGT Defence et SAAB AB, et dont la dernière évolution le RBS15 Mk3 est entrée en phase de production et d'exportation (Etats clients : Allemagne, Suède et Pologne). Le groupe suédois a également mené les essais d'intégration (contrat FMV notifié en 2005) du missile air-air de courte portée IRIS-T, un programme placé sous la maîtrise d'œuvre du même partenaire allemand Diehl BGT Defence (Etats partenaires : Allemagne, Italie, Suède, Grèce, Norvège, Espagne), tout en étant associé à MBDA Deutschland GmbH dans le cadre du programme de missile de croisière Taurus KEPD 350 (en production depuis 2005). En 2014, la branche missilière SAAB Dynamics représente 12 % du CA groupe, soit 2,974 MSEK, contre 3,566 MSEK en 2013, pour 1 461 employés. Cette branche est en difficultés, avec des ventes et un carnet de commandes en décroissance depuis 2011, et une baisse continue du nombre de ses ingénieurs ces dernières années. Dans le

---

<sup>134</sup> « NEUROn : succès de la campagne d'essais en France », *Communiqué Dassault Aviation*, 9 mars 2015.

contexte de la cession de Kockums par TKMS et la rupture de confiance manifeste entre les partenaires suédois et allemands, les coopérations historiques initiées dans le domaine des missiles devraient plus difficilement trouver des suites (lancement en commun de programmes de nouvelle génération).

Quant aux deux filiales suédoises du britannique BAE Systems, BAE Systems Hägglunds (produits phares : véhicules blindés CV90<sup>135</sup>, BvS10<sup>136</sup> et Bv206) et BAE Systems Bofors (système d'obusier automoteur à roues de 155 mm Archer<sup>137</sup> et systèmes d'artillerie naval Canons MK3 et MK4 de 40 et 57 mm<sup>138</sup>, obus HEER, EXCALIBUR<sup>139</sup> et BONUS<sup>140</sup>), qui emploient un total de 1 200 employés au sein d'établissements localisés à Karlskoga, Örnköldsvik, Stockholm et Linköping, leur situation est assez différente. Si BAE Systems Hägglunds compte un carnet de commandes export solide (avec des ventes relativement stables), cette filiale n'a toutefois pas bénéficié ces dernières années de nouveaux contrats de développement de la part du FMV. De son côté, BAE Systems Bofors entre en période de turbulences dans un contexte de baisse des commandes à l'export<sup>141</sup> et d'absence de nouveaux

---

<sup>135</sup> Véhicule de combat d'infanterie de 23 t, produit depuis 1993. Il peut transporter 8 soldats en plus de ses 3 membres d'équipage, et existe en différentes versions. Il a été commandé à plus de 1 000 exemplaires par : la Suède (509 unités), les Pays-Bas (192), la Suisse (186), la Finlande (102) et le Danemark (45). En 2012, l'entreprise a obtenu un nouveau contrat des forces armées norvégiennes, portant sur la modernisation d'une flotte de 103 CV90 et la fourniture de 41 nouveaux véhicules. Ce marché associe les norvégiens Kongsberg Defence & Aerospace, Nammo Raufoss AS, CHSnor AS, Moelv, et Ritek AS Levanger.

<sup>136</sup> Véhicule Haute Mobilité, le BvS 10 se compose de deux véhicules chenillés reliés entre eux. Il offre une capacité de charge utile de 3 à 5 t. Il peut résister à une mine antipersonnel d'une charge de 0,5 kg, des tirs de munition de calibre 7,62 mm et l'explosion d'un fragment d'une munition d'artillerie de 152 mm dans un rayon de 10 m. Le BvS 10 a été développé à la fin des années 1990 sur le modèle BvS206 produit à plus de 11 000 unités (40 pays). Il peut être aérotransporté par avions C-130 Hercules, C-17 Globemaster et hélicoptère Chinook. Le BvS 10 équipe actuellement les forces armées suédoises, britanniques, néerlandaises et françaises. En décembre 2013, la Suède a notifié à BAE une commande supplémentaire de 48 unités (800 millions de SEK).

<sup>137</sup> Obusier automoteur à roues. Portée de 40 km ou de 60 km avec des munitions de type M982 Excalibur. Monté sur un camion Volvo A30D. Transporte un équipage de 3 à 4 personnes entièrement protégé par blindage. Vitesse max. : 70 km/h. Transportable A400M. Il emporte un stock de 40 obus dont 20 peuvent être placés dans une recharge automatique pour le tir. Le système Archer représente une amélioration du précédent système d'artillerie FH77 L39, produit à plus de 700 exemplaires et en service au sein des forces armées suédoises, nigérianes et indiennes. A l'export, la version FH77 BWL52 Archer concurrence notamment le G-6 du sud-africain Denel, le TIG-2002 de l'israélien Soltam ou encore le Canon Caesar du français Nexter.

<sup>138</sup> Offre sur le segment système d'artillerie naval, notamment les canons MK3 de 57 mm, dernière version d'une gamme déjà largement exportée (version 57 mm et 40 mm). Les Marines américaine, canadienne, finlandaise, sud-coréenne ou encore du Brunei se sont portées acquéreurs de tels systèmes. Outre Atlantique, vendu sous le nom 57mm Mk110 (équivalent du 57 mm Mk3), ce dernier équipe, entre autres, les LCS de Lockheed Martin, et les navires garde-côtes type Bertholf de Northrop Grumman.

<sup>139</sup> Obus de 155 mm à guidage GPS et inertiel, co-développé par Raytheon et Bofors. Il a une portée d'environ 50 km. Sa trajectoire peut être corrigée en vol. L'obus se sert de signaux de satellite et d'un logiciel pour le guider jusqu'à 10 m de sa cible, même lorsque l'obus est tiré d'une distance de 40 km. Les obus habituels ont une précision évaluée à 50 m. Cette munition peut être tirée par plusieurs pièces d'artillerie dont l'obusier M777 et Archer.

<sup>140</sup> Bofors NUtating Shell ou obus ACED (Anti-Char à Effet Dirigé). Obus antichar à détection de cible emportant deux têtes militaires intelligentes. Portée : 35 km. Rayon de détection de la cible : 200 m. Développé conjointement par BAE Systems Bofors AB et NEXTER. Né d'un programme franco-suédois, cet obus de 155 mm libère deux charges militaires capables de détruire chacune un blindé différent sur un rayon de 150 m.

<sup>141</sup> Dernière commande en date obtenue le 19 mai 2015, relative à la fourniture de 5 canons navals Bofors 40 Mk4 à la Marine brésilienne (intégrés sur les patrouilleurs 500T Macae), livrés entre 2016 et 2018. Une partie

développements significatifs. Au printemps 2014, les bureaux d'études ont ainsi connu une réduction drastique de leurs effectifs. Rappelons que BAE Systems Bofors est engagé dans un partenariat avec le français Nexter depuis 1993 pour le développement et la production de l'obus Bonus (obus antichar à détection de cible emportant deux sous-munitions antichar à effet dirigé ; sites de production en France et en Suède) et avec l'américain Raytheon dans le cadre du programme Excalibur<sup>142</sup> (obus d'artillerie de calibre 155 mm à guidage GPS et inertiel), deux produits aujourd'hui en phase de production et d'exportation.

---

de la production de sous-systèmes et l'assemblage final/test seront réalisés au Brésil, notamment par le partenaire de BAE Systems, Ares Aeroespacial e Defesa S.A.

<sup>142</sup> Cette munition peut être tirée par plusieurs pièces d'artillerie, dont le M777 Howitzer et l'Archer. Coopération Etats-Unis, Canada, Suède, Norvège et Australie.



## ANNEXES





## **AIR DEFENCE [LUFT 2040]**

### ***Extrait du rapport LUFT 2040, traduit du suédois vers l'anglais par Martin Lundmark***

In December, 2014, the parliamentary committee Luftförsvarsutredningen (LUFT) 2040 (*Air Defence Committee 2040*)<sup>143</sup> published its report<sup>144</sup>. The committee had to formulate its vision under the assumption of an overall withheld financial level of ambition for the air defence. Furthermore, the analysis is based upon present acquisition and development plans, e.g. for Gripen, sensors and GBAD. Present acquisition plans do not reach as far as the year 2040, apart from the Gripen system, which in its planning partly stretches that far. The Committee had as its assignment to investigate, analyze and assess the totality of and the demands of the Swedish air defence after 2040:

- Analyze the future development regarding technology, tactics, capability development and concerned aspects
- Assess future operative demands and capability specifications
- Suggest goals for the air defence beyond 2040

Added to the above three tasks, the committee focused on international capability development, including military forces in the Swedish close environment; and possible collaborations in air defence in the Nordic countries and Europe. The committee visited relevant organizations in Norway, Finland, France, the UK, Germany and the USAF Command at the Rammstein Air Force Base in Germany.

As its definition of ‘air defence’, the committee studied aerial forces and ground based air defence (GBAD) forces. Helicopter and transport units were not a part of the study. Air defence forces were defined as the functions: aircraft, intelligence, bases, command and control (C2, divided into command and sensors), liaison, weather services and GBAD.

The report also had a chapter on the defence industry in Sweden, Europe and globally, with a focus on industry relevant to air defence. This chapter also discusses conditions for Swedish arms collaboration and strategic partnerships within the defence industry.

The committee had an outline of scenarios based on four theatres of operation:

- the Baltic Sea
- the Norwegian Sea
- Sub-Sahara
- and an unconventional aggressor

This was paired with four modes of collaboration:

- Sweden alone
- Sweden and small state
- Sweden and super power
- Sweden and many states<sup>145</sup>

---

<sup>143</sup> Luftförsvarsutredningen 2040, slutbetänkande (SOU 2014:88), 8 januari 2015, Statens offentliga utredningar (SOU) Försvarsdepartementet.

<sup>144</sup> A Swedish parliamentary committee has an assigned (non-political) main investigator and secretaries (in this case two military operation analysis experts from FOI), proportional representation from the parties in the Parliament (eleven politicians) and a group of experts on military aspects related to air defence (nine people). The committee was established in 2012.

<sup>145</sup> COMMENT: Sweden is not a member of NATO, and this has been a strong and quite rigid stance of the Social Democrats ever since the foundation of NATO that Sweden must remain “non-aligned, in order to be able to stay neutral in the case of unrest or war.” Due to the positions within parliamentary representation, NATO could not be specifically discussed.

Based on combinations of these four theatres and the four modes of collaboration different challenges and capability demands were outlined. Based on these different combinatory combinations ('function alternatives'), the committee outlined what force structures ('capability alternatives') that are seen as needed in the vision after 2040. Within each scenario (and its adjoining capability alternatives), the financial costs are overall equal. Between different scenarios the financial cost varies. Added to this complexity, the combinations were divided between 'Sweden under crisis' and 'Sweden in war'. Furthermore, the scenarios are divided between three levels of conflict: peace, crisis and war.

A function alternative is in each scenario quantified as the levels 1, 2 and 3, with 1 being the highest capability/cost outcome.

For example for the Capability alternative *Baltic sea* (as seen in the table below), relating to the five functions (aircraft, base, sensor, C2 and GBAD). The figures marked with yellow are the capability-discerning function alternatives.

Table: Capability alternative: Baltic sea<sup>146</sup>

	1A Sweden alone under crisis		1B Sweden alone under war			
	A (1A)	B(1A)	A(1B)	B(1B)	C(1B)	D(1D)
<b>Aircraft</b>	2	3	1	2	3	2 mix
<b>Bases</b>	3	3	1	2	2	2
<b>Sensor</b>	3	1	2	2	1	2
<b>C2</b>	3	3	2	2	1	2
<b>GBAD</b>	3	3	2	1	1	2
	+/-		+/-			

Apparently, in order to more fully understand tables such as this one, much more explanation is needed. In short, advanced methods of operational analysis were used.

The report presents alternatives for *military strategic direction* and *operative ideas*.

Military strategic direction	Operative ideas
A. Sweden shall when attacked military be able to act alone, without military support from others	Area defence alone
B. B. Sweden acts together with others when attacked military	Area defence with others
C. Sweden holds back threats towards peace and security, where crises emerge	Deep defence alone
D. d. Sweden acts, integrated together with others when attacked military	Deep defence with others
E. e. Sweden has an 'adaptive defence' <sup>147</sup> .	Scale defence alone
	Scale defence with others

The report suggests the following goals for the air defence 2040:

- A justified air defence in relation to its challenges demands cannot be met within the present financial level of ambition
- A fundamental air defence capability must be withheld in order to meet potential threats

<sup>146</sup> Luftförsvarsutredningen, 2014.

<sup>147</sup> 'Adaptive defence' was a defence doctrine that was decided in the 1996 Defence Decision, meaning (in short) that the Swedish Armed Forces should be downsized and have the ability to scale up; a shift from a 'defence against invasion' to an 'adaptive defence'. This doctrine is no longer valid.

- With the present financial level of ambition, a balanced and economically feasible air defence structure for territorial defence can be withheld, but with certain limitations
- Such a lower ambition structure should be the goal for the air defence in order to be able to upscale the defence capability, if that is decided. Such a structure would also be flexible for different collaborative modes.
- Also in the lower ambition structure, Swedish air defence units would be able to take part in international crisis management
- Under game testing and analysis, it is noted that the Armed Forces, including the air defence, is dependent upon a robust and functioning civil society, also under crisis and war.

15 technology and capability areas are identified as important for having knowledge and competence:

1. military joint operations
2. defence industry
3. space
4. cyber defence, offensive cyber capability
5. defence against ballistic missiles and cruise missiles
6. automatization and the man-in-the loop
7. system of system
8. C2 and liaison
9. GBAD
10. aerial platforms
11. sensors
12. air force bases
13. R&D
14. personnel
15. costs/finances

The following priorities are identified by the committee:

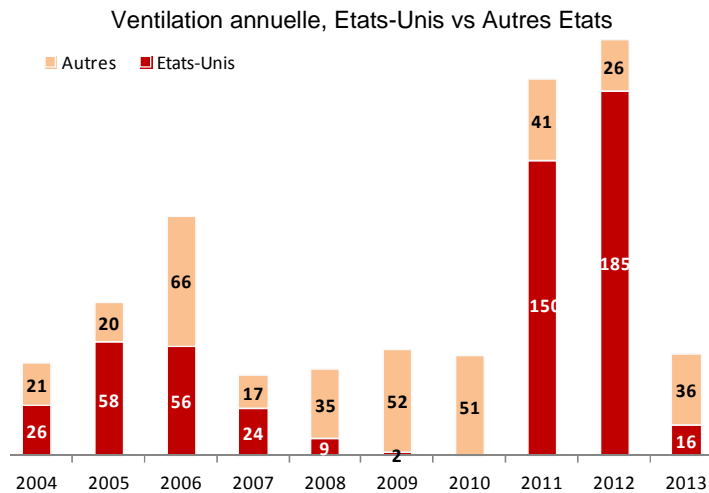
Table 2. The Air Defence Committee's suggested priorities for the Swedish Air Defence 2040

Priority 1	Priority 2
Early warning	A balance between flying platforms and weaponry
A threat adaptation of air force bases	Defence against ballistic and cruise missiles
A capability against aerial targets at a larger distance than today	A secure and robust C2 system
An operatively relevant combat aircraft system	Access to qualified personnel and a robust personnel system
Defence against cyber threats	Short range GBAD against smaller targets
	Passive sensors as a complement to active sensors
A secure and sufficient vision for R&D	

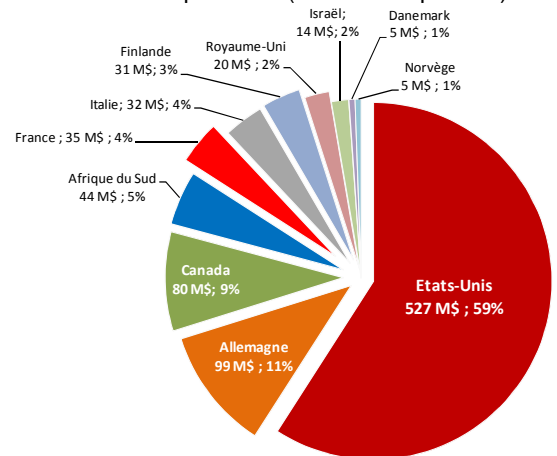
## Données SIPRI sur les importations et les exportations d'équipements militaires de la Suède

Sur la période 2004-2013, les statistiques export SIPRI montrent que la Suède a exporté 5,4 fois plus qu'elle n'a importé. Une part de 59 % des importations sur la période considérée provient des Etats-Unis (points hauts en 2011 et 2012), suivis de l'Allemagne avec 11 % puis du Canada à 9 %. Depuis 2011, ces importations d'équipements relèvent des catégories senseurs, aéronautique, et dans une moindre mesure, véhicules blindés.

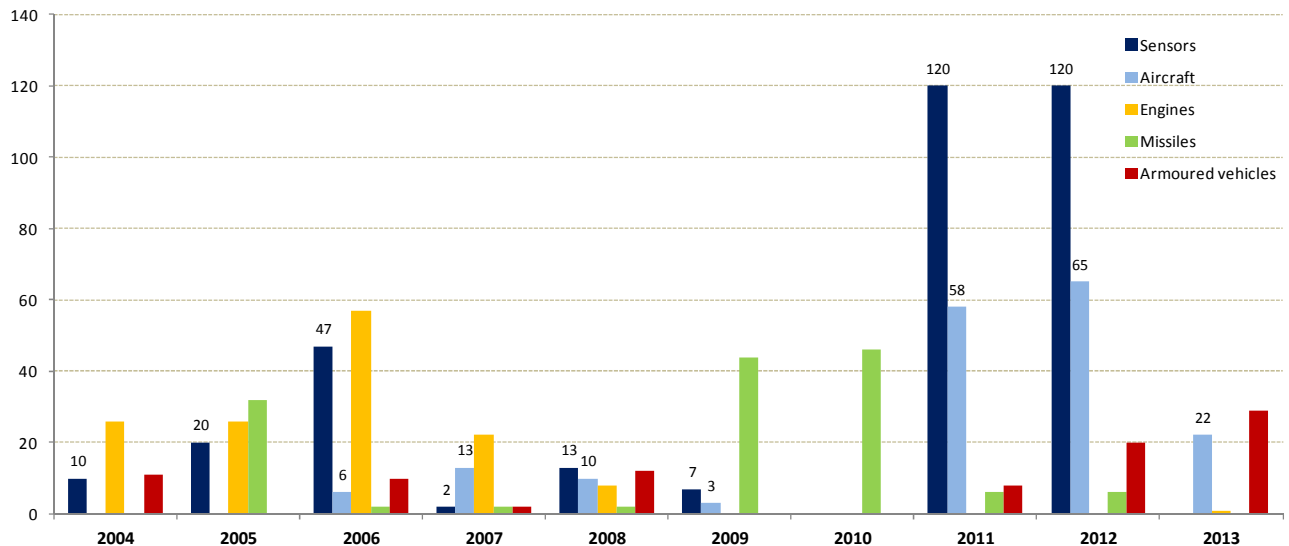
**Importations de la Suède, par Etats vendeurs, 2004-2013 (M\$)**



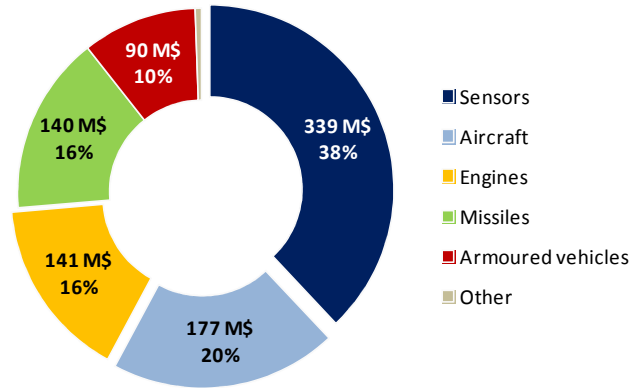
Ventilation par Etats (Total sur la période)



**Importations par catégories de matériel, 2004-13 (M\$)**

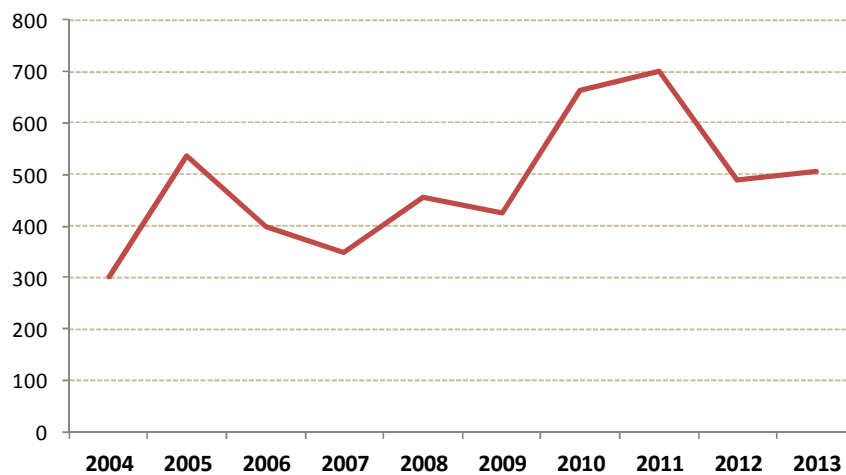


**Importations par catégories d'équipements, Total 2004-13, (M\$)**

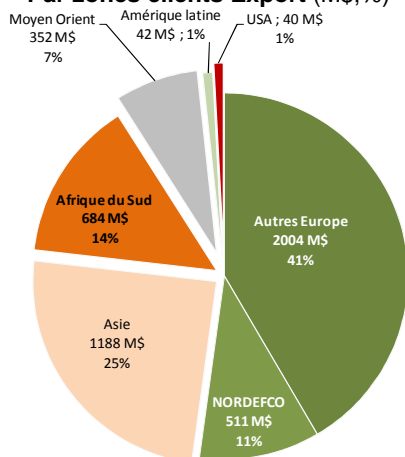


Au niveau des exportations d'équipements de défense, ces dernières auront doublé entre 2004 et 2011, pour connaître une tendance baissière à partir de 2012. Sur la dernière décennie, les principaux Etats acheteurs sont l'Afrique du Sud, le Pakistan, la République tchèque, la Thaïlande, la Hongrie et plus récemment le Brésil.

**Exportations d'armement de la Suède, 2004-2013, (M\$)**

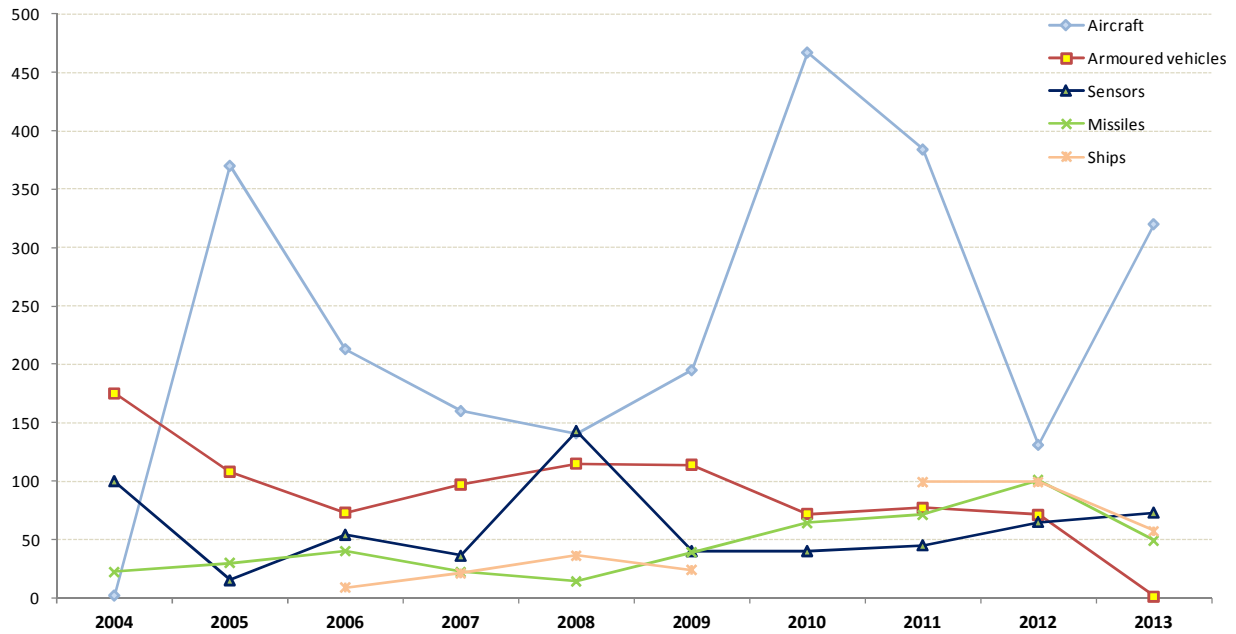


**Par zones clients Export (M\$;%)**

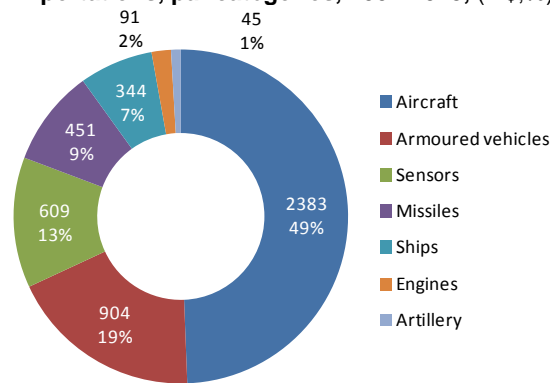


Une approche par zone géographique montre que les Etats européens représentent 52 % des exportations sur la période considérée, la zone Nordefco pesant 11 % (Finlande et Danemark notamment) et Autres Europe 41 % (principalement République tchèque, Hongrie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suisse).

**Exportations d'armement, par catégories, (M\$)**



**Exportations, par catégories, 2004-2013, (M\$;%)**



Une part de 49 % des exportations a trait au domaine aéronautique militaire, conséquence des ventes des différentes versions de l'avion de combat Gripen. La prédominance de ce secteur devrait encore s'accroître à l'avenir suite au marché remporté au Brésil et aux différents prospects export. Très en retrait, les autres transactions portent sur des systèmes de missiles et senseurs, suivis de contrats remportés dans les secteurs naval et véhicules blindés.



## Données ISP : Principales entreprises et autorités gouvernementales exportatrices suédoises (marchés export > 10 MSEK)

**2013**

Company	MEC	OME	Total
Swedish Defence Materiel Administration (FMV)	2 412 000 000	662 439 341	3 074 439 341
BAE Systems Hägglunds AB	758 153 026	645 672 413	1 403 825 439
Saab AB, Electronic Defence Systems	302 397 474	913 500 089	1 215 897 563
Saab Dynamics AB	616 618 125	502 941 897	1 119 560 022
Saab AB, Surveillance Systems	0	784 930 518	784 930 518
BAE Systems Bofors AB	383 339 939	372 491 877	755 831 816
Saab AB, Security and Defence Solutions	239 276 888	383 065 135	622 342 023
FFV Ordnance AB	15 577 835	564 143 529	579 721 364
Nammo Vanäsverken AB	470 346 054	39 586	470 385 640
Saab AB, Aeronautics	64 224 197	320 015 501	384 239 698
Norma Precision AB	21 118 740	207 615 393	228 734 133
ThyssenKrupp Marine Systems AB	0	224 399 298	224 399 298
EURENCO Bofors AB	194 735 274	0	194 735 274
SSAB EMEA AB	0	174 457 064	174 457 064
Swede Ship Marine AB	0	159 080 824	159 080 824
Åkers Krutbruk Protection AB	0	148 277 559	148 277 559
Saab Barracuda AB	0	116 354 181	116 354 181
FLIR Systems AB	72 040 735	0	72 040 735
GKN Aerospace Sweden AB	0	54 454 000	54 454 000
Saab AB, Training & Simulation	0	39 633 173	39 633 173
BAE Systems SWS Defence AB	0	35 331 623	35 331 623
Saab AB, Support and Services	0	23 569 402	23 569 402
Polyamp AB	0	13 822 881	13 822 881

**2014**

BAE Systems Hägglunds AB	1119	558	1680
Saab Dynamics AB	1011	365	1376
Saab AB, Electronic Defence Systems	85	1092	1177
BAE Systems Bofors AB	215	352	567
Saab AB, Security and Defence Solutions	204	322	526
FFV Ordnance AB	7	427	434
FMV, Försvarets Materielverk	0	377	377
Saab AB, Aeronautics	123	244	367
Norma Precision AB	19	261	280
EURENCO Bofors AB	203	3	206
Nammo Vanäsverken AB	185	0	185
SSAB EMEA AB	0	125	125
Saab Barracuda AB	0	113	113
Åkers Krutbruk Protection AB	0	74	74
GKN Aerospace Sweden AB	0	60	60
FLIR Systems AB	50	3	53
Exensor Technology AB	0	52	52
Nammo LIAB AB	26	22	48
FOI, Försvarets forskningsinstitut	0	46	46
Saab Kockums AB	0	33	33
Scania CV AB	0	27	27
Saab AB, Training & Simulation	0	26	26
N. Sundin Dockstavarvet AB	0	24	24
ThyssenKrupp Marine Systems AB	0	19	19
Saab Underwater Systems AB	0	17	17
BAE Systems SWS Defence AB	0	12	12
Deform AB	0	12	12